

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du  
Lundi 1<sup>er</sup> octobre 2012**

- - -

## **PROCES-VERBAL**

- - -



# Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

**Séance Publique du 1<sup>er</sup> octobre 2012**

-----

## Procès-verbal

-----

**Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 1<sup>er</sup> octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène MANDROUX.**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

### **Absents :**

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

-----

**Hélène MANDROUX :** Mes chers collègues, vu l'ordre du jour et l'actualité, j'ai proposé de présenter le vœu concernant la défense du personnel de Sanofi tout de suite après l'approbation du procès-verbal.

Adoption de l'ordre du jour, modifié pour permettre le vote de l'affaire 70 en début d'ordre du jour, et du procès-verbal du Conseil municipal précédent.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

M. ASLANIAN, Mmes BLANPIED et BENOUEGHIA-JAFFIOL rentrent en séance.

-----

## **70. Vœu : Défense du personnel de SANOFI-Montpellier**

### **Hélène MANDROUX :**

Au regard de la décision de la direction de SANOFI-France de mettre en place un plan social impliquant le licenciement de membres de son personnel, entre autre sur le site de Montpellier, le Conseil municipal de la Ville considère que cette décision est préjudiciable pour l'ensemble du territoire languedocien. Ce plan social vise la suppression sur Montpellier de l'ensemble de l'activité Recherche : si 200 emplois sont annoncés près de 400 pourraient être concernés.

Cette décision ne prend ni en compte les engagements du Président de la République et du Gouvernement concernant le « redressement productif », ni la situation de l'emploi dans le pays, ni même au niveau local où près de 300 emplois sont induits par l'activité du site montpelliérain.

Début 2010, Sanofi, 2ème entreprise classée au CAC40 (8,8 milliards de bénéfices en 2011), a déjà supprimé 250 emplois à Montpellier et 80 autres postes liés à l'oncologie ont été transférés sur Vitry-sur-Seine. Portant ainsi l'effectif à 1 150 contre 1 400 en 2009.

Madame le Maire est intervenue auprès de la direction de SANOFI-France pour défendre les 200 emplois menacés sur le site montpelliérain par cette nouvelle restructuration, sans compter les emplois induits, insistant sur le fait que cette décision ne se justifie pas au regard des résultats financiers enregistrés par l'entreprise, classée mondialement 3ème dans le secteur pharmaceutique. En effet, le groupe a annoncé des résultats solides pour le premier trimestre écoulé, soit une hausse de 9,4% de ses ventes et un bénéfice de 1,8 milliards.

Le Conseil municipal de Montpellier dénonce auprès des pouvoirs publics, et notamment auprès du Ministre du Redressement productif un tel plan social qui n'a pour but que de dégager davantage de profit pour l'actionnariat au détriment du secteur recherche et développement pourtant largement subventionné par l'Etat.

Le Conseil municipal s'interroge sur le projet de renforcement du site de Montpellier et sa réorientation dans le Développement alors que dans un même temps il est proposé un désengagement total du site sur la recherche.

Le Conseil municipal restera vigilant et attend les éléments concrets relatifs à ce plan de social. En effet, l'annonce faite dans la presse par la Direction générale la semaine passée suite au report du Comité central d'entreprise ne répond en rien aux questions posées par les élus et les syndicats.

Le Conseil municipal invite donc l'ensemble des Montpelliérains, élus et citoyens à défendre l'emploi dans la Région et le développement des politiques publiques de santé.

Enfin, le Conseil municipal demande au Gouvernement de mettre en débat au Parlement le texte relatif à l'interdiction des licenciements boursiers.

Je souhaite donc tout d'abord saluer le personnel de Sanofi qui est ce soir en tribune, en assez grand nombre. Je vois en effet beaucoup de blouses blanches. Vous le savez, j'ai déjà rencontré des représentants de Sanofi et je crois que depuis un certain temps, les secousses sont fortes. Non seulement dans votre secteur mais également dans d'autres. Il est vrai qu'actuellement nous apprenons énormément de choses. Nous pouvons en être réellement étonnés. La direction de Sanofi décide d'un seul coup de réorienter le site sur ce que nous appelons le développement clinique. Nous savons que cela concerne, par rapport à Montpellier, les postes de 200 chercheurs. Nous sommes d'autant plus étonnés car au niveau national, il est prévu de réactualiser de 900 mais nous savons très bien que ces 900 peuvent largement être dépassés. Qui plus est, les bénéfices nets de Sanofi, c'est-à-dire après impôts, en 2010 et 2011 se montent à 5,5 Md€. Je préfère vous communiquer le bénéfice net après impôt car c'est cela qui permet de réinvestir et d'axer la recherche comme étant la priorité d'un laboratoire pharmaceutique. Aujourd'hui, en 2012, ce bénéfice net serait déjà de 2,4 Md€. La direction qui veut réorienter

prend comme excuse que d'ici 2015 elle souhaiterait économiser 2 Md€. Lorsque nous voyons où elle en est, je pense qu'elle n'a pas à se plaindre.

Pour ma part, la question que je pose réellement est : comment une entreprise qui a reçu 54 millions de crédits d'impôt pour la recherche l'année dernière, peut-elle licencier ? Je sais que certains d'entre vous ont rencontré Benoît HAMON qui était là la semaine passée. M. le Ministre a fortement insisté sur le fait qu'il est inacceptable qu'une entreprise qui reçoit des crédits de l'État, des crédits d'impôt de recherche, puisse licencier. M. le Ministre l'a affirmé clairement. Effectivement, nous sommes étonnés qu'en plus, Sanofi justifie en disant qu'ils veulent réorienter. Pour quelle raison ? Parce qu'il paraîtrait que les brevets pour lesquels vous vous êtes battus devraient tomber dans ce que nous appelons le générique. Donc, inquiétude. Je suis désolée, je considère qu'une entreprise pharmaceutique doit avoir un pôle de recherche très fort et en permanence avancer dans la recherche. Ce qui signifie qu'en permanence, la recherche doit sortir quelque chose et innover. Donc, le fait qu'un médicament que vous avez découvert va tomber dans le générique, n'est pas une excuse. J'ai également déclaré à vos représentants, en ce qui concerne le pôle de Montpellier, que nous savons que nombre d'entre vous découvrent le médicament souvent à partir de la recherche du pôle agronomique. Je considère qu'à Montpellier vous avez une richesse : un grand pôle de recherche au niveau de l'agronomie sur lequel il est possible de s'appuyer, Montpellier est connu pour cela. Vous avez donc une filière totale ainsi que le CHU. Les chercheurs peuvent donc s'appuyer sur d'autres pôles de recherche et notamment dans la recherche à partir des plantes puis aller jusqu'aux phases 3 et 4. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai cela. Vous le savez aussi bien que moi.

Le Conseil Général a également présenté un vœu dans lequel il demande aux dirigeants de réorienter stratégiquement ce que la direction voudrait vous imposer. Il a demandé au Gouvernement, et le vœu que nous présentons va dans le même sens, d'élaborer une loi sur l'interdiction de licenciement boursier. Je crois qu'effectivement il convient de demander un engagement de la loi dans les 3 mois et certains députés sont ici présents. Il s'agit de l'adaptation d'une loi qui empêcherait un industriel qui a une usine rentable de pouvoir délocaliser son entreprise. Lorsque l'on reçoit 54 millions de crédits d'impôts, il n'est pas possible de licencier en France. Ce n'est pas acceptable. Aujourd'hui, ils veulent reconcentrer leurs effectifs sur Lyon et sur Paris. Vous le savez, j'ai écrit à M. MONTEBOURG qui m'a répondu personnellement et j'ai sa réponse ici. Je vais vous lire quelques chapitres de la réponse de M. MONTEBOURG. J'ai également rencontré M. Pierre COHEN sur Toulouse. Il est confronté à l'éventuelle disparition d'un pôle de recherche estimé à 400 chercheurs. Voilà l'état des faits. Sanofi étant la deuxième entreprise classée au CAC 40, nous pouvons nous poser des questions.

Voilà pourquoi nous avons prévu de proposer cette motion du groupe majoritaire. Il est vrai que nous présentons souvent des motions. Aujourd'hui, le Conseil Général s'est exprimé, deux ministres également, ainsi que la ville. Puisque ces licenciements sont prévus d'ici 2015, le médecin que je suis vous dira qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Depuis quelque temps il est vrai que beaucoup de choses nous arrivent et pas seulement dans l'industrie pharmaceutique. Nous voyons ce qui se passe dans la raffinerie et dans les aciéries. Tout cela commence à faire beaucoup. Et le chiffre du chômage qui a franchi les 3 millions. Ceci peut donc nous interpeller et doit nous interpeller. La réponse du ministre date du 13 août et depuis cela a beaucoup bougé. Néanmoins, une partie de la lettre doit être retenue : *« Sanofi est présent dans un institut de recherche technologique qui s'appelle BIOSTAR et qui a obtenu une subvention de 180 M€, dans le cadre des investissements d'avenir et dont il pourra tirer d'importants bénéfices »*. C'est-à-dire que cela se rajoute. Voilà ce que je voulais dire. Nous ferons tout pour être à vos côtés et bien évidemment garder ce pôle de recherche sur le site de Montpellier. Je vous remercie et je pense que d'autres présidents pourront s'exprimer à mes côtés.

**Michel PASSET :** Madame le Maire, je vous remercie de la présentation que vous avez faite. Je serai assez bref. En ce qui concerne le groupe communiste, vous l'avez dit, il est intolérable qu'une entreprise qui est la première au niveau de la recherche en France, dans un domaine indispensable à la société, celui de la santé, ait un tel comportement. D'autant plus que cette entreprise est le 2<sup>ème</sup> groupe classé au niveau du CAC 40. Nous n'avons pas toujours été d'accord. Lorsqu'il faut des financements publics pour développer réellement les entreprises, pourquoi pas. Il s'agit de répondre oui aux patrons. Mais lorsque les salariés demandent simplement de préserver une entreprise d'intérêt national et pas seulement leur emploi, on leur répond non. Aujourd'hui, mon souhait le plus fort est que soient prises en considération les demandes des salariés de Sanofi. Il en va de l'intérêt de la France et du secteur santé. Il en va également de l'intérêt d'une entreprise car lorsqu'une entreprise abandonne ses centres de recherche, à terme, c'est l'entreprise elle-même qui disparaît. Ou alors elle change

complètement d'orientation et de nature. C'est ce qui est en train de se passer avec déjà plusieurs alertes durant les années précédentes et plusieurs suppressions d'emplois.

Nous considérons en tant que groupe communiste que l'augmentation de la rentabilité financière est le seul motif du plan de restructuration annoncé le 5 juillet. La rémunération des actionnaires était la redistribution de 40 % et la direction de Sanofi a l'intention de le porter en 2013 à 50 %. Voilà l'une des motivations particulièrement inacceptable. Il n'y a pas d'alternative crédible et possible. Il faut que le désengagement de Sanofi cesse, il en va de l'intérêt du secteur recherche et développement. La restructuration annoncée pèserait sur 200 emplois à Montpellier. Vous l'avez dit Mme le Maire, il y a des risques également concernant Toulouse et c'est l'ensemble de ce secteur qui serait très durement affaibli. La recherche pharmaceutique constitue un élément indispensable pour l'amélioration de la santé publique. Dans de nombreux domaines les chercheurs de cette entreprise, face au mépris que leur oppose la direction, ont montré leur capacité de répondre à ces objectifs de santé publique.

Le groupe communiste votera le vœu que vous avez proposé, Mme le Maire. Mais nous allons plus loin : face aux patrons de Sanofi, face aux patrons de Peugeot, face aux patrons de certaines aciéries, il est nécessaire qu'aujourd'hui le gouvernement prenne ses responsabilités. Vous avez évoqué la nécessité et la possibilité que soit votée une loi au niveau de l'Assemblée nationale contre le licenciement boursier. Elle doit être votée dans les 15 jours. Cette loi est prête, elle avait été discutée, modifiée, etc. et elle avait été presque votée, à quatre voix près, par le Sénat. Elle a été notamment votée par le groupe communiste Front de Gauche et le groupe socialiste. Autant que je sache aujourd'hui, le blocage que représentait à cette époque l'Assemblée nationale n'existe plus. Il s'agit de reprendre cette loi en modifiant peut-être quelques points, je n'en sais rien. Il convient de voir cela avec les partenaires sociaux. Nous souhaitons que dans les 15 jours, que ce soit pour Sanofi, pour Peugeot ou pour les aciéries, nous mettions fin à des comportements voyous de la part des patrons.

**Francis VIGUIE :** Bonsoir. Je salue et félicite les responsables et militants de Sanofi d'être présents ici et d'être aussi forts et présents partout où ils le peuvent pour la mobilisation qu'ils mènent, chose qui n'est jamais simple. Beaucoup ici le savent lorsqu'ils étaient salariés et ont mené des luttes syndicales. Évidemment, ce sont des luttes décisives et majeures. En ce qui concerne le vœu, pour la gauche anticapitaliste, nous n'aurions pas écrit les choses exactement comme cela. Bien entendu, nous le voterons. Pour une raison simple et évidente c'est que nous sommes aux côtés de ces salariés et que nous ferons tout pour qu'ils gagnent. Il est vrai que la question de Sanofi est une caricature des caricatures. Je ne reviens pas sur ce qui a déjà été évoqué, sur les subventions publiques, les bénéfices en termes de milliards, sur la place qu'ils occupent et ainsi de suite. Il y a là un enjeu majeur pour ce pays : faire en sorte que cette mobilisation pour l'emploi et pour la sauvegarde d'un établissement nécessaire à la santé soit positive. Il s'agit de gagner.

Nous pensons néanmoins qu'il convient d'envisager les choses d'une manière dynamique. Nous sommes dans une situation en France où il n'y a plus de blocage politique. Michel PASSET l'évoquait. Le Sénat est à gauche, l'Assemblée nationale est à gauche. Nous sentons bien dans le pays, alors que la campagne donnait le ton sur « Le changement c'est maintenant », que les doutes sont plus que réels. Je pense que la manifestation de ce dimanche exprimait aussi une partie de ces doutes. Il y a plusieurs aspects plutôt simples sur lesquels nous pouvons avancer. Par exemple, comment, pour le conseil municipal et la mairie de Montpellier, nous pouvons signifier clairement que nous sommes aux côtés des salariés de Sanofi. Il y a des moyens qui peuvent être mis à leur disposition. Des moyens matériels, des moyens financiers. Je ne parlerai pas à leur place de leurs demandes mais je pense que lorsqu'une bataille de ce type est menée, on peut avoir besoin parfois d'un barnum et d'un certain nombre de choses. Je sais qu'ils vont à Paris mercredi. Donc, ce sont aussi des moyens financiers. En termes de solidarité financière, il est important pour une municipalité de signifier clairement qu'en mettant des moyens à leurs côtés cela permet d'être plus forts dans la lutte, alors qu'on fait déjà grève et qu'il y a des difficultés financières. Alors que tout cela est difficile, cela permet d'envisager les choses d'une autre manière et plus dynamique. Je pense qu'il y a aussi un moyen que nous pourrions tout à fait envisager. Je suppose que Mme MANDROUX connaît assez bien le maire de Toulouse. Dans la bataille générale sur la question de Sanofi, il serait bien qu'il y ait une conférence commune afin que les deux maires exigent ensemble dès à présent qu'il y ait la loi sur l'interdiction des licenciements boursiers. Je pense que c'est aller au-delà d'un vœu positif d'un Conseil municipal, c'est également un engagement précis dans la lutte aux côtés des salariés. Nous pouvons avoir une réflexion politique plus ample. Devant les pratiques des entreprises comme Sanofi, alors que nous constatons chaque jour la faillite du capitalisme, il est nécessaire de penser les choses d'une autre manière et d'ouvrir le débat sur un grand service public de la santé. Au-delà d'une simple nationalisation, il convient de

procéder à une véritable appropriation collective avec un débat général sur les besoins de la santé, la place des médicaments, de la recherche. Ce sont des questions incontournables et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir. En tout cas, nous voterons ce vœu.

**Jacques DOMERGUE :** Madame le Maire, chers collègues. Je voulais saluer également les personnes que j'ai rencontrées sur le parvis de la mairie et qui m'ont exposé leurs difficultés. Difficultés dont j'étais au fait puisque j'avais rencontré leur PDG juste après sa prise de fonction. Il me semble que le vœu, même si nous le votons, n'est pas la solution adaptée à l'ampleur de la crise que vit cette entreprise et que vivent les salariés. Aujourd'hui, nous avons l'impression que vous n'avez pas compris que vous êtes passée dans la majorité. Vous n'êtes plus dans l'opposition. À l'époque de M. SARKOZY, nous faisons des vœux pratiquement à chaque Conseil municipal. C'était normal, vous étiez quasiment dans l'impuissance. Or, actuellement, vous avez des possibilités. Le temps de l'incantation est terminé, c'est le temps de l'action. Ces salariés n'attendent pas des vœux pieux mais de l'action. Vous avez tous les pouvoirs : le Conseil Général, le Conseil Régional, l'Agglo, la ville et maintenant l'État. Avons-nous vu depuis que ce conflit prend de l'ampleur, les différentes collectivités se réunir ensemble ? Sont-elles allées discuter conjointement avec les salariés ? Ont-elles fait des propositions concrètes pour tenter de sortir de cette situation ? Vous vous comportez exactement comme le ministre M. MONTEBOURG qui est surnommé « le ministre du redressement improductif » tellement il fait de bruit et tellement il est inactif. Car il est dans l'image et dans l'incantation. Il s'agit de se ressaisir. Vous êtes aux manettes et il convient d'aller prendre la main des autres collectivités, vous secouer et aller rencontrer le PDG. Lorsqu'un PDG rencontre des collectivités locales qui vont faire des propositions et non pas des vœux pieux et qui vont déclarer : « A Montpellier nous sommes les meilleurs parce qu'à Montpellier c'est la santé qui prime ». La perte de Sanofi sur Montpellier est une perte considérable pour tout le secteur de la santé. Le CHU travaille avec Sanofi, Val-d'Aurelle travaille avec Sanofi, la cancérologie était l'un des points forts de Sanofi à Montpellier. En 2004 M. SARKOZY était venu et avait été ovationné par le personnel qui était enthousiaste d'appartenir à une entreprise privée. Puis, nous avons vu progressivement, après les heures fastes de l'entreprise, la déception, la désillusion. Je reprends les mots du vœu. Le Conseil municipal doit être « vigilant ». Croyez-vous que nous attendons de la vigilance ? Le Conseil municipal invite les Montpelliérains à « défendre l'emploi ». Mais les Montpelliérains vous ont élus pour que vous défendiez l'emploi et non pour faire des vœux pieux comme celui-ci.

Je suis heureux que vous ayez rappelé qu'à l'époque du gouvernement précédent, dans le cadre des investissements d'avenir, l'entreprise avait bénéficié de 180 M€. Nous attendons du gouvernement aujourd'hui qu'il fasse des choses dans ce sens et j'attends que les collectivités fassent des propositions. Si vous allez voir M. VIEHBACHER, je suis certain qu'il sera sensible au fait que les collectivités de Montpellier veulent garder l'emploi et l'activité sur Montpellier. La perte de Sanofi, je vous le répète, est une perte pour tout le secteur sanitaire de Montpellier et surtout pour le secteur de recherche. Nous avons perdu IDEX et nous avons perdu beaucoup en matière d'université. Heureusement, nous venons de récupérer le Site Intégré de Recherche et d'Innovation en Cancérologie (SIRIC) entre le CHU et Val d'Aurelle. Nous avons besoin de Sanofi et s'il disparaît, ce sera une perte sèche pour tout le monde. Alors Mme le Maire, ressaisissez-vous, secouez-vous, prenez vos collègues par la main et montrez-vous digne de ce que ces gens attendent et arrêtez de faire des vœux pieux.

**Hélène MANDROUX :** Mon cher collègue, au fur et à mesure que je vous entends, j'ai l'impression que nous allons voter ce vœu à l'unanimité. C'est extraordinaire. Vous avez réussi à faire l'unanimité au sein du Conseil municipal. Tous les Montpelliérains sont convaincus, bien évidemment. Je ne vous ferai pas le coût de l'héritage mais quand même, reconnaissez qu'il s'agit d'un résultat antérieur, ce n'est pas tombé d'aujourd'hui.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** Je ne répéterai pas ce qu'ont déclaré mes collègues. Bien entendu, notre groupe se joindra à ce vœu. J'en profite pour signaler que l'ensemble des 9 députés de l'Hérault qui, par chance sont passés à gauche lors des dernières législatives, se sont associés à l'interpellation que vous avez vous-même signée ainsi que le Président du Conseil général et le Président de la Région. C'est une suite d'interventions. Bien entendu, les lois qui sont envisagées au niveau du gouvernement apporteront une réponse. Je souhaitais également signaler un point qui n'a pas été évoqué lors des différentes interventions. Les collectivités locales ont aussi consenti un certain nombre d'avantages à Sanofi. Je pense notamment à la Ville et à l'Agglomération. Ne serait-ce que sur le plan du foncier, puisque cette entreprise a bénéficié, dans son expansion récente, d'aides de l'Agglomération ou en tout cas de plans d'aménagement du foncier assez favorables pour eux. Je crois même que

certaines propriétaires, selon mes souvenirs, s'en sont plaints car ils n'étaient pas très heureux de ce qui se passait. Pour le coup, Sanofi a bénéficié de tarifs très avantageux au nom de la défense de l'emploi et de l'extension de l'activité économique sur Montpellier. Il faudrait peut-être envisager que lorsque la collectivité locale consent des avantages à des investisseurs, il y ait un engagement sur l'emploi durable, sous peine de remboursement des avantages concédés par les collectivités locales.

**Jacques TOUCHON :** Je ne reprendrai pas non plus tout ce qui a été dit mais j'aimerais souligner quelques points. Ceci est scandaleux bien sûr pour les travailleurs de Sanofi car cela n'est pas cohérent sur le plan du projet industriel de Sanofi. C'est cohérent sur le plan financier mais c'est quelque chose que nous devons combattre. C'est scandaleux et c'est une erreur. Je pense que c'est Michel PASSET qui a affirmé, ou Mme le Maire, qu'un laboratoire qui ne base pas son activité sur la recherche et le développement, mais qui base son activité uniquement sur la rentabilité financière, est un laboratoire qui va mourir. Si Sanofi meurt sur le plan national, il va mourir bien sûr au niveau montpelliérain. C'est une erreur pour Montpellier. Montpellier c'est bien sûr l'agronomie mais je rappelle que Biologie Santé est l'un des fleurons de la recherche française sur Montpellier. Si nous n'avons pas obtenu l'IDEX, nous savons pour quelles raisons. Il s'agit de nos disputes microcholines locales. Néanmoins, nous avons obtenu 7 labex et nous sommes le centre universitaire qui en a le plus. Il y a donc une synergie entre Sanofi et le tissu recherche Biologie Santé de Montpellier qui est exceptionnelle. Cette décision fera disparaître cela en mettant en fragilité le laboratoire qui ne pense qu'au bénéfice et en mettant également en fragilité la ville de Montpellier.

**Philippe THINES :** Bonjour Mme le Maire et chers collègues. Les salariés et l'intersyndicale de Sanofi de Montpellier refusent le plan de restructuration et ne participeront pas à une parodie de dialogue social qui se résumerait à négocier et signer des chèques de licenciement. Ils ont bien sûr le soutien total du parti radical de gauche. En 2009, les laboratoires pharmaceutiques ont entamé une transformation de leur modèle économique, visant essentiellement à maintenir une progression des dividendes des actionnaires. Pour Sanofi cette politique porte le nom de *transforming* et se traduit par la suppression de plus de 3 000 postes sur la période 2009-2010, dont 1 300 en recherche et développement, par la fermeture de 4 sites de recherche et développement en France et la vente d'un cinquième, par l'abandon progressif de la recherche interne et son externalisation au nom de la rentabilité. La direction a annoncé qu'elle comptait réaliser sur l'ensemble des activités du groupe 2 Md€ d'économie d'ici 2013. Après un premier plan d'économie de 2 Md€ en 2011. De nouvelles restructurations sont envisagées. Entre autres, la fermeture du site de Toulouse et la suppression des activités de recherche sur le site de Montpellier. Si la direction du groupe continue d'appliquer sa stratégie financière, ce plan représentera d'ici peu 3 000 suppressions d'emploi en France, comme en 2009 et à terme, la fermeture du site de Montpellier. C'est pourquoi les salariés du site de recherche et développement montpelliérain du groupe Sanofi sont légitimement inquiets sur la pérennité de leur emploi. Pourtant, la première entreprise pharmaceutique française et troisième mondiale est florissante. Une production de vaccins dopés par des dizaines de millions de doses contre la grippe H1N1, un chiffre d'affaires mondial pour 2012 de l'ordre de 30 Md€ en augmentation de plus de 7 %. Des profits proches de 9 Md€ en augmentation d'au moins 15 %. Soit l'équivalent de la masse salariale annuelle des 28 000 salariés Sanofi en France. Des dividendes dépassant les 3,5 Md€, également en forte augmentation pour atteindre 50 % des bénéfices. Considérant que la pharmacie est une activité hautement stratégique pour la France et l'Europe et qu'elle a pour vocation de répondre aux besoins de santé publique et non d'enrichir toujours plus une poignée d'actionnaires en ne recherchant que la mise au point et la fabrication de produits offrant le maximum de rentabilité tout en faisant de l'optimisation fiscale sur le dos de la Sécurité Sociale et de la nation. Le Conseil municipal et le parti radical de gauche soutiennent la lutte des salariés de Sanofi qui exigent des garanties pour leur avenir et le maintien des activités de recherche et développement à Montpellier et Toulouse. Ainsi qu'une juste répartition des richesses. Ils demandent à la direction nationale du groupe Sanofi un changement de stratégie permettant de stabiliser, pérenniser et développer les sites français. Ils demandent au gouvernement d'exiger des engagements sur le maintien de l'emploi à court, moyen et long terme et des sites du groupe Sanofi au regard du financement public par la Sécurité Sociale, les achats massifs de vaccins, du crédit impôt recherche ou de toute aide au développement. Ils demandent à nos députés le vote d'urgence d'une loi interdisant tout licenciement boursier. Ils demandent que les collectivités montpelliéraines se rencontrent rapidement pour avoir ensemble une action envers le PDG. Ils demandent aussi que l'État entre dans le capital de Sanofi pour siéger au Conseil d'administration afin de garantir l'activité stratégique de la recherche pharmaceutique en France. Car le danger est réellement à cet endroit, car la France risque de perdre la recherche pharmaceutique qui est stratégique pour elle.



**Stéphane MELLA :** J'aimerais juste intervenir en tant qu'ancien syndicaliste pour dire que je suis quand même désespéré lorsque je vois que dans une société moderne comme la nôtre, avec la matière grise qui est ici réunie au mètre carré, nous ne parvenons pas à trouver des solutions. Nous avons des chercheurs derrière nous qui travaillent sur les missions très nobles que sont la recherche contre le cancer, la maladie, etc. J'ai la faiblesse de penser que c'est plus difficile d'obtenir des résultats, et ils en obtiennent tous les jours, pour vaincre la maladie que pour arriver à trouver des solutions afin de mettre en difficulté les puissances de l'argent. Lorsque nous donnons des avantages fiscaux à des entreprises, M. DOMERGUE, très intelligemment, a essayé de magnifier l'action de Nicolas SARKOZY, il convient d'être franc, il s'agit d'un domaine extrêmement difficile que de se battre contre des multinationales. Sinon, nous pouvons imaginer que cela aurait déjà été fait. En Lorraine, nous avons vu la catastrophe de l'action de M. SARKOZY. En revanche, chaque fois que l'on donne des avantages fiscaux, il serait souhaitable, à défaut de nationaliser, d'étatiser, de soviétiser, car sinon nous enverrons des signaux négatifs aux milieux financiers et cela nous coûtera cher au niveau économique. Il convient d'adopter une attitude capitaliste et agressive à leur égard, c'est-à-dire que systématiquement, quand nous leur donnons de l'argent et puisque nous leur en donnons - Jean-Louis ROUMEGAS parlait de terrain - quand on donne du terrain c'est de l'argent, quand on donne des impôts c'est de l'argent, il faut donc que systématiquement, nous rentrions au capital et fassions un apport en industrie pour contrôler ces entreprises. Nous devons être des actionnaires publics qui mettent les conseils d'administration dans l'obligation d'avoir un capitalisme humain et non pas un capitalisme financier dégoûtant. C'est tout ce que je voulais dire.

**Perla DANAN :** Je suis particulièrement concernée par ce problème à titre personnel et parce que mes collègues vivent des choses difficiles. Je ne me lancerai pas sur un débat d'affrontement entre le patronat et le salariat. Je ne pense pas que la question soit là. Celle-ci est de deux ordres : ce sont des régulations au niveau national afin que les avantages donnés financièrement (crédits recherche, etc.) soient assortis de conditions de ne pas désinvestir la recherche en France. Sanofi ne se privera pas de sa recherche, elle la mettra ailleurs. C'est autre chose. Donc, en ce qui concerne la disparition de la recherche, ce levier n'est pas bon.

Le deuxième levier qui me semble important pour les salariés, pour Montpellier, pour la santé publique et pour la recherche en France c'est que d'abord ces salariés aient une bonne visibilité de l'avenir. Le second point, surtout, est la création d'une cellule de crise locale, entre toutes les collectivités et institutions concernées afin d'aborder, justement, des solutions et des collaborations possibles. Donc, une approche de résolution de problèmes vis-à-vis du patronat pour ouvrir avec cette direction et un bras de force d'un côté et de l'autre côté une amorce de solution collective. En tous les cas pour ce qui concerne Montpellier. Je suis plutôt dans cette démarche. Je connais bien le problème et suis OK pour aider qui le souhaite car c'est quelque chose qui me concerne particulièrement. Je voterai donc le vœu.

**Marc DUFOUR :** Beaucoup de choses ont été dites et deux membres du groupe Modem et radicaux de gauche se sont déjà exprimés. J'aimerais apporter notre soutien et faire part de notre admiration à l'ensemble des salariés de Sanofi, dans la lutte qui est la leur pour la défense de leur emploi. Ils sont exemplaires et il est nécessaire de le souligner. Je tiens à ajouter également que le problème posé est un problème qui, de mon point de vue, est d'une extrême gravité pour l'économie française. Il s'agit de la financiarisation de notre économie. Lorsque les dirigeants ne suivent qu'une logique financière et oublient la logique industrielle, ce sont les emplois, le savoir-faire et l'avenir qui sont menacés. Toute notre attention devrait être portée sur cette tendance de plus en plus large de l'économie française. En outre, j'aimerais préciser que je suis scandalisé par le fait qu'une grande entreprise comme Sanofi puisse se servir de l'argument de l'arrivée du générique pour les médicaments les plus porteurs. C'est le rôle d'un groupe pharmaceutique que d'investir dans la recherche et de préparer la sortie de ces produits ainsi que le fait qu'ils tomberont dans le générique. L'attitude qui est la leur aujourd'hui de sacrifier la recherche montre bien que leur logique est financière et non pas industrielle. Bien évidemment, nous voterons ce vœu et je suis extrêmement favorable pour que l'entreprise Sanofi soit directement interpellée par les élus locaux que nous sommes afin que nous puissions faire entendre nos voix car de nombreuses aides publiques, qu'elles soient locales ou nationales ont été attribuées à Sanofi. Il convient donc qu'elle ait une attitude citoyenne et qu'elle ne traite pas ses salariés comme elle le fait aujourd'hui.

Pour : 57

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
MM. MAJDOUL, LANNELONGUE, SAUREL (récupère sa procuration) rentrent en séance.  
-----

## Informations :

**Hélène MANDROUX :** Mes chers collègues, je crois que nous pouvons revenir en séance car je pense que ceux qui devaient partir sont partis. Je vais vous communiquer des informations.

Première information : le groupe « UMP - non-inscrits - Gauche moderne » m'a demandé d'acter le changement de nom de leur groupe qui devient désormais le groupe « UMP - non-inscrits ». Demande que j'aie donc acceptée.

Deuxième information : Mme DOMBRE-COSTE a demandé le 20 juillet à M. le Préfet de région et Préfet de l'Hérault d'accepter, suite à son élection en tant que député de l'Hérault, sa démission au poste d'adjointe au maire. M. le Préfet de l'Hérault a accepté. Il conviendra donc d'élire une nouvelle adjointe au maire afin de respecter la parité. La loi nous impose en effet une parité dans les fonctions d'adjoint. C'est-à-dire qu'une adjointe femme est remplacée par une femme et un adjoint homme est remplacé par un homme.

Troisième information : M. Patrick VIGNAL a également signifié à M. le Préfet de région et Préfet de l'Hérault la volonté de démissionner de son poste d'adjoint au maire. Démission qui date du 27 septembre dernier. Il y a un délai légal de convocation donc, le nouvel adjoint au maire sera élu lors de la prochaine séance du 12 novembre. Mme DOMBRE-COSTE et M. VIGNAL restent bien évidemment conseillers municipaux de la majorité. En effet, Mme DOMBRE-COSTE avait démissionné de son poste de conseillère régionale et M. VIGNAL de son poste de conseiller général. Cela a donc permis d'avoir une femme conseillère générale en plus au sein de l'assemblée du département.

Nous allons donc passer à l'élection d'un nouvel adjoint. Auparavant, compte tenu qu'un poste masculin sera libéré par M. VIGNAL, sachez que nous avons discuté avec le groupe Europe Ecologie-les Verts. Ce groupe a validé l'intégration au sein de la majorité. J'ai rencontré les quatre présidents. Donc, les groupes prendront connaissance de cette proposition d'accord échangée avec le groupe Europe Ecologie-les Verts. Cela vous sera proposé lors du Conseil municipal du 12 novembre.

## 1. Election d'un adjoint au Maire

**Hélène MANDROUX :**

A la suite de son élection en qualité de député de l'Hérault, Madame Fanny DOMBRE COSTE a démissionné de son mandat de conseillère régionale elle a aussi souhaité ne plus exercer les fonctions d'adjointe au Maire de la Ville de Montpellier tout en conservant son mandat de conseillère municipale.

Par courrier, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon Préfet de l'Hérault a accepté cette décision.

Constatant la vacance d'un poste d'adjoint au Maire et conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du code général des collectivités territoriales et à la délibération du 21 mars 2008, il convient de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint au Maire qui occupera le 24 ème rang dans l'ordre du tableau.

Election du 24 ème adjoint au Maire :

Candidature proposée par Madame le Maire : 47 voix

Blancs/nuls : 12 voix

Mme Audrey DE LA GRANGE est élue à la majorité des suffrages exprimés.

**Jacques MARTIN :** Mme le Maire, chers collègues. Je ne suis, bien évidemment, aucunement opposé à la candidature d'Audrey DE LA GRANGE. J'aurais préféré toutefois que cette décision soit prise en réunion de groupe. Non seulement en réunion de groupe mais encore que l'ensemble des élus de la majorité soit réuni afin que nous puissions nous prononcer sur le choix que vous avez fait est que vous nous proposez aujourd'hui. J'ai d'ailleurs le sentiment, sans vouloir être désagréable pour Audrey DE LA GRANGE, que d'autres élues qui nous accompagnent, des élues femmes socialistes, auraient mérité tout autant qu'Audrey DE LA GRANGE cette promotion. Je pense notamment à Nadia MIRAOU et à Laure FARGIER. Je voterai donc pour Audrey DE LA GRANGE mais je regrette la manière dont vous avez procédé qui fut de mépriser les élus. Mais une fois n'est pas coutume.

**Hélène MANDROUX :** M. MARTIN, vous êtes avocat et il est vrai que les avocats ont l'habitude de faire des tours de manche. Votre intervention est absolument nulle car je vous rappelle que cela a été proposé en groupe. Si vous aviez été là, vous l'auriez entendu. C'est de la seule décision du Maire, je suis désolée. Votre président de groupe était parfaitement au courant et vous pouvez vous adresser à lui.

**Audrey DE LA GRANGE :** Mme le Maire, chers collègues. Je tenais tout simplement à vous remercier de la confiance que vous m'accordez. D'une part Mme le Maire, en ayant proposé ma candidature à ce poste d'adjointe et d'autre part chers collègues en confirmant ce choix par vos votes. Je souhaite également saluer l'engagement des députés récemment élus de ne pas cumuler les mandats exécutifs et plus particulièrement Mme DOMBRE-COSTE bien sûr, qui, en allant jusqu'au bout de cet engagement, a libéré ce poste. Enfin, je tenais à vous dire que depuis mon entrée au sein du Conseil municipal en 2010, j'ai pu mesurer la complexité de la tâche de l'élu local. Être élue adjointe ce soir redouble en moi le sentiment d'avoir à mener une action noble au service des citoyens. Merci.

-----

M. H. MARTIN (récupère sa procuration) rentre en séance.  
M. ARAGON, Mmes MIRAOU et DANAN sortent de séance.

-----

## **2. Démarche d'élaboration du projet urbain « Montpellier 2040 »**

### **Approbation des orientations stratégiques et des modalités de concertation**

**Michaël DELAFOSSE :**

Par délibération du 8 février 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'engagement d'une démarche de prospective destinée à renouveler la stratégie urbaine de Montpellier à l'horizon 2040.

Cette démarche vise à doter la Ville de Montpellier d'un nouveau « projet urbain » apte à guider, dans une vision transversale et de long terme, l'ensemble de ses politiques publiques et, plus particulièrement, son action en matière d'urbanisme.

Il donnera lieu à l'établissement d'un document de référence touchant à l'ensemble des leviers de l'action publique locale sur le territoire.

S'agissant des politiques urbaines et après trois décennies d'une action volontariste tournée principalement vers une forte maîtrise des processus d'extension programmée de la ville, l'enjeu central consistera à déterminer les modalités d'une nouvelle stratégie de réinvestissement des quartiers existants afin d'anticiper et d'encadrer leur nécessaire mutation dans une perspective de densification raisonnée, contextuelle et concertée.

Dans cette optique, le projet urbain « Montpellier 2040 » a, notamment, vocation à préparer la prochaine révision générale du Plan local d'urbanisme et, en parfaite coordination avec la Communauté d'agglomération de Montpellier, à alimenter la révision du Schéma de cohérence territoriale qui s'engage aujourd'hui.

Plus largement et dans un contexte institutionnel évolutif, cette démarche portée par la ville centre doit contribuer à l'émergence d'une vision métropolitaine partagée à l'échelle de l'aire urbaine montpelliéraine.

Afin de mener à bien cette démarche prospective, la Ville de Montpellier a lancé un concours en vue du choix d'une équipe pluridisciplinaire chargée de l'accompagner dans :

- la formalisation du projet urbain « Montpellier 2040 »
- et la conduite d'une phase de concertation active avec les habitants et la société civile.

A l'issue du jury de concours réuni le 9 septembre 2011, trois équipes ont été déclarées lauréates :

1. l'équipe conduite par M. Djamel Klouche
2. l'équipe conduite par M. Philippe Madec
3. l'équipe conduite par M. Bernardo Secchi et Mme Paola Vigano

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a ainsi attribué à chacune des équipes un marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage composé :

- d'une tranche ferme portant sur la définition d'une stratégie urbaine ;
- d'une tranche conditionnelle portant sur l'élaboration du projet urbain lui-même et l'assistance de la maîtrise d'ouvrage dans la conduite de la concertation.

---

Au terme de la tranche ferme et sur proposition du comité de pilotage réuni le 14 septembre 2012, il a été décidé de n'attribuer la tranche conditionnelle prévue au marché initial qu'à une seule des trois équipes ; celle conduite par M. Bernardo Secchi et Mme Paola Vigano.

Cette décision s'inscrit dans le prolongement des critères qui ont fondé initialement le choix, pour la tranche ferme, de 3 équipes aux approches à la fois singulières et complémentaires.

Elle traduit, notamment, la capacité démontrée par l'équipe Secchi-Vigano à embrasser la pluralité des enjeux et des échelles soulevée par la commande tout en soulignant, avec justesse, la complexité du sujet et la modestie à laquelle elle invite.

Cela témoigne de la très grande expérience acquise par cette équipe, notamment au travers de ses interventions dans le cadre du concours sur le Grand Paris, l'établissement du schéma directeur de la ville d'Anvers ou de multiples plans régulateurs dont ceux des villes de Brescia et Bergame.

Le regard porté par cette équipe sur le territoire a également mis en évidence une approche sensible de la ville : sensible aux lieux, à leur identité, à leur qualité géographique ; sensible aux habitants, à leurs usages et à leurs paroles.

Cette approche comme les pistes de réflexions plus opérationnelles proposées par l'équipe s'inscrivent, en cela, en parfaite cohérence avec le mot d'ordre politique voulu pour cette démarche : « mettre de l'humain dans l'urbain ».

Enfin, par son caractère resserré et réactif, par sa posture résolument tournée vers le dialogue, l'équipe Secchi-Vigano a fait la preuve de sa capacité à accompagner efficacement la maîtrise d'ouvrage dans cet exercice subtil de coproduction d'un projet et d'une méthode, sans jamais se substituer à elle dans l'affirmation des choix stratégiques.

---

Par-delà ce choix pour poursuivre la prochaine phase de cette démarche, il convient de souligner combien l'apport de chacune des trois équipes a été enrichissant.

Il s'agit maintenant de définir le contenu d'une note de cadrage, prévue au cahier des charges du concours initial, précisant les orientations stratégiques pour l'élaboration du projet et la méthode pour conduire ses dimensions participative et citoyenne.

Sur le fond, plusieurs orientations ou valeurs de projet y seront développées. La présente délibération a pour objet d'en esquisser les pistes principales.

En premier lieu et s'agissant du défi de la croissance démographique, la Ville de Montpellier, fidèle à sa tradition de tolérance et d'ouverture, entend réaffirmer sa fonction d'accueil de populations nouvelles, qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs. Elle souhaite valoriser durablement les fruits de cette dynamique, source d'enrichissement et vecteur de créativité. De manière complémentaire, la Ville de Montpellier assumera pleinement son rôle central à l'échelle métropolitaine en veillant, par une intensification de son développement au plus près des transports publics notamment, à contribuer à l'exigence collective d'économie d'espace et d'énergie. Elle entend, par-là, proposer une alternative attractive, accessible et efficace à la périurbanisation généralisée qui menace le grand territoire métropolitain.

Pour autant, cette croissance ne doit pas être une fin en soi ; au risque de mettre en péril les fondements mêmes des qualités qui contribuent au rayonnement montpelliérain. De surcroît les évolutions démographiques qui s'annoncent à l'échelle nationale et régionale, notamment marquées par une accélération du vieillissement de la population et un moindre apport migratoire, dessinent des tendances lourdes desquelles la Ville de Montpellier ne pourra s'abstraire.

Dans ce contexte, le débat à venir sur la vision prospective de Montpellier à l'horizon 2040 ne peut se réduire à l'examen d'hypothèses contrastées de croissance démographique. Croissance il y aura.

La question posée n'est donc plus tant celle du « combien » mais bien celle du « comment ». Comment anticiper, comment encadrer la croissance urbaine, comment l'inscrire dans le territoire et dans la ville ?

C'est cette question du comment qui a vocation à structurer à la fois la réflexion prospective et le débat citoyen.

---

Pour cela, plusieurs pistes sont à poursuivre dans la phase qui vient.

Métropole en réseau à l'échelle régionale, métropole intégrée à l'échelle locale : l'inscription du projet urbain à l'échelle métropolitaine constitue l'une des pistes premières tant elle détermine la relation solidaire de Montpellier à son grand territoire et sa capacité à renouveler les formes de son rayonnement. Par-delà les questions relatives aux stratégies de coopération à la dimension du bassin de vie, seront également examinées les modalités de traitement spatial des interfaces entre la ville et sa couronne périurbaine.

Réinvestir la ville : voilà l'autre piste centrale qu'il conviendra de poursuivre afin éclairer les conditions d'une densification nécessaire, raisonnée et acceptable de la ville diffuse ; cette ville en creux qui, en dehors du centre ancien et des quartiers neufs, recèle de formidables potentiels de développement endogène pour le long terme. Ce gisement foncier est, par ailleurs, porteur de nouvelles formes urbaines hybrides ou intermédiaires aptes à répondre à l'enjeu de diversification des formes résidentielles.

Ville en mouvement, ville en transformation, Montpellier saura d'autant mieux assumer ses mutations à venir qu'elle veillera à révéler et mettre en valeur les traces de sa géographie, de son relief, de son hydrographie, les traces de son histoire et la mémoire des lieux. Aussi, l'une des dimensions du projet urbain portera sur la nécessaire réappropriation par les habitants des identités de la ville, vecteurs potentiels de cohésion sociale et culturelle. L'enjeu peut, par-là, être aussi de forger une véritable estime des habitants pour leur cadre de vie, et donc pour eux-mêmes.

Le réinvestissement urbain des quartiers constitués, la densification raisonnée des espaces en friche comme des tissus pavillonnaires exigent une approche renouvelée de la concertation qui place les habitants en situation de coproducteurs des projets d'aménagement. Les termes de cette ville négociée devront guider la recherche de processus collaboratifs, de nouveaux modes opératoires et de financement de l'aménagement que le projet urbain s'attachera à susciter tout en faisant prévaloir les valeurs cardinales de la politique municipale en matière de mixité sociale et urbaine notamment.

La réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, la contrainte sociale et économique de la dépendance aux énergies fossiles, l'exigence sanitaire d'amélioration de la qualité de l'air comme la nécessaire protection de la biodiversité et des milieux appellent des mesures d'une ampleur inédite, à l'échelle planétaire du défi du changement climatique. L'ambition écologique d'une anticipation lucide et déterminée de l'après-pétrole guidera notamment le projet urbain montpelliérain. Elle doit permettre de franchir une étape décisive dans la construction d'une ville sobre et désirable, à la fois économe et porteuse de valeurs de bien-être et de qualité de vie.

Ville parfois fragmentée, repliée derrière ses murs et ses clôtures, physiques comme sociales et culturelles, Montpellier doit s'ouvrir à elle-même, pour tisser des liens et des continuités entre les quartiers, pour investir les espaces du vivre ensemble. Concrètement, le projet urbain explorera, en prenant notamment appui son réseau hydrographique, les possibilités de création de promenades et parcours urbains. De manière plus globale, il proposera une nouvelle lecture de l'espace public pensé, non plus uniquement en fonction de contingences circulatoires, mais bien d'abord, à l'échelle humaine du piéton citadin, chaland autant que citoyen.

Prenant appui sur les identités montpelliéraines vécues, les usages de la ville, la constellation de ses stations de tramway, de ses lieux d'échange, de culture et de commerce déjà en place, le projet urbain s'attachera à identifier des centralités secondaires, susceptibles de relayer la polarité du centre historique. L'objectif sera d'y conforter ou susciter des points de condensation urbaine déployant, dans les quartiers, l'offre d'une ville « en bas de chez soi ».

Le projet urbain interrogera, par ailleurs, la notion de centralité montpelliéraine en cours d'élargissement au secteur de Port Marianne et de la nouvelle gare TGV ; et ce, tant en termes fonctionnels que de perception et de lecture de la ville dans son rapport au grand territoire.

A l'heure de la globalisation et dans le cadre européen actuel, les marges de manœuvre de l'action publique locale en matière de développement économique demeurent limitées. Pour autant, la démarche prospective « Montpellier 2040 » doit être l'occasion de mobiliser tous les leviers susceptibles de créer les conditions favorables à la création de valeurs, d'emplois et de biens communs. Ville d'Université séculaire, pôle de recherche éminent, Montpellier dispose des atouts pour miser sur l'économie du savoir et de la création. Le projet urbain s'attachera, en particulier, à déterminer les conditions de réussite d'une stratégie numérique tournée autant vers le monde économique que vers les citoyens.

Par-delà son action en faveur de la création d'emplois et de richesses collectives, Montpellier devra faire face, au moins à moyen terme, à une situation sociale particulièrement fragile. La lutte résolue contre la précarité, la pauvreté, la marginalité devra, en particulier, être intégrée à la réflexion du projet urbain en veillant à y traduire les valeurs fortes de justice et de solidarité qui guident la politique municipale.

---

Pour conduire cette réflexion et le débat citoyen qui animera, sur une année environ, cette démarche de prospective urbaine, la Ville de Montpellier mettra en place un dispositif de concertation ambitieux et original afin de permettre à l'ensemble des montpelliérains et des acteurs de la société civile d'apporter leur regard ou leur contribution.

En complément des outils d'information municipale, ce dispositif prendra, notamment, appui sur :

- une série de réunions de terrain pouvant prendre la forme d'ateliers citoyens et associant les conseils consultatifs de quartier ;
- plusieurs conférences et journées de débat public, aux principales étapes de la démarche, associant les conseils municipaux de la jeunesse et des enfants ainsi que les personnalités qualifiées déjà investies dans les étapes antérieures du projet ;
- un support de concertation numérique accessible à tous, permettant d'animer, tout au long de la démarche, un processus collaboratif.

## En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver les orientations stratégiques et les modalités de la concertation qui vont guider la suite de la démarche d'élaboration du projet urbain « Montpellier 2040 » ;
- autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Michaël DELAFOSSE :** Mme le Maire, je vous remercie de me donner la parole sur cette délibération qui est effectivement très importante et dont vous avez porté les enjeux. Afin que chaque collègue en mesure bien l'importance, Montpellier, en matière d'urbanisme, est une ville qui fait référence, qui fait autorité. Si nous en croyons le nombre de professeurs qui sollicitent nos services, qui nous invitent à aller présenter les différents projets urbains de Montpellier, l'Université internationale ; si nous en croyons les prix que nous avons récupérés l'an dernier des mains de Benoist APPARU, l'ancien ministre au logement ; saluant l'éco quartier port Marianne, saluant le prix Ville Nature des Grisettes. Montpellier, en matière d'urbanisme, a une culture du projet, mot si cher à Raymond DUGRAND. Engagé en 1977, Montpellier va vers la mer. Une attention portée aux quartiers difficiles. Ainsi, Mme le Maire, vous avez été à l'origine d'un choix important sur le petit Bard pour engager sa rénovation. « Projet » est le maître mot. Engager une démarche de projet urbain, ce n'est pas stopper les projets en cours. Nous travaillons actuellement ardemment sur le futur, la reconversion du site de l'EAI, sur la poursuite du développement de Montpellier vers la mer. La ZAC Rive Gauche commence, celle de République viendra. Une délibération arrivera dans quelques instants à ce sujet.

Néanmoins, avoir un projet, c'est bien sûr avoir de solides références sur notre action passée. Nous avons un savoir-faire présent. Mais c'est également être capable d'avoir une démarche de prospective. Mme le Maire, la politique invite souvent à réagir en urgence. Il y a deux ans vous avez eu la sagesse de dire, à l'unanimité du Conseil municipal, qu'il était souhaitable d'engager une démarche de projet urbain pour regarder le temps long. Car la culture du projet est de savoir comment une ville est dessinée à 30 ans. Que sera le monde dans 30 ans ? Bien malin est celui qui peut le dire, naturellement. Si nous nous écoutions, le monde est en crise depuis 30 ans. Souhaitons qu'il soit prospère dans 30 ans. En tout cas, employons-nous à cela les uns et les autres. La façon dont nous fabriquerons la ville nécessite une démarche prospective. Celle-ci, nous la déterminons à l'image d'autres villes. C'est, par exemple, l'initiative du Grand Paris qui a permis d'élaborer des scénarios dont le vaste réseau de transport, ce nouveau cercle autour de l'agglomération parisienne est l'une des concrétisations. Le projet urbain a aussi été une démarche de nos amis lyonnais, bordelais. Donc, pour cette image, nous avons fait travailler trois équipes et nous en avons retenu une. C'est un choix qui s'est fait de concert avec la Communauté d'agglomération, Christophe MORALES ici présent, afin d'essayer d'être dans cette démarche prospective.

Le choix que vous proposez à nos collègues est celui de quelqu'un qui a des références et qui est à l'origine de la ceinture verte de Bruxelles, celui qui propose le master plan de Bergame, celui qui accompagne les évolutions d'Anvers où les communautés se défiaient. Aujourd'hui, c'est une ville où le vivre ensemble est fort grâce à la requalification de l'espace. Même si l'organisation de l'espace ne règle pas tous les problèmes, elle est souvent le début de la solution. Cette démarche de projet urbain s'effectue donc autour de l'équipe de Bernardo SECCHI et Paola VIGANO, Grand Prix de l'Urbanisme. Encore une fois, Montpellier, dans sa tradition d'accueil de grandes signatures pour l'accompagner dans son développement. Cette démarche de projet urbain, vous l'avez souligné, nous permettra de travailler sur la révision de nos documents d'urbanisme. Le Plan Local d'Urbanisme, le SCOT qui, s'ils sont des bases très solides nous permettant d'agir, seront bien sûr réactualisés, réinterrogés, le moment venu. Vous avez souhaité que cette démarche soit aussi en lien avec la population, j'aimerais insister là-dessus. Montpellier est une ville qui grandit et dont les habitants s'approprient l'identité, son devenir et cela est légitime. La force de l'équipe SECCHI-VIGANO – c'est pour cela que nous avons pris le *slide* de l'un des habitants de Montpellier –, c'est d'être capable de s'immerger avec la population, à la fois dans son mode de vie mais aussi dans son expression politique. Par exemple, pour le Grand Paris, je me permets de le souligner, l'équipe SECCHI-VIGANO s'est immergée en habitant trois mois dans un des quartiers dits de « relégation » pour tenter de comprendre les enjeux. Cette équipe a vocation de nous proposer une prospective sur la ville qui soit à la fois l'écho des professionnels, de ceux qui fabriquent la ville, les acteurs de l'architecture, de l'immobilier, de la société civile, du monde économique mais également des habitants. Nous avons donc envie de l'inviter à réfléchir sur les 9 questions figurant dans la délibération. Comment se pense la métropole à l'échelle régionale ? Quelle interface entre la ville et sa couronne périurbaine ? Comment maîtrisons-nous la densité ? C'est le réinvestissement de la ville. Cette dernière, lorsqu'elle a un réseau de tramways, il y a des changements à ses abords. Comment accompagnons-nous ces changements ? Comment les encadrons-nous pour améliorer la



qualité de vie ? Comment envisageons-nous une densité de la ville permettant d'éviter cet étalement urbain si néfaste qui, en nous attaquant à travers le SCOT, nous a donné quelques résultats qu'il convient d'approfondir.

Le troisième aspect est la dimension de Montpellier, sa biodiversité, les traces de son histoire et la mémoire des lieux, c'est-à-dire l'espace intime. Que représente l'espace vécu, celui qui participe de l'imaginaire de la ville ? J'entendais tout à l'heure « Montpellier c'est la santé », comment la ville humaniste peut-elle s'exprimer ? Comment appréhendons-nous le débat sur l'identité de Montpellier ? Il ne s'agit pas de la définir mais de l'aider dans son appropriation.

Le quatrième aspect est : comment travailler sur la ville existante ? Parfois des maisons sont détruites au profit de logements collectifs parce qu'il y a un vendeur et des acquéreurs. Comment accompagnons-nous ces transformations en fidélité aux principes de mixité sociale ? Comment accompagnons-nous la transition énergétique ? Récemment, des mesures très fortes ont été annoncées par le Président de la République, par la ministre en charge de l'environnement. Montpellier, et c'est une fierté, est l'une des villes dont le bilan carbone est l'un des meilleurs de France car elle a fait le choix d'un réseau de transport collectif. Dans 20 ou 30 ans, nous savons que le prix de l'énergie sera plus cher et les plus fragiles risquent d'être exposés.

Le cinquième aspect : la ville est parfois fragmentée et les risques de repli existent. Nous allons bientôt ester en justice car certains font le choix, en dépit de toute communication, de fermer une résidence privant ainsi les habitants d'un quartier à l'accès de transport en commun. Comment favorisons-nous une ville où l'espace public peut-être approprié, une ville qui circule ? Quelle place donnons-nous aux piétons ? Dans une ville qui, d'ici 20 à 30 ans, connaîtra sans doute moins d'automobiles encore qu'aujourd'hui.

Le sixième aspect : la question de la centralité. La mairie est ici mais le centre commence au pied de la statue de Louis XIV. Comment pensons-nous cette centralité ? Il convient de la conforter. Bien sûr, les uns et les autres, dans le débat politique, nous avons des contributions. Néanmoins, il y a des enjeux de prospective. Demain, en 2017, nous aurons une nouvelle gare TGV et cette centralité aura tendance à s'étendre. Comment penser notre ville dans son développement économique sans doute en lien avec l'université ? Enfin, comment toujours avoir une attention, et c'est l'exigence qu'a cette municipalité depuis 1977, pour les plus fragiles ?

Autant de questions qui font l'objet d'une réflexion prospective devant être accompagnée. Pour cela, des professionnels participent de cette dynamique. Nous avons la faiblesse ou la force de croire que les scénarios qui ont pu être écrits, posés sur table, pour le Grand Paris, pour Bergame ou pour d'autres villes d'Europe permettent d'éclairer les décideurs. C'est le sens du choix de cette équipe SECCHI-VIGANO. C'est la capacité à aider, le moment venu, en octobre 2013, les décideurs que nous sommes sur des choix futurs à travers les documents de planification et les documents réglementaires en matière de droit de l'urbanisme. Le PLU et le SCOT notamment. Ils doivent être capables de nous aider à décider et à faire les bons choix. Cette démarche de projet urbain, Mme le Maire, vous l'avez lancée il y a deux ans à travers une consultation de plusieurs équipes. La concurrence et les discussions ont été rudes. Celle qui est proposée est celle qui affiche le plus de références et qui, incontestablement, est peut-être celle qui, quand elle parle de la ville humaniste, de la ville qui doit s'appuyer sur la santé, de la ville qui doit faire le pari de l'espace public, est sans doute celle qui comprendra le mieux les Montpelliérains et Montpelliéraines. C'est donc celle-ci que nous proposons à la délibération du Conseil municipal pour un rendu d'écrit en 2013 par un ouvrage, un atlas, des productions cartographiques et donc des outils d'aide à la décision pour l'assemblée que nous sommes et demain, les électeurs.

**Hélène MANDROUX :** Vous avez donc compris, chers collègues, qu'effectivement ce projet urbain est quelque chose de très important. Montpellier a des atouts, c'est évident. Nous parlions précédemment de la recherche, de l'université. Ce sont des atouts qui permettent à Montpellier, depuis des siècles, de garder ce rôle de capitale. Nous sommes reconnus par rapport à notre environnement et M. DELAFOSSE l'a évoqué tout à l'heure. Je crois que dans ce 21<sup>ème</sup> siècle, plus que jamais, c'est ce qu'une ville peut offrir à ses citoyens qui fait qu'elle est reconnue comme capitale. C'est tout à fait notre ambition d'autant plus que notre point de fragilité est notre situation sociale. C'est un point de fragilité présent sur l'ensemble de la région Languedoc-Roussillon. Nous savons très bien que Montpellier a des atouts mais elle a aussi des points de fragilité. Ce projet urbain doit répondre, non seulement à l'ambition que nous avons, mais il doit aussi mobiliser autour de lui la culture, l'éducation, l'emploi, le logement, tout ce qui fait qu'une ville peut être connue et reconnue pour son identité. Voilà pourquoi nous avons choisi cette équipe. Par exemple, il convient de fabriquer la ville autour du tramway



et là aussi, voilà un moment que nous réfléchissons sur ces axes. Entre ces axes, il y a des espaces et lorsque M. DELAFOSSE parlait de densifier la ville, la question est aussi : que faisons-nous entre ces axes ? Vous voyez toute la réflexion qui doit être menée par rapport à cette ambition que nous avons en ce qui concerne Montpellier 2040. Y a-t-il des interventions ? Oui, Monsieur MORALES qui a participé au choix et qui représentait l'agglomération. Au-delà des limites de l'agglomération, nous sommes en effet dans une réflexion concernant un bassin de vie autour de Montpellier.

**Christophe MORALES :** Oui Mme le Maire et cher Michaël, je crois qu'il y a là une proposition qui est assez intéressante et remarquable de la part de cette équipe. Rappelons que nous avons des points de vue assez tranchés les uns par rapport aux autres. Aussi bien KLOUCHE dans l'imaginaire, que MADEC dans la vision de la ville de la décroissance, avaient peut-être aussi des points de vue intéressants et je pense qu'ils seront, pour certains en tout cas, intégrés. Dans la démarche de SECCHI, j'ai trouvé intéressant qu'elle soit assez humble, assez sensible. Elle propose aussi une réflexion qui peut être opérationnelle à un moment donné. Il ne remet pas en cause le fondamental de la ville de Montpellier, il ne remet pas en cause le fait que la croissance a toujours été un levier du développement et que le modèle de développement, bien qu'il soit à régénérer, a toujours été porté par l'idée de la ZAC, l'idée du volontarisme, l'idée que par l'action politique nous pouvons remodeler la ville et finalement proposer du logement social, de la qualité de vie, des espaces urbains et des équipements. Il s'agit d'un socle sur lequel SECCHI-VIGANO posera sa réflexion et qui n'est pas mis en cause.

Le deuxième point qui n'est pas remis en question non plus est la position de la ville de Montpellier, de son bassin de vie, de son aire urbaine, comme un leader régional dans l'archipel des villes moyennes. Quand il parle de ville moyenne depuis Rome, il ne s'agit pas de Lunel ou Gignac mais des villes moyennes à l'échelle européenne où Montpellier a tout à fait sa place à trouver et à gagner. En ce qui concerne ces trois paradigmes sur la belle ville, la place *to be*, l'humanisme, je crois qu'il a bien compris la politique et la philosophie des élus de la ville de Montpellier et de l'agglomération, dans le sens large du terme. Il sait également s'appuyer sur le concret car il est très riche dans la cartographie que nous avons vue. Il sait traduire par une pensée sur la ville, sur sa géographie et la concrétiser sur ces fameuses lignes : la mobilité, les continuités verte et bleue, sur les points avec les polarités, les clusters qui vont créer des centralités nouvelles, avec les surfaces qui sont de véritables plaques de développement urbain sur les problématiques et les fonctions urbaines. Les espaces verts mais aussi bien sûr les parcs d'activités. Je pense donc qu'il a bien reconnu l'échelle d'agglomération, l'échelle même au-delà de l'agglomération, le rôle métropolitain. Mais il a rappelé une démarche tout à fait sensible de proximité et je pense que nous avons une vision globale. Enfin, il propose d'étudier une méthodologie pour le réinvestissement urbain, notamment ce que nous appelons « la ville constituée », le boum des années soixante où il y a eu une certaine déstructuration et qui subit actuellement une mutation assez forte, une mutation au coup par coup. Je ne parle pas du noyau dense mais du noyau « ventre mou », ainsi que l'a nommé Raymond DURAND dans ses cours de géographie.

**Christian DUPRAZ :** Mme le Maire, chers collègues. Je voulais exprimer le plaisir que j'ai eu à lire ces orientations stratégiques qui me semblent tout à fait enthousiasmantes pour l'avenir de Montpellier. Quand je lis « *une ville sobre et désirable* », je félicite les rédacteurs qui ont trouvé la formule. Je ne sais pas comment nous y arriverons mais je reconnais que c'est une vision qui nous intéresse beaucoup. J'aimerais insister sur l'autre point. Celui des centralités secondaires qui me paraissent essentielles pour organiser une agglomération et une ville comme celle de Montpellier. Je trouve que quelque chose manque dans ce texte et cela m'inquiète un peu. Il s'agit de la réflexion sur le commerce de périphérie. Ces centres commerciaux de périphérie qui aujourd'hui sont un facteur d'éclatement de la ville. Ils sont un facteur de dégradation du bilan carbone très fort. Il manque donc cette réflexion dans les orientations qui nous sont proposées. J'espère qu'il en sera tenu compte et que ce cabinet que je ne connais pas mais qui semble effectivement très cohérent et compétent, pourra nous proposer des pistes pour faire évoluer cette organisation qui est très déstructurante pour la ville. Je suis extrêmement satisfait de ces orientations et je félicite les rédacteurs.

**Francis VIGUIE :** Je vais déclarer à peu près l'inverse de ce qui vient d'être dit. Le point sur lequel nous sommes d'accord, c'est que c'est un débat majeur extrêmement important. Cela semble une évidence. Pour nous, le meilleur débat est la future campagne des municipales. Nous considérons que ce genre de débat, si nous le voulons réellement le plus public possible - et je sais qu'au sein de ce Conseil les prochaines municipales intéressent beaucoup de monde - nous devons en faire un axe majeur. De notre point de vue, il y a beaucoup de manques dans ce document. Il y a une vision un peu « *bisounours* » de la ville et je le regrette. On nous raconte

une ville un peu hors-sol, une belle histoire, tout va bien. Mais il y a quand même certains problèmes lorsque nous sommes à Montpellier. Par exemple, nous voulons construire. Mais comment allons-nous faire pour limiter le prix au mètre carré à Montpellier ? Quels types de population voulons-nous accueillir ? Comment sortons-nous de la logique du marché, en termes financiers, en termes d'immobilier ? Car plus nous y allons, plus les prix montent. Nous avons aujourd'hui autour de 4 000 € le mètre carré à Montpellier. C'est loin de ce que peuvent payer les familles populaires. Dans une ville où, je le rappelle, 70 % de la population peut prétendre à du logement social. Il y a donc une première chose qui est : comment traitons-nous cette question ? Ce point-là n'est absolument pas évoqué.

D'autre part, nous parlons beaucoup de populations arrivantes. Comment faisons-nous pour créer de l'emploi à Montpellier ? Comment faisons-nous pour créer des entreprises à Montpellier, sachant que nous avons déjà un taux de chômage nettement supérieur et catastrophique dans les quartiers populaires. Ce n'est pas non plus évoqué. Il y a un point qui peut apparaître plus polémique et qui fait désaccord entre nous, à savoir qu'un choix politique de la règle d'or est fait ainsi que celui de la réduction des déficits. Qui pense ici que cela n'aura aucune conséquence pour les collectivités locales, que cela n'aura aucune conséquence pour financer la transition énergétique ? Personne. Tout le monde le sait bien. Il s'agit de prendre un ensemble de mesures. Sur la question du logement social, le gouvernement essaye de passer à 25 %. Regardons la réalité qui nous entoure. Beaucoup de villes moyennes ou petites villes de l'Agglo ont fait un effort mais nous sommes extrêmement loin des 25 %. Où sont le plan d'urgence et les modalités pour avancer ? Pour l'ensemble de ces raisons, nous ne voyons pas très bien comment nous allons réussir car les problèmes épineux et compliqués sont évacués. De la même manière, la question des transports publics. Rajoutons je ne sais combien de dizaines de milliers d'habitants ici. Ce n'est pas le tramway actuel qui réglera le problème. Donc, l'ensemble de ces problèmes manque. Nous considérons qu'il s'agit d'un projet global sur la ville qu'il convient d'évoquer. Nous aurons l'occasion d'en parler mais en tout cas, pas comme le dit Michaël DELAFOSSE. En effet, il ne s'agit pas de le décider en octobre 2013 car c'est le débat majeur qui est porté et à propos duquel tout le monde a envie de discuter et de faire des propositions sur l'ensemble de ces données. L'ensemble des problèmes n'est pas abordé et cela ne nous permet pas d'avoir une vision globale et concrète de la ville du futur.

**Hélène MANDROUX :** Vous avez noté M. VIGUIE qu'au début de mon intervention j'ai signalé qu'il y aurait des débats citoyens sous trois formes différentes. Je pense donc que vous allez pouvoir vous exprimer. Justement, c'est l'intérêt de ce que M. SECCHI vous propose, ainsi que Mme VIGANO car nous avons fortement insisté sur la participation des citoyens.

**Jacques DOMERGUE :** Je ne suis pas sûr que l'enjeu de 2014 soit celui de 2040. Nous serons tellement la tête dans le sac en 2014 que les Montpelliérains, comme tous les Français, auront comme préoccupation leurs fins de mois, leurs difficultés quotidiennes et, comme l'a dit M. VIGUIE, l'emploi. Il est vrai que dans un projet comme celui-ci, il manque un volet fondamental, c'est le volet emploi. Je croyais que M. VIGUIE, à un moment donné, allait dériver vers ce sujet en disant que Mme le Maire se payait un projet pour les prochaines municipales à bas prix car, finalement, ce sera la collectivité qui s'en chargera. Il n'est pas allé jusque-là, il a simplement fait allusion aux municipales de 2014. Cela peut être effectivement des axes d'orientation mais je crois que, nous le verrons d'ailleurs sous peu, les grandes discussions ne tourneront pas autour du Montpellier 2040, car c'est trop loin.

D'autre part, un point n'a pas été abordé dans ce dossier. Il s'agit du problème de la complémentarité avec l'Agglo. Certains élus de votre propre majorité se sont émus du fait que l'Agglo échappait aux Montpelliérains. Ce n'est pas moi qui l'ai dit. Je partage en partie cet élément. L'Agglo éditera donc son propre projet qui s'intitule « Mon Agglo 2020 ». C'est certainement plus réaliste que 2040. Mais « Mon Agglo 2020 », « Ma Mairie 2040 », commence tout cela va s'articuler ? Peut-être qu'en 2040, il n'y aura plus de Ville. Ce sera une métropole. Montpellier en 2040 n'aura sûrement pas le même visage qu'aujourd'hui. Je pense que votre architecte le reconnaîtra. Aujourd'hui, il est important de voir que la majorité des grands dossiers structurants pour la ville sont dans les mains de l'Agglo. Le Montpellier qui se dessinera demain, ce n'est malheureusement pas nous, les Montpelliérains, qui le dessinerons. Vous l'avez dit à plusieurs reprises, le périmètre de Montpellier intra-muros est aujourd'hui figé. Vous avez beau dire que nous nous projetterons au-delà des limites de l'Agglo, peut-être, mais en fait c'est l'Agglo qui définira le véritable projet pour le Montpellier du futur. Voilà donc les remarques que je souhaitais faire. Dernier point : nous n'avons pas eu beaucoup de documents concernant ce dossier. Certains semblent avoir vu des choses plus importantes et plus détaillées. Si, par hasard,

il y avait un autre document qui circule, nous serions preneurs.

**Michel PASSET :** Je me félicite d'un tel projet, pas pour les élections municipales, pas pour les élus en 2015, 2020 ou 2040 mais pour les Montpelliérains. Ce sera l'enjeu capital. Réfléchir et travailler sur la ville de demain, c'est comprendre ce que nous faisons aujourd'hui. Comprendre ce que nous faisons aujourd'hui, le lier à une perspective est une nécessité pour l'expression de la sécurité des Montpelliérains. C'est ce travail qui doit être entrepris. Je ne sais pas si l'ensemble des propositions arrivera en 2040. J'espère que la plupart seront modifiées parce que cela signifiera que les Montpelliérains ont pris leur ville en main. Je suis d'accord sur l'ensemble des problèmes soulevés aujourd'hui par M. VIGUIE. Mais il convient qu'un véritable débat citoyen ait lieu sur ces questions-là. Cela permet de mobiliser les gens pour les résoudre. Je me félicite du choix du cabinet et des références qu'il a. J'ai moi-même participé au Grand Paris et à quelques réunions sur le sujet. Mais ce n'est pas cela qui règlera le problème. Ils aideront à ce que la citoyenneté sur ces questions-là s'exprime. C'est la chose primordiale car nous sommes trop souvent devant des réalisations pour lesquelles les gens s'interrogent. Ils se demandent pourquoi elles ont été faites ainsi. Souvent, des jugements sont erronés parce que nous ne voyons pas jusqu'où nous voulons aller. C'est un peu comme si nous faisons le tour de France en donnant la première étape sans donner la suite. Je pense qu'il s'agit d'un chemin important et nous devons rendre les gens citoyens pour ce qui est réalisé aujourd'hui en matière de développement urbain. Cela afin de les associer jusqu'au bout pour construire la ville de demain.

**Philippe THINES :** Au niveau du parti radical de gauche, nous approuvons complètement ce qui est proposé. Or, il y a un point sur lequel nous aimerions attirer l'attention du Conseil. Il s'agit de la fluidité de la ville. Si aujourd'hui nous nous battons pour éviter que les résidences ou les copropriétés se ferment et empêchent les déplacements de la population, qu'ils soient piétons ou à vélo ou même en véhicule, il ne faudrait pas que dans nos plans de circulation soient créées des impasses. Nous nous apercevons en effet que la création d'impasse amène automatiquement, et nous le voyons sur les Hauts de Massane, des lieux d'insécurité. Le fait qu'il n'y a plus de passage ni de mouvement, la nature ayant horreur du vide, l'espace est occupé par d'autres personnes et est utilisé pour du trafic de drogue, pour écouter de la musique forte. Cela pénalise fortement les riverains. Il convient d'être très attentif à cela car sur certains travaux que nous effectuons, nous voyons que nous n'avons pas été suffisamment attentifs et aujourd'hui, certaines rues ne peuvent plus être utilisées. Nous avons tendance à fermer un peu trop les quartiers pour ne pas que les véhicules y pénètrent. Nous devons donc être très attentifs à cela car la création de ces impasses ou la fermeture de certaines rues crée dans le temps des nuisances qui sont beaucoup plus importantes que celles engendrées par les véhicules. C'est bien avec tous les Montpelliérains que nous construirons Montpellier 2040. Michaël l'a bien dit dans son projet. C'est-à-dire avec les utilisateurs de véhicules à moteur ou pas, les cyclistes, les piétons et les utilisateurs des transports en commun. C'est vraiment tous ensemble que nous parviendrons à construire une ville où il fait bon vivre.

**Frédéric TSITSONIS :** Le débat est intéressant mais je voulais rajouter une petite touche pour M. DOMERGUE. Cela me fait rire lorsqu'il déclare : « 2040 intéresse qui ? ». Cela intéresse tout le monde. Et ce n'est pas parce que des élus s'occupent du quotidien comme nous le faisons que nous ne pouvons pas faire un peu de prospective et imaginer ce que sera notre ville demain. 2040, ce n'est rien à l'échelle d'une ville. C'est 28 ans. C'est à peu près le temps d'existence d'Antigone. Antigone est un nouveau quartier à l'échelle de Montpellier, nous en convenons. Regardez pendant combien de temps un quartier doit se mettre en place, doit émerger, doit vivre et doit prospérer pour s'arrimer à la ville. Donc, 2040, ce n'est rien du tout. Des élus responsables, que ce soit pour une ville, une commune, une intercommunalité, une métropole, doivent se préoccuper aujourd'hui de ce que sera demain. Lorsque nous parlons de logements, d'emplois, de transports, c'est le dessin que nous imaginerons en concertation avec les citoyens dès aujourd'hui qui fera que les conditions seront réunies en 2040, 2050, 2060. Il s'agit de mettre en germe toutes les conditions pour que Montpellier continue avoir une longueur d'avance. C'est le véritable enjeu. Cela pourrait s'appeler Montpellier 2040, Montpellier 2050 ou 2060, peu importe. C'est décider que Montpellier continuera à avoir une longueur d'avance dans les métropoles qui comptent actuellement. Je finirai par la citation d'un brillant géographe, Guy BURGEL : « Omniprésente, la ville devient invisible pour des citoyens qui ne sont plus que des usagers. » J'espère que les citoyens de Montpellier continueront, dans les années à venir, à demeurer des citoyens et à jouer leur rôle. C'est toute l'ambition de ce projet.

**Philippe SAUREL :** Je crois qu'à ce stade, il convient de ne pas trop s'affoler. M. DELAFOSSE a présenté les grandes orientations que l'équipe choisie par le jury propose à la ville. Il me semble qu'à ce stade, ces

orientations sont convenables. Ceci dit, je considère que ce qu'a déclaré M. VIGUIE n'est pas à jeter aux orties. Il a soulevé des problèmes importants, que ce soit l'emploi ou la répartition du logement social dans les communes de l'agglomération. Nous le reconnaissons très souvent ici, Montpellier ne peut pas assumer toute seule le logement social sur son territoire alors que certaines communes n'en font que très peu. Pour l'emploi c'est la même chose et je rattacherai à cela le plan d'urbanisme commercial qui doit être considéré de la même façon. Quant à M. DOMERGUE, je suis d'accord avec ce qu'il a indiqué et cela doit faire absolument partie intégrante du débat. Quelle place pour Montpellier au sein des décisions prises dans l'agglomération pour les Montpelliérains eux-mêmes ? Il me semble normal et juste de raisonner de cette façon.

**Jacques MARTIN :** Je me félicite de ce projet que j'ai examiné avec attention. Il me paraît être particulièrement pertinent, même si nous pensons parfois que raisonner à l'aune de l'année 2040 peut être un peu présomptueux. Cela étant, j'ai constaté avec plaisir que le choix de l'équipe qui a été désignée l'a été en harmonie entre la ville et l'agglomération. Je rappelle à ceux qui viennent d'intervenir que les élus de la ville sont également élus de l'agglomération et que tout ce qui est voté à l'agglomération, sauf erreur de ma part, est toujours voté pour les élus de la ville puisque ce sont les mêmes. Il n'y a donc pas là de césure que certains s'appliquent à créer arbitrairement pour des raisons que je ne veux pas révéler ici mais que tout le monde connaît. Je me félicite donc doublement pour ce projet qui a constaté un accord entre la ville et l'agglomération.

**Michaël DELAFOSSE :** Il y a plusieurs aspects. Nous sommes sur une démarche prospective. Julien GRACQ, géographe de formation et grand homme de lettres qui nous a quittés mais qui reste présent par son œuvre, a cette phrase que je trouve très juste : « Le cœur d'une ville est fragile comme celui d'un mortel. » La ville est un objet complexe, un objet de tension. Nous vivons des tensions tous les jours où se localise le logement social. Rassurez-vous, M. VIGUIE, Montpellier sera au rendez-vous des 25 % et depuis très longtemps nous sommes mobilisés sur ce sujet et nous ne laissons pas la loi du marché dicter l'offre de logements. C'est parce que nous avons ce socle très fort que nous pouvons avec un certain volontarisme réinterroger ces modalités pour mieux faire encore. Bien sûr, l'échelle spatiale n'est pas uniquement la commune mais bien sa métropole car, lorsqu'il y a un effort de solidarité, il doit être partagé par tous les élus de la République.

Nous avons des défis et nous ne pouvons pas les traiter de manière caricaturale. À combien sera le prix de l'essence dans 20 ans ? Comment financerons-nous les modalités de l'aménagement ? Nous savons faire des choses grâce à la SERM, à la SAAM. Mais dans les temps à venir, comment ferons-nous ? Nous voyons bien des Montpelliérains très exigeants sur la qualité de l'espace public. Lorsque la ville s'est bâtie dans les années soixante où nous avons jeté le lotissement pour quelques intérêts privés, et le trottoir n'est pas là, et il n'y a pas de chemin pour aller à pied à l'école. Comment pouvons-nous corriger cette ville existante ? Comment faire avec les prévisions de l'INSEE qui sont annoncées concernant les habitants qui font le choix de venir dans le sud de la France et en particulier à Montpellier ? Comment maîtriser cette croissance démographique ? Nous avons su le faire durant ces 30 dernières années et il n'est pas interdit de s'interroger de manière prospective sur les 30 années à venir. Cela est fondamental et la question économique apparaît dans la délibération. Nous le savons, les villes peuvent jouer un rôle très important sur la création d'emplois parce que nous sommes en concurrence. Cela n'a pas été versé au débat concernant Sanofi, donc je m'autorise à intervenir. Dans le cadre du plan Campus, quand la région réalise le pôle Ballard, soutenons notre école de chimie et notre recherche publique qui ici sont à hisser au rang mondial. La ville agit, le territoire et ses acteurs également. Bien sûr, il y a le Conseil municipal de Montpellier mais les acteurs publics s'organisent parce que nous espérons que notre territoire peut être considéré comme un territoire d'innovation, de création. Nous le pensons. C'est écrit implicitement. Comment poursuivre une dynamique de création d'emplois ? Nous réalisons beaucoup de choses et ce qui s'est accompli à Montpellier depuis 30 ans est à saluer. Il suffit de voir ailleurs la façon dont on nous regarde. Des critiques peuvent bien sûr être faites ici et là mais je vous invite, mes chers collègues, à nous situer par rapport aux autres. Ce n'est pas pour rien que l'année dernière 12 prix ont été attribués à la ville de Montpellier. Ce n'est pas pour rien que vous êtes invités dans différents endroits à vous exprimer sur le modèle de Montpellier. Ayons le choix de cette démarche prospective. M. DUPRAZ, merci pour « sobre et désirable ». Désirable parce que c'est la ville où il fait bon vivre, où celui qui habite peut trouver un espace vert, peut trouver un espace public où se promener. Sobre parce que précisément, cette ville carbone qui coûte si cher aux plus modestes, nous devons la poursuivre dans ce sens. Le rôle de ces équipes est de nous aider. Pardonnez-moi de terminer là-dessus : quel drame pour toutes les villes et tous les décideurs qui n'ont pas fait de prospective dans les années cinquante et qui nous ont légué ces grands ensembles qui nous montrent que l'urbanisme, cher Philippe THINES, peut faire se replier, peut créer une cour sombre dans laquelle se trouvent parfois des gens qui abîment la qualité de vie des

habitants. Parce que justement, nous n'avons pensé la ville que dans l'urgence, parce que justement nous n'avons pas appréhendé sa complexité. Parce que justement, nous ne nous sommes pas interrogés. Aujourd'hui, réparer les erreurs du passé, ces grands ensembles mal fichus, cet urbanisme de dalles, cela nous fait mal collectivement.

Par conséquent, en ce qui concerne la démarche du projet urbain, nous pouvons rentrer dans le débat partisan voire politicien, nous pouvons même être, cher Francis VIGUIE, caricaturaux. Mais l'idée est de prendre un peu de hauteur. Il n'est pas dit que toutes les bonnes réponses soient au rendez-vous de la contribution SECCHI-VIGANO mais peut-être que les bons outils d'aide à la décision le seront afin que les choix d'urbanisme ne ressemblent pas à ceux qui nous ont légué, comme Christophe MORALES l'évoquait, cet urbanisme de lotissement, cet urbanisme fermé, cet urbanisme de grand ensemble. Nous avons une politique d'urbanisme à Montpellier, depuis 30 ans, qui fait référence grâce à nos ZAC. Ce qu'ont compris SECCHI et VIGANO c'est qu'ici, dans cette ville, il y a des élus et des acteurs qui croient à la force du projet, qui pensent et ont la conviction que précisément, si l'urbanisme ne répond pas à tous les problèmes, il peut être un facteur très largement d'amélioration de la qualité de vie. Loin des tensions que d'autres territoires urbains, de manière dramatique, montrent au journal de 20 heures. À Montpellier, c'est cette démarche prospective, pour aborder la complexité de ce qu'est la ville qui s'engage. Mes chers collègues, rassurez-vous, en 2014, vous pourrez puiser, vous y gagnerez, vous y laisserez votre splendide indifférence, vous y perdrez, mais il y aura le temps pour vos rendez-vous chicayas. L'urbanisme est une affaire grave. C'est une affaire du temps long et c'est bien sur ce temps long que nous voulons travailler, sans oublier aucun des projets qui permettent d'aider les Montpelliérains les plus défavorisés. C'est pour cela que cette année, comme les années précédentes, les élus à l'urbanisme, dans leur continuité, affichent du volontarisme en matière de logement social. Ce qui a permis la construction de 2 300 logements l'année dernière et donc d'avoir aussi soutenu l'emploi dans le secteur du bâtiment. 2 300 logements avec un record historique de production de logement social pour les Montpelliérains les plus défavorisés.

**Hélène MANDROUX** : Après cette belle plaidoirie, vous avez compris l'ambition que nous avons et que nous partageons. Il est vrai que pendant très longtemps les villes étaient quand même les lieux où les citoyens allaient se mettre à l'abri. Les villes étaient les lieux où, lorsque les hordes barbares arrivaient de l'extérieur, on allait vite se mettre à l'abri. Avec le temps, les villes sont devenues non pas les lieux où nous allons nous abriter mais, au contraire, des lieux où les conflits peuvent naître. Et nous allons à la périphérie, à la campagne pour être en paix. Vous voyez qu'avec les siècles, la notion de ville, la notion de cité n'est plus la même. Notre ambition est que la cité soit à nouveau le lieu où l'on se rencontre, où l'on échange, où l'on travaille et où l'on est en sécurité. C'est la fondation même de la cité, en dépit de tout ce qui peut arriver dans l'environnement immédiat. Voilà donc l'ambition que nous avons pour ce Montpellier 2040. Il est vrai que nous voyons loin mais je le répète, il est préférable de prévenir que de guérir. Nous en sommes au stade des dossiers ANRU où il faut revoir tout ce qui a été fait. Revoir cet urbanisme qui a engendré avec le temps les problèmes sociaux que nous connaissons, qui a engendré les problèmes survenus dans les banlieues et qui continuent aujourd'hui dans la périphérie de nombreuses grandes villes. Il est donc préférable d'anticiper le devenir et c'est l'ambition que nous avons.

Pour : 48

Contre : 2

Abstention : 6

Adopté à la majorité des suffrages.

-----

Mme CLAVERIE, M. J. MARTIN sortent définitivement de séance.

MM. PASSET et LEVITA sortent de séance.

-----

### **3. PORT-MARIANNE - Secteur de La Baume**

#### **Lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté**

#### **Objectifs et modalités d'association du public**

##### **Michaël DELAFOSSE :**

Dans le cadre du projet urbain de Port Marianne, du développement vers l'est de son territoire et de sa politique de renouvellement et de réinvestissement des quartiers existants, la Ville de Montpellier a fait réaliser une étude urbaine en 2007, confiée à Nicolas Boudier, architecte-urbaniste, sur le secteur de la Baume situé à la périphérie immédiate des quartiers Richter et Parc Marianne. Ce secteur est délimité à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord et à l'est par l'avenue Albert Einstein et un ensemble pavillonnaire, au sud par la place Ernest Granier et l'avenue du Mondial 98. L'étude a permis de définir une vision globale de réaménagement de cet espace urbain, proposant une nouvelle trame viaire de desserte et une recomposition partielle du bâti et du parcellaire existants permettant de développer, en cohérence avec les quartiers voisins réalisés récemment, un nouveau quartier mixte à vocation principale d'habitation.

Cette étude a conduit le Conseil municipal à adopter, par délibération du 24 avril 2008, des mesures conservatoires en instaurant sur le secteur concerné un périmètre d'étude au titre de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme permettant, le cas échéant, de surseoir à statuer sur des demandes d'autorisation de travaux ou de construction.

Au vu des conclusions de l'étude réalisée en 2007 et des besoins exprimés en matière de logement pour répondre à son évolution démographique, la Ville de Montpellier envisage à présent d'engager la phase opérationnelle de l'aménagement du secteur de la Baume.

Cet aménagement, qui s'inscrit dans la continuité des quartiers Richter, Jacques Cœur et Parc Marianne, intégrera également une réflexion sur les grands espaces publics environnants, comprenant la partie nord-est de la place Ernest Granier, la section de l'avenue Raymond Dugrand située au nord de la place Ernest Granier, la place Christophe Colomb et une partie de l'avenue du Mondial 98.

Le réaménagement de ce secteur, d'une superficie d'environ 8,5 hectares, s'inscrit dans la démarche globale de développement durable menée par la Ville et vise notamment les objectifs d'aménagement suivants :

- réaliser, par l'évolution du tissu urbain existant peu dense et de certaines activités devenues aujourd'hui géographiquement inappropriées, un quartier mixte à vocation principale d'habitation sous forme de logements collectifs, accueillant également des bureaux et des commerces et s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers centraux de Port Marianne ;
- proposer une composition urbaine en cohérence avec les quartiers voisins déjà réalisés dans le cadre du projet urbain de Port Marianne, et notamment avec le pôle d'affaires de la place Ernest Granier, en réponse aux autres façades développées sur les trois angles opposés (Richter, Jacques Cœur et Parc Marianne) de cette place que le quartier de la Baume viendra parachever ;
- garantir une couture progressive avec le tissu urbain environnant, équilibrée entre le respect de l'existant et l'ambition de constituer des fronts bâtis cohérents avec le projet urbain de Port Marianne ;
- développer l'urbanisation à proximité des lignes de tramway, notamment les lignes 1 et 3 en service ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants exprimés sur cette partie de la commune, dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis plus de 30 ans ;
- participer à la requalification des avenues Raymond Dugrand et du Mondial 98 par la création de fronts urbains structurés et ordonnancés et en proposant, notamment pour la section nord de l'avenue Raymond Dugrand, un parti de réaménagement en cohérence avec les travaux de requalification réalisés au sud de la place Ernest Granier ;
- valoriser l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager, la continuité des modes de déplacement doux (piétons et cycles), entre le quartier et les aménagements existants de Port Marianne ;
- affirmer au sein du futur quartier de la Baume une dimension paysagère s'insérant dans le schéma directeur paysager de Port Marianne défini par Michel Desvigne et Christine Dalnoki ;
- répondre aux besoins en matière d'équipements publics qui pourront s'exprimer à l'échelle du quartier.

Le réaménagement du secteur de la Baume sera réalisé sous forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC).

Dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005 et modifiée par avenant n°6 approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2011, la Ville a d'ores et déjà confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) une mission d'aménagement sur la partie sud du secteur de la Baume et une mission d'étude sur la partie restante.

En accompagnement de la procédure de ZAC et de l'élaboration du projet du nouveau quartier, une concertation avec le public sera organisée dont les modalités pourraient être les suivantes :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations de chacun,
- un article dans le journal municipal.

En référence au nom historique du tènement sur lequel la réalisation du nouveau quartier est envisagée, et par sa capacité d'identification aisée des lieux, il vous est proposé de désigner l'opération d'urbanisme projetée sous l'appellation « ZAC de la Baume ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'adopter le principe d'aménagement du secteur de la Baume sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'adopter les objectifs d'aménagement et les modalités de concertation du public qui vous sont proposés ;
- d'approuver la désignation de cette zone d'aménagement concerté sous l'appellation « ZAC de la Baume » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

Mmes MIRAUI et DOMBRE-COSTE (récupère sa procuration), M. PASSET rentrent en séance.

Mme BOYER, M. TSITSONIS sortent de séance.

-----

## **4. Attribution d'un marché de programmation pour la Cité du Corps Humain**

**Jacques TOUCHON :**

La délibération n°2011/636, approuvée par le Conseil Municipal du 16 décembre 2011, a autorisé le lancement des études préalables au projet de Cité du Corps Humain. Dans ce cadre, il est nécessaire d'étudier la programmation architecturale, scénographique et technique du projet de la Cité du Corps Humain, dont l'implantation est prévue dans le quartier Parc Marianne.

A cette fin, une consultation de prestation intellectuelle en appels d'offres ouvert, composée d'une tranche ferme, a été lancée en application des articles 33 3° al. et 57 à 59 du code des marchés publics, publiée le 20 juillet 2012 et clôturée le 3 septembre 2012.

Dans le cadre de cette consultation le groupement POLYPROGRAMME, mandataire / ABAQUE, consultant a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

-d'attribuer le marché précité à POLYPROGRAMME (mandataire), sis 60, Boulevard de Sébastopol, 75003 Paris, pour un montant de 193 130.00 Euros HT



-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Jacques TOUCHON, adjoint délégué à la Culture Scientifique et Technique, à la Prévention, à la Santé, à l'Environnement et à la Biodiversité, à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2012 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903.

**Jacques DOMERGUE :** Un tel projet est intéressant pour toutes celles et ceux qui sont dans le domaine médical ou dans le domaine de la santé. La question que nous nous posons aujourd'hui est la suivante : « Ce type de projet pourrait-il être remis en cause si la situation du pays et donc, forcément, l'avenir des collectivités locales se modifiait ? ». Dans le projet de budget, il y a 2,5 Md€ de réduction des crédits d'État pour les collectivités locales. Vous me direz que c'est peu par rapport aux 60 ou 80 M€ que représentent les dotations aux collectivités locales, mais tout de même. Lorsque nous considérons le niveau de fiscalité sur la ville - vous venez de recevoir votre taxe foncière, en tout cas pour ceux qui la payent - nous pouvons constater que malgré l'absence d'augmentation des taux sur la ville de Montpellier, l'impuissance des élus de la ville à l'Agglo n'a pas permis d'endiguer la hausse de ces impôts-là. Ce qui signifie que nous continuons à voir des augmentations de la fiscalité locale à un moment qui devient de plus en plus difficile. La question que je vous pose Mme le Maire, est celle-ci : « Jusqu'où faudra-t-il aller pour que vous envisagiez ou pas de remettre en jeu ce projet ? ». Je sais qu'il vous tient à cœur de par votre formation. Il convient néanmoins d'être raisonnable.

**Hélène MANDROUX :** Vous vous doutez bien que derrière ce projet qui est effectivement fidèle à l'histoire, il y a aussi le souci de création d'emplois. Il s'agit d'un projet éducatif, scientifique et culturel. J'ai d'ores et déjà des contacts de partenariat public privé qui font qu'aujourd'hui ce projet avance. Nous savons prendre nos responsabilités, bien évidemment.

**Francis VIGUIE :** Je me souviens que nous avons déjà eu une première discussion à ce sujet. À l'époque, nous avons demandé quel était le montage financier. Il est en cours, certes, mais le problème est que les choses avancent. Il y a clip, des petites brochures et un engagement à 193 000 €. Nous souhaitons savoir qui paye et comment ce sera ventilé. Dans les conditions actuelles, nous considérons que nous sommes dans une situation où sont abordées les priorités sociales à Montpellier. Récemment, il y a eu le rapport du Kompass qui a donné une vision extrêmement claire. Nous souhaitons plutôt simplifier la discussion. Par exemple, en ce qui concerne les transports publics, nous pourrions passer, comme cela se fait ailleurs, à 1 € le billet, plutôt que monter des projets de ce type. Par conséquent, sans visibilité sur le montage financier et la règle d'or financière qui n'est pas encore votée mais qui correspond à des choix politiques précis, il ne nous est pas possible de voter.

**Jacques TOUCHON :** M. VIGUIE, le 16 décembre, vous vous étiez abstenu. Il est de notre devoir de tenir compte des réalités économiques et nous l'avons démontré en début de conseil. Il est aussi de notre devoir de ne pas enfermer notre ville dans des projets rétrécis et nous l'avons montré tout à l'heure, avec ce projet d'urbanisme. Nous ne devons pas devenir une ville rétrécie. C'est ce que les Montpelliérains attendent. Parce qu'il y a de l'emploi et du développement économique derrière. Bien sûr, Mme le Maire l'a dit, nous ne sommes pas totalement aveugles et je vous rappelle que ce qui est en cause maintenant est une étude sur la faisabilité du projet.

Pour : 49

Contre : 2

Abstention : /

Adopté à la majorité.

-----

Mme BOYER rentre en séance.

Mmes LABROUSSE et QVISTGAARD sortent de séance.

-----



## **5. Suppression du Marché Esplanade Comédie et création du marché Comédie**

### **Marc DUFOUR :**

La Ville de Montpellier, en concertation avec les représentants des professionnels, a souhaité faire évoluer le marché de plein air se tenant sur l'Esplanade Charles de Gaulle.

Soucieuse de la qualité de son patrimoine, la Ville de Montpellier a la volonté de libérer au maximum la place de la Comédie, trop souvent encombrée par les nombreuses manifestations qui s'y déroulent, ne permettant plus aux Montpelliérains et aux visiteurs de profiter de cet espace symbolique de notre ville.

Il a donc été décidé de transférer les manifestations sur l'Esplanade Charles de Gaulle, plus adaptée pour les accueillir. Cela impliquait le déplacement du marché de plein air à chaque manifestation, solution économiquement difficile pour les commerçants.

La Ville de Montpellier a engagé un travail de concertation et partenariat avec les représentants des commerçants de ce marché. Ce travail aboutit à un accord portant à la fois sur la localisation, la taille et l'esthétique des étals du marché.

Il est donc proposé de supprimer le marché de l'Esplanade-Comédie et d'acter la création d'un nouveau marché nommé « Marché de la Comédie », localisé le long de la rambarde de la place de la Comédie et au début de l'allée Jules Milhau.

Ce marché se tiendra du mardi au samedi de 9h à 16h.

Compte tenu de l'espace disponible, le nouveau marché est plus réduit que celui de l'Esplanade. Il est composé de 23 étals non alimentaires d'une surface unique (16m<sup>2</sup>) plus deux stands de fruits et légumes de même surface. Ces deux stands alimentaires sont dits « provisoires » et disparaîtront avec le départ de leurs exploitants sans qu'aucune transmission ne soit possible.

L'ensemble des commerçants abonnés (pas de journaliers admis) est tenu d'acquérir une structure d'étal identique dont la forme et les couleurs ont été validées par la Ville et l'Architecte des Bâtiments de France. Dans un souci de qualité du paysage urbain, aucun autre matériel ne sera autorisé sur le marché. Aucun commerçant ne sera abonné sur le nouveau marché s'il n'a pas fait l'acquisition du mobilier validé par la Ville et l'Architecte des Bâtiments de France.

La Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser les travaux nécessaires à l'ancrage au sol des structures et à l'éclairage des stands.

Suite à cette démarche partenariale et pour permettre l'acquisition des structures par les commerçants dont le coût est d'environ 2850 € TTC par unité, la Ville propose de les exonérer de droits de place du 1<sup>er</sup> novembre 2012 au 30 septembre 2014.

La Ville souhaite donner suite à la demande de résiliation de deux fleuristes situés dans les kiosques place de la Comédie. Il est proposé d'installer en lieu et place deux commerçants alimentaires en remplacement de leurs étals de marché. Une indemnisation a été proposée aux fleuristes concernés.

En outre, les commerçants alimentaires évincés de ce marché et qui ne s'installeront pas dans un kiosque libéré seront prioritairement abonnés sur d'autres marchés de la Ville et bénéficieront d'une exonération de droits de place jusqu'au 31 décembre 2013 afin qu'ils puissent reconstituer une clientèle dans de bonnes conditions.

Un arrêté sera pris afin de préciser les modalités de fonctionnement du marché de la Comédie.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver la suppression du marché de plein air de l'Esplanade
- D'approuver la création du nouveau marché de la Comédie tel que localisé sur le plan ci-joint en annexe

- D'approuver l'exonération de droits de place du 1<sup>er</sup> novembre 2012 au 30 septembre 2014
- D'approuver l'exonération jusqu'au 31 décembre 2013 pour les commerçants alimentaires évincés du marché et réabonnés sur d'autres marchés de la Ville.
- D'approuver l'indemnisation d'un montant de 10 000€ pour M. Brun et 7000€ pour Mme Formigli, exploitants de deux kiosques de fleuristes sur l'Esplanade
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Philippe SAUREL :** Je voulais simplement déclarer à Marc DUFOUR combien la solution qu'il propose me paraît efficace et concertée pour le marché de la Comédie. Je me félicite également que nous ayons pu, ensemble, tester un peu cet emplacement lors de la Comédie du Livre. En effet, c'est à cette occasion que la place de la Comédie devait recevoir toute une série de manifestations le même samedi. À cette occasion-là, le marché a accepté la délocalisation le long des rambardes. Les services ainsi que Marc DUFOUR ont embrayé sur cette proposition avec Jean-Pierre TOUCHAT. Je crois que l'accord qu'il a trouvé, qui n'était pas un accord facile, est véritablement dans l'intérêt général. Par conséquent, merci Marc.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

Monsieur ARAGON entre en séance.

-----

-----

## **6. Marché public à procédure adaptée relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur**

### **Marc DUFOUR :**

La Ville de Montpellier a lancé, après achèvement du précédent marché, un marché public à procédure adaptée, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, dans le but de confier à une entreprise les prestations suivantes :

- Travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur : bornes alimentaires des marchés de plein air, illuminations des fêtes de fin d'année, manifestations évenementielles (Hivernales, Estivales, Antigone de l'artisanat, Grand Bazar...), etc.

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique pour une durée d'un an reconductible trois fois.

Les prestations à fournir sont soumises à la procédure des marchés à bons de commande, selon un bordereau de prix unitaires, dans les limites d'un minimum de 50 000 € HT et un maximum de 800 000€ HT par an.

Conformément au règlement de la consultation, l'analyse de l'offre a été effectuée selon les critères de prix des prestations et de valeur technique.

Lors de sa séance du 4 septembre 2012, la Commission d'Appels d'Offres a attribué le marché à la société Citéos, seule société à avoir déposé une offre sur les quatre dossiers retirés, et économiquement avantageuse.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver cette opération;

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appels d'Offres ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **7. Adhésion au LAB (Local Action for Biodiversity)**

### **Jacques TOUCHON :**

Local Action for Biodiversity (LAB) est un programme de biodiversité urbaine coordonnée par ICLEI (Local Governments for Sustainability ). Le LAB Pioneer WorkNet créé en 2006 avec un groupe restreint d'autorités locales et régionales du monde entier, représentant actuellement plus de 54 millions de citoyens.

Montpellier est une des premières villes du monde à s'être investie dans cette démarche de protection de la biodiversité avec le réseau LAB. Elle a en particulier participé à l'élaboration de l' « Index de Singapour ». C'est à ce titre qu'elle est invitée à adhérer gratuitement mais de manière formelle, pour une période de trois ans à la plateforme LAB. Elle devra dans ce cadre fournir un rapport annuel d'état d'avancement de ses actions, qui est déjà prévu dans le plan biodiversité 2010-2014 adopté par la Ville.

Le LAB permettra à la Ville de Montpellier de profiter des ressources du réseau, de bénéficier d'une assistance technique, en particulier dans le montage et le pilotage du projet « Medivercities », futur réseau méditerranéen de collectivités territoriales porté par la Ville de Montpellier, et de publier et d'échanger sur la plateforme web les actions sur la biodiversité engagées par nos partenaires locaux.

Après l'engagement du Durban signée par la Ville à la fin 2011 et en parallèle de la constitution du réseau Medivercities, l'adhésion par la Ville de Montpellier au réseau LAB constitue une étape majeure dans son implication pour la préservation de la biodiversité.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la demande d'adhésion au LAB et tout autre document relatif à cette affaire.**

**Hélène MANDROUX :** Il est vrai que c'est très important car le LAB nous aidera dans le montage et le pilotage du futur réseau Medivercities qui, justement, est ce réseau des collectivités qui sera porté par Montpellier. Il s'agit des villes qui sont sur le pourtour de la Méditerranée et des actions dans le cadre de la biodiversité.

**Christian DUPRAZ :** Mme le Maire, chers collègues. J'approuve bien entendu cette adhésion qui me paraît très importante. J'ai eu la curiosité d'aller voir les actions des autres municipalités membres du LAB. Notamment nos voisins de Barcelone. Cela m'a convaincu du sérieux et de l'intérêt d'un tel réseau. Il y a en effet des actions assez ambitieuses à Barcelone dont nous pourrions nous inspirer. Je trouve cela vraiment passionnant. J'aimerais suggérer au Conseil municipal de profiter de cette occasion pour revendiquer la localisation à Montpellier du siège de l'Agence Nationale de la Biodiversité dont le Président HOLLANDE a annoncé la création il y a quelques jours. Je crois qu'à Montpellier sont implantés quelques organismes d'ambition internationale. Nous avons notamment le Conseil Consultatif pour la Recherche Internationale en Agronomie qui s'installe à Montpellier. Je trouve que cette Agence Nationale de la Biodiversité a toute sa place ici et je pense que nous pourrions en profiter pour nous positionner sur cela. Nous avons par exemple la Direction Nationale des Parcs Nationaux. Nous pourrions donc avoir cette agence. Ce serait tout à fait bienvenu.

**Jacques TOUCHON :** C'est effectivement une excellente idée et je pense que nous irons dans ce sens. Si Montpellier pouvait être le siège de cette agence qui a été préconisée par le Président HOLLANDE, ce serait une très bonne chose pour notre ville.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mme QVISTGAARD, MM. LEVITA et TSITSONIS entrent en séance.  
-----

## **8. Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes**

### **Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier**

### **Avenant 2012**

**Christiane FOURTEAU :**

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Le Conseil municipal a approuvé par délibération en date du 28 avril 2008, la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aides aux Jeunes.

Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fonds, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil Municipal du 24 avril 2008, renouvelable par tacite reconduction. Le CCAS perçoit le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4% des dépenses en aides de l'année N-1.

Le montant total du fonds (dotation Ville et Département) est arrêté annuellement par avenant.

En 2011, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération en date du 20 juin 2011 l'avenant n° 3 à la délégation de gestion.

La dotation 2012 fait l'objet de l'avenant n° 4, qui se présente comme suit :

- la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour l'année 2012 est de 198 000 €
- la participation de la Ville pour 2012 se monte à 97 000 € et est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2012.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'approuver, conformément à la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes, l'avenant n°4, précisant les participations à ce fonds pour l'année 2012 : 198 000 € pour le Département et 97 000 € pour la Ville
- d'approuver le transfert de la participation du département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **9. Recalibrage de la rue Montasinos partie comprise entre la rue des Alpilles et la rue des Bengalis - Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer les marchés**

### **Philippe THINES :**

La rue de Montasinos est un axe de transit Nord/Sud important avec une forte déclivité, une absence d'alignement, une chaussée très large et des trottoirs quasi-inexistants. La configuration actuelle de l'avenue favorise la vitesse de circulation des véhicules et contribue à des comportements délictueux des automobilistes. La Ville a été sollicitée à plusieurs reprises par les riverains pour des aménagements ponctuels qui permettraient de réduire la vitesse de circulation sur cette voie (ralentisseurs, coussins berlinois,...).

Une réunion de concertation s'est tenue le 29 juin 2012 pour présenter le projet d'aménagement.

Les objectifs principaux d'aménagement de la rue de Montasinos sont les suivants :

- réduire la vitesse de circulation des véhicules sur la voie ;
- offrir une continuité piétonne accessible aux PMR de part et d'autre de la chaussée ;
- retrouver un alignement cohérent de la voie ;
- redonner une image qualitative de la voie.

Pour répondre à ces objectifs, le programme d'aménagement suivant a été retenu :

- réduction de la largeur de la chaussée circulée à 6m et élargissement des trottoirs, de part et d'autre de la rue à 2.30m minimum ;
- pose de dispositifs de modération de vitesse aux abords des carrefours et dans les alignements droits de type coussins lyonnais ;
- mise à l'alignement de propriétés privées et réorganisation des stationnements existants aux abords de la voie ;
- rénovation de l'éclairage public ;
- enfouissement de tous les réseaux aériens existants et plantations ponctuelles.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 2 lots (lot 1 Voirie, lot 2 Eclairage Public) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - Garanties techniques et financières.
  - Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
  - Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
  - Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 18 septembre 2012, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1: l'entreprise Colas pour un montant de 305 204,40 € HT.
- Lot 2 : l'entreprise SPIE SUD OUEST pour un montant de 113 315,80 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908221, programme 2012AP25.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **10. Aménagement de la tranche 3 du Parc Malbosc - Autorisation de signer l'Avenant n°1 du marché 1M569 2701**

**Philippe THINES :**

Par délibération du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a confié le lot 1 du marché de travaux (terrassements et cheminements) pour l'aménagement de la tranche 3 du parc Malbosc à la société GUINTOLI pour un montant de 277 069,30 € H.T.

Afin d'augmenter le linéaire des cheminements accessibles aux personnes à mobilité réduite et la topographie du site, il est nécessaire d'augmenter les prestations et de signer un avenant pour un montant supplémentaire de 13 535,37 € H.T pour la société GUINTOLI, ce qui porte le montant du marché à 290 604,67 € H.T. La plus-value s'élève donc à 4,88 % du montant initial.

Ces modifications doivent être constatées par l'avenant n°1 du marché 1M569 2701.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'Avenant n°1 joint en annexe de la délibération.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

Mmes DE LA GRANGE et COUVERT sortent de séance.

-----

## **11. Dénominations de voies**

**Philippe THINES :**

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

### **QUARTIER MOSSON**

- MOSSON

Gabriel MONNET est mort à Montpellier au cours d'une de ses tournées en décembre 2010, le parvis du théâtre Jean VILAR n'a pas de nom officiel, **nous proposons de le dénommer**:

**Place Gabriel MONNET  
(1921-2010)  
Homme de théâtre français**

Gabriel MONNET (né le 23 février 1921 à Montmédy, Meuse - mort le 12 décembre 2010 à Montpellier) est un comédien et metteur en scène français.

Originaire du Cheylard en Ardèche. Il intègre l'École normale de Privas et entre en résistance dans le maquis. Déjà, il monte des spectacles et écrit le chant des pionniers du Vercors.

Il intègre en 1946 la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de Haute-Savoie en tant qu'instructeur national d'art dramatique. Il anime à Annecy le réseau Peuple et Culture. D'abord metteur en scène, il deviendra aussi acteur dans la troupe de Jean DASTE à la Comédie de Saint-Étienne, entre 1957 et 1961.

Il devient directeur de la Comédie de Bourges, centre dramatique national en 1963 et s'installe trois ans plus tard dans la Maison de la Culture, qu'il a conçue avec Jean ROUVET et dont il devient directeur. Il monte des pièces de SHAKESPEARE, TCHEKOV, BRECHT, MOLIERE et de créateurs contemporains comme Pierre HALET et ALAN. En 1969, il quitte la Comédie de Bourges avec la majeure partie de sa troupe et fonde le Théâtre de Nice, qui devient centre dramatique national, qu'il ouvre au théâtre amateur. En conflit avec Jacques MEDECIN, il quitte Nice en 1975 pour diriger le Centre dramatique national des Alpes à Grenoble. Il quitte cette place fin 1981 pour poursuivre le jeu, la mise en scène et l'enseignement théâtral dans l'Hérault.

- LES HAUTS DE MASSANE / MALBOSC

Le square Alexandre BRONGNIARD est aujourd'hui traversé par une voie circulaire non dénommée, **nous proposons de la dénommer** :

**Rue Robert JOHNSON  
(1911-1938)  
Musicien américain**

Robert Leroy JOHNSON, né le 8 mai 1911 à Hazlehurst, Mississippi, et mort le 16 août 1938 à Greenwood, Mississippi, était un guitariste et chanteur de blues américain. Bien que n'ayant commencé à enregistrer que trois ans avant sa mort, Robert JOHNSON est devenu une légende et une grande source d'inspiration pour des artistes tels que Jimi HENDRIX, Jimmy PAGE, Bob DYLAN, Brian JONES, Keith RICHARDS ou encore Eric CLAPTON. En 2003, le magazine Rolling Stone l'a classé cinquième meilleur guitariste de tous les temps.

**QUARTIER MONTPELLIER CENTRE**

- LES AUBES / LES BEAUX ARTS

A proximité du Corum, une rue fait le lien entre l'avenue François DELMAS et l'avenue de SAINT MAUR (quartier des AUBES), elle passe sous la voie de chemin de fer et le viaduc Alphonse LOUBAT, **nous proposons de la dénommer** :

**Rue Bernard MOITESSIER  
(1925-1994)  
navigateur et écrivain français**

Bernard MOITESSIER est né le 10 avril 1925 à Hanoï (Viêt Nam) et mort le 16 juin 1994 à Vanves (Hauts-de-Seine), il est un navigateur et écrivain français, auteur de plusieurs livres relatant ses voyages.

En 1968, il participe à la première course autour du monde, en solitaire et sans escale, le Golden Globe Challenge. Alors qu'il est annoncé en vainqueur, il renonce à couper la ligne d'arrivée, abandonne la course, et continue, toujours sans escale, en direction de l'océan Indien.

Après dix mois de navigation, son périple s'arrête en Polynésie. Il s'installe ensuite sur un atoll. Au cours de sa vie, ce « vagabond des mers du sud » - comme il se surnomme lui-même dans le titre de son premier livre - a parcouru aussi bien l'Atlantique que le Pacifique. Il a fait escale aux Antilles, en Polynésie et en Nouvelle-

Zélande, passé trois fois le cap de Bonne-Espérance et deux fois le cap Horn. Il a vécu une douzaine d'années entre Tahiti et les Tuamotu et a milité contre la nucléarisation du Pacifique sud, pour la désescalade nucléaire pendant la guerre froide et pour la plantation d'arbres fruitiers dans les villages français.

- GAMBETTA / GARES

Il est nécessaire de corriger une erreur matérielle apparaissant dans la délibération n°2012/282 du 25 juin 2012, la rue située au droit de la gare Saint ROCH **est dénommée :**

**Rue Alexandra DAVID-NEEL  
(1868-1969)  
orientaliste, écrivain et exploratrice franco-belge**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **12. Convention de débroussaillage entre la Ville et l'Association Languedocienne pour la Jeunesse**

**Philippe THINES :**

Une demande de permis de construire a été déposée par l'Association Languedocienne pour la Jeunesse, pour l'extension de la Maison Protestante, riveraine du Bois de Montmaur dont la Ville est propriétaire.

S'agissant d'un espace boisé classé, sur une parcelle située en zone rouge du Plan de Prévention des Risques d'Incendie Forestier, il convient de définir des travaux de débroussaillage dans le respect de la réglementation qui seront à la charge de l'Association Languedocienne pour la Jeunesse.

**Le périmètre de la construction à débroussailler englobant une partie du Bois de Montmaur, il est donc demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de débroussaillage avec l'Association Languedocienne pour la Jeunesse,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, de signer tout document relatif à cette affaire et notamment la convention entre les deux parties, annexée à cette délibération.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----



### **13. Maintenance et modifications des équipements d'Eclairage Public - lot 1: quartier Port Marianne / Près d'Arènes - Avenant de transfert pour changement de raison sociale**

**Philippe THINES :**

Suite à la cession du contrat de la société CEGELEC SUD EST à la société CEGELEC INFRA ET TERTIAIRE SUD EST, il est nécessaire de procéder à la cession du marché précité à son nouveau titulaire.

Ainsi, à compter du 31 août 2012, le nouveau titulaire de ce marché s'engage à prendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Les clauses et conditions des contrats initiaux et des précédents avenants éventuels demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente cession.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la cession du marché susvisé, de la société CEGELEC SUD EST à la société CEGELEC INFRA ET TERTIAIRE SUD EST, nouveau titulaire, justifié par la réorganisation juridique interne ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les avenants et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

### **14. Marché à bons de commande pour le curage, contrôle et réhabilitations ponctuelles du réseau pluvial - Autorisation de signer le marché**

**Philippe THINES :**

Les besoins en curage, en contrôle par inspection télévisée et en réhabilitations ponctuelles du réseau pluvial de la Ville de Montpellier nécessitent la mise en place d'un marché à bons de commande.

Une consultation selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles 33.3, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics a donc été lancée selon les modalités suivantes :

- Marché à bon de commande
- Estimation des travaux
  - o Seuil minimum : 60 000 €
  - o Seuil maximum : 240 000 €
- Durée du marché : 1 an reconductible 3 fois
- Critères de sélection des candidatures :
  - o Garanties et capacités techniques et financières
  - o Capacités professionnelles
- Critères de jugement des offres

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
- Prix des prestations : 40 %

Lors de la séance du 04 septembre 2012, la Commission d'appel d'offres a attribué le marché à l'entreprise SARP MEDITERRANEE.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 61523, fonction 928 816, ligne de crédit 2063.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver cette opération prévue au budget de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **15. Dépose, fourniture et pose de serrurerie de voirie. Autorisation de signer le marché**

**Philippe THINES :**

Le présent marché, a pour objet la dépose, les travaux de maintenance, la fourniture et la pose du matériel de serrurerie de voirie sur le territoire communal de Montpellier. La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 28-I du Code des marchés publics.

Le marché est passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date d'accusé réception par le titulaire du premier bon de commande. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Le montant total maximum des commandes pour la durée initiale du marché est 1 200.000,00 € H.T., le montant total minimum des commandes de 300 000€ H.T..

Ce montant sera identique pour chaque période de reconduction du marché.

La publicité a été envoyée le 7 juin 2012 au BOAMP et à la Gazette.

La date limite de remise des offres a été fixée au 29 juin 2012 à 17h00. La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 11 septembre 2012 a retenu l'offre économiquement avantageuse proposée par l'entreprise Urban'nt pour un montant annuel compris entre 300 000 € H.T. et 1 200 000 € H.T.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché 2M747 à l'entreprise Urban'nt pour un montant annuel compris entre 300 000 € H.T. et 1 200 000 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **16. Gestion Technique Centralisée des Horodateurs - Autorisation à signer le marché Négocié**

### **Régine SOUCHE :**

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché négocié sans mise en concurrence et soumis aux dispositions de l'article 35.II.8° du code des marchés publics avec la société SAS PARKEON sise 1 boulevard Victor – 75015 Paris permettant de poursuivre les prestations de la gestion technique centralisée des horodateurs de la Ville.

Pour continuer à réaliser ces prestations, il a été envoyé le 20 juillet 2012 un dossier de consultation en lot unique sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum passé à prix unitaires conformément à l'article 77 du code des marchés publics.

Le montant maximum des commandes pour la durée du marché est défini comme suit :

Périodes	Dates	Montant maximum
Initiale	01/12/2012 au 30/11/2013	200 000,00 Euros H.T.
1 <sup>ère</sup> reconduction	01/12/2013 au 30/11/2014	200 000,00 Euros H.T.
2 <sup>ème</sup> reconduction	01/12/2014 au 30/11/2015	200 000,00 Euros H.T.
3 <sup>ème</sup> reconduction	01/12/2015 au 30/05/2016	100 000,00 Euros H.T.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour les deux premières périodes de reconduction sans que ce délai ne puisse excéder le 30 mai 2016 pour la troisième période de reconduction.

Après négociations, la commission d'Appel d'offres, en date du 11 septembre 2012, a décidé d'attribuer à la société Parkéon le marché en solution de base comprenant :

- L'abonnement opérateur GPRS
- La gestion technique centralisée incluant la connexion des horodateurs, la supervision financière, la gestion des alarmes et les rapports de synthèse.
- La gestion du paiement par cartes bancaires : autorisations de paiement, télé collecte, remise en banque.
- Le contrôle cartographique.

Entreprise	Estimation du bordereau de prix estimatif sur une année en Euros H.T.	Montant du bordereau de prix estimatif retenu sur une année en Euros H.T.
SAS PARKEON 75015 Paris	125 650,00	121 300,50

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 11 septembre 2012.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique : Nature 2318 - Fonction 908222
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché négocié avec la société retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **17. Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association El Hand'Art - Exercice 2012**

### **Philippe SAUREL :**

L'association El Hand'Art présente, depuis 9 ans au Corum, un salon d'artistes plasticiens, peintres et sculpteurs. Cet événement réservé au départ et en priorité aux artistes handicapés pour favoriser leur intégration dans tous les domaines de la vie sociale a évolué au fil des ans en direction d'une mixité permettant des confrontations et des échanges entre artistes d'univers différents. A partir de 2014, cet événement se présentera sous la forme d'une biennale.

Les artistes s'acquittent d'un droit de participation de 120 euros au bénéfice de l'association pour ceux domiciliés à Montpellier, 200 euros pour les autres. Ceci afin de couvrir les frais de communication et d'affichage. Ils peuvent vendre leurs œuvres - 25 artistes ont vendu en 2010. Un catalogue est édité à 1000 exemplaires. Il est destiné au public et vendu au coût de 2 euros. La ville de Montpellier reste le seul financeur important de l'évènement.

L'édition 2012 du « Salon d'art contemporain Elan d'Art » se déroulera les 16, 17, 18, 19 novembre au Corum et doit recevoir environ 90 artistes peintres et sculpteurs de toute la France, dont 15 artistes de Montpellier. L'association El Hand'Art accueille environ 5 000 visiteurs. La présence continue des artistes permet un dialogue avec le public.

Considérant que les buts poursuivis par l'association El hand Art via cet événement qui attire un public fidèle présentent un intérêt pour la Ville, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de **25 000** euros pour le « Salon d'art contemporain Elan d'Art 2012 » (n° de dossier 20121009) et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

Ci-après les comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012

<b>Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et budget prévisionnel 2012</b>					
<b>charges</b>			<b>produits</b>		
	<b>2010</b>	<b>2012</b>		<b>2010</b>	<b>2012</b>
Charges d'exploitation	41340	56 750	Cotisation	NC	40
Salaires et charges	0	0	Région	0	4 000
			Ville	25 000	28 000
			Conseil Général 34	1 000	2 000
			Agglomération	0	2 500
			Autres	13 000	9 210
Charges exceptionnelles et financières	NC	0	Produits exceptionnels sur exercice antérieur	NC	11 000
<b>Total</b>	<b>41340</b>	<b>56 750</b>	<b>Total</b>	<b>44 270</b>	<b>56 750</b>
<b>Résultat d'exploitation 2010: Excédent :</b>	<b>2 930</b>		<b>Résultat d'exploitation 2010: Déficit</b>		

Tableau d'attribution :

<b>Code</b>	<b>Association</b>	<b>F/M</b>	<b>Montant</b>	<b>LDC</b>	<b>CHAP</b>
4999	Association El Hand'Art	M	<b>25 000 €</b>	1596	923
	<b>Total général</b>		<b>25 000 €</b>		

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **25 000 €** ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Philippe SAUREL** : Avant d'aborder les affaires liées à la culture, je souhaiterais que nous ayons une petite pensée pour Michel BISMUTH qui nous a quittés cet été. Il était passionné de musique, de littérature et de théâtre également. Il a disparu à la fin du mois d'août. Il était Montpelliérain, comme chacun le sait. Je crois qu'il est bien de lui rendre hommage en Conseil municipal. La seconde chose est à titre personnel mais je sais que notre ministre de la Culture l'a fait ainsi que d'autres groupes politiques. J'aimerais apporter tout mon soutien aux Pussy Riots dont le procès aujourd'hui a été repoussé en appel à lundi prochain. Je trouve cette chose parfaitement inique et digne des temps les plus obscurs de notre histoire. En ce qui concerne El Hand'Art, il s'agit d'une association créant un marché de l'art contemporain qui s'étalera du 27 au 28 octobre, à la même date que notre congrès de Toulouse. Elle lie à la fois des artistes valides et des artistes handicapés. Je remercie son président, Emmanuel HUNAULT.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mme FARGIER (donne procuration à Mme BLANPIED), M. ROUMEGAS sortent définitivement de séance.  
-----

## 18. Convention de partenariat avec l'association Festival International du Cinéma méditerranéen - Attribution de subvention - Exercice 2012

### Philippe SAUREL :

Dédiée à la connaissance des cinémas du bassin méditerranéen, de la mer Noire, du Portugal et de l'Arménie l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen organise sa 34<sup>ème</sup> édition qui se déroulera du 26 octobre au 3 novembre 2012 au Corum et au Centre Rabelais.

Le Festival aborde non seulement le patrimoine cinématographique mais entre de plain-pied dans l'actualité, parfois féroce, et dans des sociétés en pleine métamorphose. Il participe ainsi à l'expression d'une difficile émancipation tournée vers la recherche de la démocratie et d'une vie plus juste. Articulant ainsi le passé et le présent le Festival International du Cinéma Méditerranéen se projette résolument du côté de l'avenir.

La Ville de Montpellier est un partenaire essentiel de la manifestation et a permis dès les années 80 de lancer et de développer cette manifestation. Ce sont plus de 220 films qui sont projetés représentant plus de 30 nationalités. L'édition 2011 a accueilli 80 000 spectateurs, public majoritairement montpellierain, qui a largement plébiscité la richesse et la qualité des productions cinématographiques récentes du bassin méditerranéen.

De nombreux prix sont décernés durant le festival et certains couronnent le travail effectué durant l'année. Parmi les plus importants concernant les longs métrages le Prix Antigone d'Or : 15 000 euros de récompense et une aide à la diffusion ainsi que des prestations techniques d'un montant de 15 000 euros. Pour les courts métrages le Grand prix d'un montant de 4 000 euros. Le Prix du jeune public de la Ville de Montpellier de 2 000 euros.

Au-delà des productions méditerranéennes inédites, des compétitions longs métrages, courts métrages et documentaires, des panoramas et des avant-premières, l'édition 2012 mettra à l'honneur 3 réalisateurs : **Roberto Rossellini** en présence de sa fille l'actrice Isabella Rossellini, **Costa-Gavras** et **Jalil Lespert** qui est également comédien. **La revue Positif** viendra fêter ses 60 ans et le réalisateur **Bruno Podalydès** animera une rencontre autour du scénario. Cette année le festival et ses partenaires mettent en place des **colloques et rencontres professionnelles**. Par ailleurs les nombreuses projections inédites permettent de rencontrer les équipes de film en collaboration avec les grands distributeurs et les exploitants locaux.

**La contribution de la Ville au Festival du Cinéma Méditerranéen** est majeure. Elle se décline non seulement en terme de subvention versée mais aussi en terme d'aide en nature. Ainsi la Ville de Montpellier met à disposition de l'association d'une part, **le Centre Rabelais** et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année du Festival d'une valeur de 36 400 euros. L'emplacement privilégié et la superficie de ces locaux de 330 m<sup>2</sup> sur trois étages constituent un atout pour le fonctionnement et la visibilité du festival. Leur accès est de premier ordre : à huit minutes de l'aéroport, proche de la gare, desservi par deux lignes de tramway et par le réseau des bus de la ville. Ces mises à disposition gratuites constituent des aides en nature valorisables.

Considérant ainsi que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier propose d'attribuer à l'association Festival du Cinéma méditerranéen une subvention de 260 000 euros pour le fonctionnement du festival dont 2 000 euros pour le prix jeune public et 1 000 euros pour les projections Hors les murs ; de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

### Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et budget prévisionnel 2012

charges			produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	569 168	852 907	Produits d'exploitation	180 948	199 500
Salaires et charges	330 798	369 317	Subventions globalisées	633 900	993 527

			<i>Etat</i>	95 000	112 500
			<i>Région</i>	70 000	76 000
			<i>Ville Mtp</i>	14 000	289 877
			<i>Conseil Gén.</i>	4 900	4 900
			<i>Agglomération</i>	400 000	460 250
			<i>Fonds Européens</i>	50 000	50 000
			Mécénat	37 000	
			Reprises sur provisions	24 628	29 197
Charges financières	147		Produits financiers	392	
Charges exceptionnelles	0		Produits exceptionnels	1 637	
<b>Total</b>	<b>900 113</b>	<b>1 222 224</b>	<b>Total</b>	<b>878 505</b>	<b>1 222 224</b>
<b>Pertes d'exploitation</b>	<b>21 608</b>				

Tableau d'attribution

Code	Nom association	F/M	Montant
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	F	260 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **260 000 €** ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Philippe SAUREL :** Il s'agit de passer une convention de 260 000 € représentant l'aide que nous fournissons, à la fois en termes de subventions qui correspondent aux jours de location du Corum mais aussi en termes de logistique. En effet, nous prêtons différents lieux de la ville pour réaliser ce festival. D'autres collectivités y participent d'ailleurs. Je crois que la conférence de presse aura lieu d'ici une dizaine de jours. Je l'ai reçue tout à l'heure mais je n'ai pas eu le temps de le regarder précisément.

**Francis VIGUIE :** Je considère que le festival du cinéma méditerranéen est une très bonne initiative. Mais puisque nous avons les comptes, je vois que la ville de Montpellier est passée entre 2010 et 2012 de 14 000 € à 289 877 €.

**Philippe SAUREL :** Le montant de la subvention correspond à la location du Corum qui a été valorisée. Préalablement, la location de ce bâtiment n'était pas valorisée dans la subvention.

**Francis VIGUIE :** D'accord. En dehors de cela, il y a un deuxième aspect dont j'aimerais parler, compte tenu que ce festival est largement subventionné par des subventions publiques. Je vois que les tarifs ont augmenté. Ainsi, le prix du billet est passé à 7 €. Je vous rappelle qu'à Montpellier, il y a un cinéma où les billets sont à 5 €. La deuxième chose est l'augmentation de l'abonnement étudiant ainsi que l'abonnement en tant que tel et même le billet RSA. Ce sont des choses qui peuvent se discuter, en tout cas lorsqu'il y a un niveau de subventions publiques comme celui-là. Cela mérite que nous prenions en compte la culture comme un véritable besoin, un

véritable choix, une véritable possibilité. Alors que par exemple, en ce qui concerne l'abonnement étudiant, il n'a pas bougé entre 2008 et 2011. Là, il passe de 35 à 38 €.

**Philippe SAUREL :** Je vous propose, M. VIGUIE, de faire part de votre remarque au Conseil d'administration du cinéma méditerranéen.

Pour : 51  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

## **19. Attribution d'une subvention à l'association Choeurs des Chorégiens Exercice 2012**

**Philippe SAUREL :**

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Choeurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Un lieu qui a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux chœurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

La Ville de Montpellier compte aujourd'hui près de 40 chorales, comptant 2 250 adhérents. Si cet art se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de chœurs est professionnel, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Si elles fonctionnent essentiellement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent, la Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les individus, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, la ville a déjà attribué 31 500 € à 18 chorales lors du conseil municipal du 26 mars. Dans cette continuité il est proposé d'attribuer à l'association Chœur des Chorégiens, qui a dû déposer son dossier après les délais fixés, une subvention de 2 500 €.

Code association	Nom association	Nature	Montant accordé
465	Chœur des Chorégiens	F	2 500 €
<b>Total</b>			<b>2 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation de cette subvention telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettres d'engagement ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation citée ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 2 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Pour : 51  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

## **20. Théâtre Jean Vilar, programmation 2012-2013 - Demandes de subventions**

### **Philippe SAUREL :**

Depuis le 1er janvier 2011, le théâtre Jean Vilar est un service municipal, rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Les spectacles, projets et activités proposées par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public mais également des scolaires et des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou des associations. Il convient donc d'autoriser le dépôt des demandes de subventions au titre de la programmation 2012-2013.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser le dépôt de demandes de subvention le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

Mme DANAN entre en séance.  
M. VIGUIE sort de séance.

-----

## **21. La Panacée art et culture contemporaine**

### **Résidences d'artistes - Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)**

#### **Philippe SAUREL :**

La Panacée, lieu d'art et de création qui ouvrira au printemps 2013, souhaite montrer les pratiques artistiques contemporaines dans toute leur diversité et favoriser le décloisonnement entre les disciplines, dans le contexte actuel de mutation des pratiques culturelles. Les champs d'action sont les arts visuels, les écritures contemporaines et le numérique.

Dans cette optique, la Panacée intègre des espaces d'expositions, des studios-résidences et des ateliers de production pour les artistes, auteurs et chercheurs.

La Panacée accueillera ainsi l'artiste Teri Rueb sur de courtes périodes entre octobre 2012 et juin 2013.

Cette résidence peut être subventionnée par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) dans la mesure où celle-ci a pour objectif de donner à l'artiste Teri Rueb les conditions techniques et financières, pour

concevoir, écrire, achever, produire une œuvre nouvelle ou pour préparer et conduire un travail original, et dans un second temps de développer des actions de rencontre avec les publics de nature à présenter les éléments du processus de création lors de l'élaboration de l'œuvre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) pour l'accueil en résidence de création au sein de la Panacée de l'artiste Teri Rueb ;
- De dire que la dépense correspondant à ces résidences sera imputée sur le budget de la ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Philippe SAUREL :** La Panacée est le centre d'art contemporain de Montpellier lié aux arts numériques et aux nouvelles écritures. Nous avons reçu, pas plus tard qu'il y a une semaine, M. Pierre OUDART, responsable des arts plastiques au ministère de la Culture, Mme ASTESANO, directrice de la DCP, M. NYSSSEN, nos partenaires, ainsi que la DRAC Languedoc-Roussillon qui nous aide beaucoup. Nous avons visité l'ensemble de la structure, accompagnés du directeur Franck BAUCHARD. Pierre OUDART représentant le ministère, et Aurélie FILIPPETTI ministre de la Culture, nous a assurés de son œil bienveillant. Au travers des courriers que nous avons reçus et que vous allez adresser à la ministre, Mme le Maire, nous espérons être entendus sur ce projet unique en France et qui mérite très largement l'aide que nous sollicitons auprès du ministère. Dans ce courrier, vous avez demandé un rendez-vous avec la ministre pour lui expliquer cela de vive voix à Paris car il s'agit d'un projet extrêmement moderne à cheval sur plusieurs compétences du ministère. C'est la raison pour laquelle nous devons l'expliquer de façon très précise afin d'obtenir le maximum pour la ville.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **22. Cinema Nestor Burma - Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous, dispositif Ecole et Cinéma**

**Philippe SAUREL :**

Pour la troisième année consécutive, la Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention liant le cinéma municipal Nestor Burma au dispositif « Ecole et Cinéma ».

Ce dispositif, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 17 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 15 ans l'association « Les Chiens Andalous » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Images et Son – CRIS, coordinateur Education Nationale, implanté à l'Ecole Georges Simenon, dans le quartier Mas Devon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les écoles et les enseignants, l'Inspection Académique, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon ainsi que les services municipaux des villes. Il concerne près de 9000 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 2000 sur la ville de Montpellier.

Alors qu'au cours de l'année 2009-2010 seulement 57 élèves ont pu participer à ces 3 séances annuelles, ils ont été 220 à en bénéficier au cours de l'année 2010-2011 et 780 en 2011-2012 (9 écoles, 36 classes).

Fort de ce succès, le Cinéma Nestor Burma souhaite renouveler pour l'année 2012-2013 la convention avec le coordinateur départemental, de façon à pérenniser ce dispositif d'éducation à l'image.

La convention avec l'association les Chiens Andalous prévoit un tarif de 2.50 € pour chaque enfant, ainsi que le principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

**Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention jointe en annexe ;
- D'entériner le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **23. Attributions de subventions à des projets et structures - Exercice 2012**

### **Philippe SAUREL :**

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers...) ou temps forts (expositions, festivals...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants :

Projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen de demandes en cours d'instruction, il est proposé l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de **4 000** euros au titre de l'exercice 2012.

Tableau d'attribution :

N° code	Association	Nature	Montant
5593	Cour et Jardin	M	1 000 €

1733	Atout Clown	F	1 000 €
5398	Melting Pot Music	F	1 000 €
1879	Académie des Sciences et des Lettres	M	1 000 €
		<b>TOTAL</b>	<b>4 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de **4 000 €**.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **24. Centre d'art contemporain la Panacée - Autorisation de signer l'avenant n°3 au lot 3 – Bardage-Menuiserie aluminium (marché n°9M19016C)**

**Philippe SAUREL :**

Par délibération en date du 5 octobre 2009, la Ville a attribué le lot 3 – Bardage Menuiserie aluminium à l'entreprise ERI pour un montant total de 661 251,00 € HT.

Par délibération en date du 8 novembre 2010, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 3 – Bardage Menuiserie aluminium pour un montant de 10 884,00 € HT, soit une augmentation de 1,65 % par rapport au marché initial.

Par délibération en date du 29 mai 2012, la Ville a autorisé par avenant la cession du contrat de la société ERI à la société BOISSON.

Afin de finaliser les ouvrages liés au système de sécurité incendie et suite à des demandes du bureau de contrôle en cours de chantier, il a été nécessaire d'adapter certains ouvrages objet du marché notamment la construction d'une ossature métallique stable au feu pour les portes de recouvrement des zones de désenfumage et la création d'entrées d'air en partie basse des quatre façades de la cour intérieure.

Le montant de la plus-value relative à ces prestations s'élève à 25 045,00 € HT.

Le montant final de l'avenant est donc ramené à 25 045,00 € HT soit une augmentation de 5,43% du marché initial.

**Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 11 septembre 2012, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avenant n°3 au marché de l'entreprise BOISSON, lot Bardage Menuiserie aluminium, pour un montant de 25 045,00 € HT
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 903.

Pour : 51  
 Contre : /  
 Abstention : /  
 Adopté à l'unanimité.

-----

## 25. MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

### Christian BOUILLE :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. ou Mme Claude BRUNEL, 5 rue du Général Maurin (parties communes)	2.772,00 €
Synd copro Verrerie, syndic bénévole M. TEYSSÉDOU, 16 rue de la Verrerie (parties communes)	4.000,00 €
Copropriété 17 av Clemenceau chez Ecusson Immobilier (parties communes)	4.000,00 €
<b>Total :</b>	<b>10.772,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 10.772,00 € correspondant à aux immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51  
 Contre : /  
 Abstention : /  
 Adopté à l'unanimité.

-----

-----

## 26. Quartier des Cévennes - Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriété Cévennes 1 - Attribution de subventions parties privatives

### Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame <b>BARAOU</b>	Monsieur et Madame <b>ABOUNIDA</b>	Madame <b>ROUX</b>
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et chauffage	Electricité et double vitrage	Double vitrage
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment I	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment M
Dépense subventionnable	2143,00€	5021,24€	2190,00€
Subvention Ville	214,00€	502,00€	110,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'attribuer une subvention de 214,00€ à Monsieur et Madame BARAOU, une subvention de 502,00€ à Monsieur et Madame ABOUNIDA et une subvention de 110,00€ à Madame ROUX ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 2313/numéro de ligne 16 039) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Christian BOUILLE :** Il s'agit bien sûr d'attribuer des subventions à hauteur de 10 % en ce qui concerne la ville. Le problème que nous rencontrons malheureusement c'est que les financements qui étaient assurés par l'ANAH et ensuite par la Communauté d'agglomération deviennent évanescents jusqu'à disparaître. Tout à l'heure, nous parlions de la situation que nous avons rencontrée et qui nous a entraînés à faire un vœu pour éviter un chômage latent. Ici, l'objectif visé est de supprimer le Crédit Immobilier de France qui est un outil qui, depuis 1906, a toujours trouvé des solutions pertinentes pour les personnes en difficulté pouvant prétendre à l'accès à la propriété. Les SACICAP sont des Sociétés Anonymes Collectives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété. Dans un premier temps, en ce qui nous concerne, la solution était la Caisse des Dépôts et Consignations. Celle-ci a tapé en touche et a été reliée par les SACICAP. Ces dernières, ce n'est pas un vain mot, ramènent quand même de l'argent. Ainsi, de 2008 à 2012, sur la ville, cela représente plus de 6 M€ qui ont été injectés. Pour l'un des bâtiments des Cévennes, le bâtiment Ispagnac, c'est 1,2 M€ qui allait être mis sur la table. Malheureusement, la décision qui a été prise de supprimer le Crédit Immobilier a engendré une réaction unanime. Nous avons eu la FDI et SACICAP avec son président Yvon PELLET de Saint-Geniès-des-Mourgues, il y avait également M. Dominique GUERIN qui nous a sollicités. Mme le Maire a remis une lettre très circonstanciée à M. MOSCOVICI. En outre, il y a eu une mobilisation et nos 9 élus ont là, une belle occasion de se faire entendre, de défendre un dispositif indispensable pour maintenir le logement social pour les plus défavorisés. C'est une politique de gauche et nous ne pouvons pas concevoir que ceux qui pratiquent cette politique aient des manœuvres que je condamne. Il n'est pas possible de faire tout et son contraire. Les choses sont bien engagées. Y parviendrons-nous ? Nous ferons tout pour cela. La vie est un combat permanent et nous sommes là pour combattre.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **27. Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier - Avenant n°1 à la convention Région Languedoc Roussillon – Ville de Montpellier**

**Christian BOUILLE :**

En date du 23 avril 2007, la Région Languedoc Roussillon et la Ville de Montpellier ont signé une convention par laquelle le Conseil régional apporte son soutien financier au Projet de Rénovation Urbaine (PRU) de Montpellier à hauteur de 6 138 836 euros pour la période 2005-2013.

L'engagement de la Région Languedoc Roussillon porte sur la construction et la réhabilitation des logements sociaux sur les trois quartiers figurant dans le PRU : la Mosson (Paillade - Hauts de Massane), le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola). Il permet aux bailleurs sociaux de bénéficier, pour chaque opération de construction ou de réhabilitation de logement, de la subvention régionale forfaitaire.

Le programme de réhabilitation et de construction de logements sociaux du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier ayant connu des évolutions au cours des dernières années s'agissant tant du nombre de logements reconstruits ou réhabilités, de la désignation des opérateurs sociaux que de la nature des interventions, il s'avère nécessaire d'actualiser cette convention, de manière à la mettre en cohérence avec le programme aujourd'hui en vigueur.



Le montant forfaitaire versé par la Région pour chaque logement construit ou réhabilité reste identique à celui prévu dans la convention initiale.

L'enveloppe globale de la participation régionale au Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier s'élève désormais à 5 065 860 euros. Le détail du programme de financement et les montants figurent en annexe de la convention modifiée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention Région Languedoc Roussillon – Ville de Montpellier portant sur le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier jointe à la présente délibération et son annexe financière modificative,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°1 à la convention et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Ne prend pas part au vote : Mme LE VAN

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mme LABROUSSE, MM. VIGUIE et SAUREL rentrent en séance.  
Mme BENOUARGHA-JAFFIOL sort de séance.  
-----

## **28. Quartier Montpellier Centre - Reconstruction Salle de Boxe FARRE**

### **Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subventions**

**Richard MAILHE :**

La Ville de Montpellier dans le cadre de sa politique sportive et pour répondre aux objectifs de la mission Grand Cœur, a souhaité reconstruire la salle de boxe Jean FARRE, détruite par un incendie, en la déplaçant pour valoriser les espaces de vie du cœur de quartier.

Le long de la rue du Mas de Merle, en continuité du Gymnase Ramel, cet équipement répondra à plusieurs objectifs dont l'ouverture vers des activités susceptibles d'attirer les jeunes et les parents autour de pratiques diversifiées.

Par décision n° 2012/0242 du 19 juin 2012, la Ville de Montpellier a attribué le marché pour la maîtrise d'œuvre passé selon une procédure adaptée au cabinet d'architecture Atelier 5 – Daniel Delgado.

Ce nouvel équipement d'une surface totale d'environ 250 m<sup>2</sup> permettra à l'association Boxing Club de Figuerolles de mettre en œuvre le projet de la Ville et comprendra :

- une salle de 180 m<sup>2</sup> comprenant un espace cardio, un espace musculation, et un espace boxe équipé d'un ring ;
- des sacs de boxe disposés autour de la salle,
- des tapis au sol,
- des vestiaires ouverts pour accueillir tous les publics ;
- un bureau.

L'enveloppe financière de cette opération, inscrite au budget de la Ville - nature 2313, fonction 904 - est fixée à 600 000 € T.T.C, comprenant les travaux et l'achat de matériel d'équipement de la salle pour 50 000 €. Par



ailleurs, la Ville doit percevoir une indemnité d'assurance liée au sinistre de l'ordre de 300 000 € ainsi qu'une subvention ANRU.

Les travaux seront réalisés de mars à août 2013 et permettront une ouverture de l'installation courant septembre 2013.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter le projet de reconstruction de la salle de boxe Jean FARRE ;
- d'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment l'ANRU;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette opération.

**Hélène MANDROUX :** En accord avec l'association, il s'agit d'une amélioration au niveau des dimensions, mais en plus, il y a un déplacement. C'est-à-dire que cela crée un pôle de centralité autour de cette nouvelle salle de boxe, dans un quartier qui en a bien besoin.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

M. H. MARTIN sort de séance.

-----

-----

## **29. Activités de Gymnastique - Convention de service - Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale**

**Richard MAILHE :**

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 46 500 € (salaires et mises à disposition de salles.

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2012-2013;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 46 500 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Christiane FOURTEAU :** Il est vrai que cette convention permet aux seniors de la ville de Montpellier – il convient qu'ils soient domiciliés à Montpellier et aient au moins 60 ans ou une carte d'invalidité - d'avoir des activités physiques et cela les aide également à garder un lien social dans les quartiers puisque ces activités ont lieu dans les Maisons pour Tous ou dans les salles municipales.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

### **30. Maisons pour tous de la Ville de Montpellier - Mise à disposition de salle à titre gratuit**

**Sophie BONIFACE PASCAL :**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, vous avez validé lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 48 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 11 170 €.

Les associations concernées sont : Compagnie des Sherpas, Loum'art, Compagnie Ribosome, A Tout Théâtre, Miss'Terre, L'Aventurine, Athome, Axe Sport, En Corps, Le Moovenement, Arpege, Ker Kréol, Art Mouvement et Culture, Comider, Restos du cœur, GFEN, Association A4, ARS, AVEC, Malampia, MLJAM, AEDE BG, Ecole des Parents et des Educateurs, Lieux Ressources, ADH , AMIS, APS 34, Cité Citoyenne, Jasmin d'Orient, Les Compagnons bâtisseurs, RIRE, Association des Assistantes Maternelles, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Pathwork à tout cœur, Manish Art, Association Aural, Association Info Net service, Association Raiponce, Association Aparsa, L'Autre théâtre, D'un Monde à l'autre, La Draille colorée, Association Approches, Association Tango passage, Association Double Croche, Association Echo de L'Arche, Association Tutélaire de Gestion, Enfance et famille d'adoption

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 33 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7 150 €.

Les associations concernées sont : Comité de quartier du Millénaire, Les Blouses Roses, Les danseurs du Nil, Comité de Quartier Cévennes et Environs, Comité de Quartier St Clément, SERM, GIPDSUA, AVEC, APS 34, COFSEC, ACLE, ASCEVE, AURAL, ACBK, CEVEN, Compagnons Bâtisseurs, Face Hérault, GEM, Comité de quartier des Hauts de Massane, Comité de quartier A l'Ecoute Saint Martin, Tiens bon la Barre, boutique de gestion Cité Lab', MLJAM, CLCV, Cie Intermezzo, Equilibri's, Ticonodo, Crèche Rimbambelle, De l'art et du carton, handic'art, Comité des œuvres sociales des ACM, Gymnsatique volontaire section La Martelle, Comité de quartier Rocamble Ouest

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mme MIRAOU, M. THINES et BOUILLE sortent de séance.  
-----

### **31. Engagement dans la démarche Cit'ergie –Approbation de l'appel à candidature ADEME pour sa mise en oeuvre**

#### **Frédéric TSITSONIS :**

Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en œuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités. Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée depuis près de 5 ans par l'Agence Locale de l'Energie de Montpellier créée à l'initiative de la Ville.

A l'échelle européenne, le rôle des villes et agglomérations dans la lutte contre le changement climatique est aujourd'hui de plus en plus reconnu. La Ville de Montpellier s'est inscrit dans la dynamique européenne de

lutte contre le changement climatique en s'associant à 2 initiatives européennes lancées en 2007 et 2008, visant à concrétiser l'engagement des autorités urbaines dans l'objectif de réduction par un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 : la déclaration d'Eurocities sur le changement climatique et le Pacte des Maires. Ces deux initiatives permettent à la Ville de Montpellier d'être identifiée par la Commission européenne comme une ville pionnière.

Par ailleurs, la loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 », prévoit l'adoption de Plans Climat Energie Territoriaux avant le 31 décembre 2012.

La Ville de Montpellier en coordination avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'autres communes de l'agglomération intéressées, s'est engagée dans une démarche intégrée d'élaboration de son propre Plan Climat Energie Territorial (PCET) afin de mettre en œuvre, au niveau local, les objectifs, dits des « 3 fois 20 », du paquet climat-énergie adopté en mars 2007 par le Conseil Européen ; à savoir, d'ici 2020 :

- de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990,
- de réduire de 20% la consommation d'énergie,
- d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation finale.

Ce plan est en cours de réalisation. Il définira à l'échéance de la fin de l'année 2012, ou au début de l'année 2013, et en fonction des champs de compétences respectifs de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

1. les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter ;
2. le programme des actions à réaliser afin, notamment, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de gaz à effet de serre, conformément aux objectifs nationaux qui prévoient une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;
3. un dispositif de suivi et d'évaluation pouvant intégrer des indicateurs de type « baromètre climat ».

Depuis 2011, dans le cadre du décret n° **2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales**, la ville a rédigé son premier rapport faisant état de la situation de la collectivité en matière de développement durable. Ce rapport est présenté par l'exécutif de la collectivité préalablement aux débats sur le projet de budget. Le décret en précise la structure. Le rapport prend en compte les cinq finalités du développement durable mentionnées au III de l'article L. 110-1 du code de l'environnement. Il comporte deux parties : l'une relative au bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ; l'autre relative au bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire. Ces bilans comportent, en outre, une analyse des modes d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes menés par la collectivité, analyse qui peut être élaborée à partir du « cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable et agendas 21 locaux ».

### **Le label Cit'ergie**

La ville de Montpellier souhaite s'engager à présent dans la démarche Cit'ergie : le processus de labellisation Cit'ergie constitue un atout pour notre collectivité qui s'est engagée dans un Plan Climat Energie Territorial (PCET) et a signé la Convention des Maires.

Le Label Cit'ergie est un véritable guide méthodologique destiné à l'amélioration continue de la politique énergétique des collectivités, le processus du label se conduit en quatre étapes avec l'appui d'un conseiller Cit'ergie accrédité par l'ADEME :

- 1- Faire un état des lieux sur la base d'un catalogue standardisé de 79 actions,
- 2- Valider un programme pluriannuel de politique énergie- climat,
- 3- Réaliser un audit externe en vue de la demande de labellisation,
- 4- Mettre en œuvre et évaluer chaque année.

Tous les quatre ans, le label est remis en question : la collectivité entre alors dans un processus assorti d'un

audit.

L'appel à candidature ADEME LR Cit'ergie est à remettre avant le 5 octobre 2012.

L'objectif de cet appel à candidature est de sélectionner jusqu'à 8 collectivités volontaires pour obtenir le label Cit'ergie et susceptibles de faire rapidement référence au niveau régional.

La réussite du processus Cit'ergie, dépend notamment :

- du portage politique du projet, de l'implication des élus locaux,
- de la capacité à animer les actions, en transversalité entre les différents services,
- de la mobilisation à la fois interne à la structure (organisation et moyens humains mobilisés) et des partenariats déjà noués sur ce sujet entre la collectivité candidate et les acteurs du territoire (acteurs économiques, autres collectivités, grand public...), la capacité de la collectivité à mener un projet en concertation.

#### Accompagnement financier de l'ADEME:

Les collectivités lauréates bénéficieront d'une aide financière de l'ADEME de 50% du montant HT des dépenses liées au processus de labellisation, dépenses plafonnées à 75000 euros.

Les dépenses éligibles sont le coût de l'accompagnement du conseiller Cit'ergie pendant 4 ans, ainsi que le coût du premier audit de labellisation, soit environ 50 000 euros sur 4 ans.

#### **En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver le principe du lancement de la démarche Cit'ergie sur le territoire de la Ville de Montpellier
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment les demandes de subventions les plus larges possibles.

**Frédéric TSITSONIS :** Il s'agit d'une délibération importante qui me tient à cœur parce que le label Cit'ergie est une action de l'ADEME qui permet aux collectivités de contribuer activement à améliorer leur politique en matière d'énergie, en cohérence avec les objectifs climatiques. Vous me direz que nous le faisons déjà très bien, mais avec Cit'ergie nous irons encore plus loin car nous aurons un label national, voire européen car il se calque également sur des logiques européennes. À l'issue d'un audit réalisé sur 79 actions organisées par la ville, à la fois sur ses compétences propres mais aussi en lien avec l'extérieur, par exemple comment inciter les citoyens, comment travailler avec les entreprises, etc... Ce label durera 4 ans, après un état des lieux sur la base du catalogue des 79 actions, il y aura la validation d'un programme pluriannuel et un audit externe. Ce qui est intéressant dans cette démarche c'est que tous les services de la ville seront concernés. Une logique d'exemplarité naîtra donc de tout cela. Cela nous permettra ensuite d'être encore plus convaincants lorsque nous mettrons en place des politiques énergétiques sur le territoire. Il s'agit donc d'un appel à projet, huit collectivités seront reçues. L'Agglo, de son côté, fait la même démarche. J'étais cet après-midi à un atelier du Plan Climat Energie Territorial en lien avec la ville agglo et les autres communes de l'agglomération qui le souhaitaient. Il y avait 70 agents de toutes les collectivités et notamment Yannick TONDUT qui était là pour la ville. Il est important de préciser que les agents des collectivités sont très motivés sur ces questions, cette force de proposition, en termes de motivations supplémentaires, de réflexions et d'idées toujours novatrices pour aller dans le sens de moins d'énergie, moins de consommation. La transition énergétique représente des actions et notre devenir aujourd'hui et demain. Commençons donc par les collectivités et la démarche Cit'ergie nous y aidera.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

Mmes DE LA GRANGE et MIRAOU, MM. H. MARTIN et THINES rentrent en séance.  
M. SAUREL sort de séance.

## **32. Gestion immobilière et technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente**

### **Frédéric TSITSONIS :**

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché de gestion immobilière et technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente.

Pour réaliser ce marché, il a été publié le 23 juillet 2012 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3<sup>e</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

La gestion immobilière fera l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché sans minimum, ni maximum.

La gestion technique sera rémunérée par un prix global et forfaitaire.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 18 septembre 2012, a décidé d'attribuer à l'entreprise ICADE Property Management le marché en question.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 18 septembre 2012 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits aux budgets 2012 et 2013 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Anne Rose LE VAN :** Dans cette délibération, nous avons l'impression que rien n'a été prévu dans le bâtiment de l'ancienne mairie car il est vide depuis plusieurs mois. Vous choisissez une entreprise pour vous aider à le remplir, ICADE PROPERTY MANAGEMENT. Je suis étonnée que la mairie ne puisse pas elle-même effectuer cette mission. Cela signifie-t-il que cette mission ne sera pas de service public ? Si je ne me trompe pas, le groupe ICADE gère le centre commercial Odysseum. C'est donc plutôt une entreprise qui gère des missions privées. Qu'en sera-t-il de l'utilisation du site par des associations, ce qui avait été prévu durant un moment ? J'ai compris que l'ancienne salle des rencontres servira à accueillir des manifestations. Les autres salles seront-elles mises à disposition ? À Montpellier, les associations se plaignent de manquer de salles et nous nous en rendons compte à chaque fois que nous voulons organiser une manifestation. C'est en effet compliqué de trouver une salle correspondant à ce que nous recherchons et localisée où nous le souhaitons. Il y a donc un manque de salles et les prêts se font au compte-gouttes. Je regrette que le projet de réutilisation de l'ancienne mairie se fasse seulement entre la mairie et ICADE, sans concertation avec les Montpelliérains, comme c'est souvent le cas des projets ici.

**Hélène MANDROUX :** Je crois, Mme LE VAN, que vous avez raté une étape.

**Frédéric TSITSONIS :** Il ne s'agit pas du tout de ce que vous croyez. C'est un mandat de gestion immobilière et technique. C'est-à-dire qu'ICADE PROPERTY MANAGEMENT est un gestionnaire immobilier qui nous accompagnera dans les mandats de gestion et de location que nous ferons par rapport aux entreprises ou au secteur associatif, en tout cas les acteurs qui souhaiteront louer les plateaux que nous mettrons à disposition. Que ce soit clair, nous sommes dans une logique - vous en conviendrez avec moi - de ne pas gaspiller l'argent des contribuables montpelliérains. Quel est l'enjeu aujourd'hui de cet ancien hôtel de ville ? Nous sommes dans une situation qui n'est pas forcément évidente en termes de visibilité sur le devenir de ce plateau, ainsi que celui

du quartier avec le Polygone à côté et un ensemble d'éléments. Ainsi, une ZAC est projetée depuis un moment. Aujourd'hui, nous avons a priori, une visibilité entre 5 et 7 ans durant lesquels il ne se passera pas forcément quelque chose. Notre responsabilité, dans le cadre de la gestion active du patrimoine, est de se dire : comment faisons-nous vivre ce bâtiment afin qu'il ne nous coûte pas d'argent et qu'il ait une utilité et un rôle économique ? C'est donc toute la question de cette délibération. Aujourd'hui, ICADE – cela aurait pu être n'importe qui d'autre – accompagnera la transition. Nous ne sommes pas une collectivité locale et ce n'est pas une agence immobilière. Lorsque le droit de préemption nous permet d'acheter des propriétés dans le cadre de la planification foncière de la ville, nous ne laissons pas ces biens mourir de leur belle mort mais essayons de les louer. Mais nous ne sommes pas une agence immobilière. Nous passerons donc par un prestataire qui louera ces biens et qui permettra à la collectivité de rentrer de l'argent afin que le bien ne puisse pas être complètement inutilisé et inutilisable. C'est cela la bonne gestion du patrimoine. C'est ce que nous faisons avec ce projet en attendant d'avoir la visibilité sur le devenir du site. Cela nous permettra de ne pas détruire totalement l'ancienne mairie aujourd'hui et de valoriser l'existant en le louant. Cet acteur nous aide à le faire comme il le fait pour d'autres biens.

**Jacques DOMERGUE :** Si je comprends bien, il s'agit d'un projet anti insalubrité. M. TSITSONIS nous dit que vous êtes soucieux du devenir des deniers publics. C'est une bonne remarque. Mettez-vous dans la situation où vous feriez cela pour vous-même, c'est-à-dire si vous deviez changer de maison. Ici, nous sommes dans la maison du peuple. Le peuple a changé de maison. Il a construit une maison neuve et il devait vendre, théoriquement, son ancienne maison. Si nous raisonnions en tant qu'individu, nous devrions nous soucier du devenir de notre propre bien avant d'investir dans une nouvelle maison, à moins d'être excessivement riche et peut-être que la mairie de Montpellier est dans cette situation.

Je reviens sur tous les projets dont nous avons entendu parler. Un projet de tour écolo qui venait des Verts. Lorsqu'ils étaient en passe de rentrer dans la municipalité, ils voulaient construire une tour dans laquelle nous aurions tout fait : les enfants, le travail, l'école, les commerces. Nous n'aurions pas quitté la tour. La deuxième étape fut dans le cadre de la ZAC Pagézy avec le projet Polygone. On nous a affirmé : « Ne vous inquiétez pas, la mairie ne coûtera pas cher parce que nous la vendrons au Polygone ». Ce fut même chiffré. Puis, Mme MANDROUX nous a dit que cela ne marcherait pas et que ce serait un incubateur d'entreprises. L'incubation sera longue. Ensuite, Philippe SAUREL, nouvellement installé comme adjoint à la culture, avait fait part de son souhait de créer un espace dédié à l'art moderne. Je n'ai pas rêvé. A titre anti insalubrité, vous avez essayé de louer les locaux pour y faire des tournages. Dites-nous maintenant ce qu'il en est réellement. S'il n'y a pas de projet, il convient de nous en informer. S'il n'y en a pas, nous avons dépensé 150 M€ pour la mairie et nous ne savons quoi faire du reste. Les Montpelliérains doivent le savoir. Si la presse est là, j'aimerais qu'elle le signifie. Nous ne savons pas ce que nous ferons de l'ancien bâtiment de la mairie mais nous avons dépensé beaucoup d'argent pour la nouvelle. Il convient d'y voir clair. Dans les temps difficiles que nous connaissons, il est urgent d'avoir un projet pour ce site.

**Frédéric TSITSONIS :** M. DOMERGUE, n'inversez pas la problématique. Nous n'avons pas quitté la mairie parce qu'il y avait un projet. Nous avons dû la quitter car elle n'était plus viable en termes de performances et en termes d'optimisation pour les agents. Ce projet était très ancien. Une fois que nous avons quitté cette mairie, il y avait un projet dessus. Je laisserai mon collègue Michaël en parler car je gère la problématique de la mairie mais il y a beaucoup de choses qui dépendent de la problématique urbanistique. Cela dit, ne vous inquiétez pas, projets il y aura. Si nous considérons les projets que vous avez égrenés sur toute la ville en pensant faire ceci ou cela, depuis 15 ans, nous en trouverons beaucoup que vous avez avancés. Donc, il y aura des projets mais en attendant, nous sommes dans une situation où la visibilité est absente. Ne nous accusez pas d'essayer, tant bien que mal, sur la partie mairie qui nous concerne, d'optimiser l'utilisation de ces salles.

**Michaël DELAFOSSE :** C'est donc ICADE qui aura le mandat de gestion. Il ne s'agit pas de faire un mauvais procès. L'actionnaire essentiel est la Caisse des Dépôts et Consignations, ce n'est pas un acteur qui jouera contre les intérêts des Montpelliérains. Le but est, de manière temporaire, d'optimiser ces locaux actuellement inoccupés et qu'il convient d'occuper pour de l'immobilier de bureau et un certain nombre d'activités. C'est la première échelle de temps. Ensuite, le temps d'urbanisme c'est le temps du projet. Nous avons un projet qui est complexe car il s'agit d'un problème de renouvellement urbain, de traiter un urbanisme de dalles. Nous pouvons rendre hommage à François DELMAS pour quelques sujets mais nous héritons de lui un nœud entre le centre historique et l'autre partie de la centralité, vers Antigone, tout le monde s'accorde à le dire. Nous avons des



engagements d'extension avec le Polygone, dans le cadre du protocole d'accord sur Odysseum. Donc, le projet de ZAC Pagézy a été décidé. Il s'agit d'un vaste projet de renouvellement urbain. Aujourd'hui, cet enjeu nécessite des discussions avec de très nombreux acteurs. Avec certains, les choses avancent, avec d'autres, c'est plus compliqué parce qu'il convient de se mettre d'accord sur un prix de départ. Il s'agit de négocier une opération d'aménagement qui soit efficace, dont l'objectif est bien de garantir un passage lisible et amélioré entre la place de la Comédie et la place du Nombre d'Or. Nous avons aussi étudié des opportunités de densité dont vous avez rappelé pour mémoire, le projet de tour qui consistait à travailler sur les hauteurs, au moins celles qui sont comparables au Triangle. Nous travaillons là-dessus, sauf qu'il y a des acteurs et certains demandent plus qu'il ne faut pour que cette opération d'aménagement se réalise.

Quel est notre intérêt ? C'est de faire que l'opération d'aménagement que nous souhaitons réaliser soit la moins coûteuse pour le contribuable montpelliérain. Une fois que ces données seront réunies, une fois que le coût sera le plus modeste possible pour cette opération de renouvellement urbain, nous le ferons. Nous souhaiterions que ce soit le plus rapide possible. Le temps de l'urbanisme est un temps sur 4, 5, voire 7 ans. Je n'espère pas. D'autre part, nous devons aussi être attentifs à notre conjoncture macroéconomique au niveau national en ce qui concerne l'immobilier. Pour réaliser cette opération, il serait nécessaire que l'immobilier de bureau soit dynamique, etc. Aujourd'hui, il est vrai que dans cette conjoncture, Montpellier résiste mieux à la crise que d'autres territoires où beaucoup de projets s'arrêtent. Nous en avons encore pas mal et avant d'en lancer un, il convient d'une part de trouver un accord avec l'ensemble des acteurs et ils sont nombreux : il y a l'hôtel, le centre commercial et tout un tas d'opérateurs. D'autre part, nous devons veiller à ce que l'équilibre de l'opération d'aménagement soit la moins coûteuse possible parce que les finances publiques ne sont pas aussi florissantes qu'elles ont pu l'être dans les années quatre-vingt-dix. Nous devons donc veiller à avoir une opération d'aménagement la moins déséquilibrée possible. Pour être honnête, elle le sera quand même un peu car c'est du renouvellement urbain et aucun renouvellement urbain d'urbanisme de dalles ne s'est fait, hélas, avec ce principe que les excédents sont reversés à la collectivité. Cela coûte toujours un peu. Pour finir, nous devons également être attentifs à la conjoncture. Nos collègues de Lyon qui mènent ce type d'opérations de renouvellement urbain reconnaissent aujourd'hui que la conjoncture n'est pas forcément favorable. Notre détermination, celle du Maire et de l'ensemble de la majorité est totale pour voir disparaître ce qui est un blocage entre la centralité dite « historique » et la nouvelle centralité. La ZAC Pagézy est prête mais nous essayons de réunir tout cela. J'espère d'ailleurs que vous partagez cet objectif de voir disparaître cette erreur d'urbanisme des années soixante-dix qui nous peine tant en termes d'insécurité et passage de l'Horloge, sous l'ancien hôtel de ville, et qui fait une qualité de l'espace public complètement dégradée et indigne de ce que nous voulons offrir à Montpellier. Le cap est là et nous gérons la temporalité de l'immédiat. Frédéric TSITSONIS, en bon gestionnaire du patrimoine qu'il est, confie un mandat de dépôt pour tenter d'optimiser ces locaux. Mais le projet d'aménagement existe toujours et lorsque les conditions seront réunies, nous serons heureux de vous faire voter le concours d'architectes urbanistes pour mener cette opération.

**Hélène MANDROUX :** Le souci que nous avons, puisque vous avez posé la question, est le suivant : nous avons effectivement une vue sur le long terme, c'est-à-dire l'aménagement de cette ZAC Pagézy pour réparer cette erreur d'urbanisme. Pour aller de la Comédie à Antigone, nous sommes obligés de passer par les Galeries Lafayette. C'est aberrant. Aujourd'hui, nous allons donc ouvrir le passage qui nous permettra d'aller du Polygone vers le Corum, l'ancien passage de la mairie. Vous aurez donc l'ex salle polyvalente qu'aujourd'hui nous appelons « salle Pagézy » qui pourra être offerte aux associations et vous avez l'immeuble qui reste. Il est vrai que ce dernier, sur le long terme, disparaîtra dans le cadre d'un projet d'urbanisme qui permettra enfin que cet espace s'ouvre à une libre circulation entre tous les éléments de la ville. En attendant, M. TSITSONIS se charge d'occuper ce bâtiment car il s'agit de ne pas le laisser vide pendant 5 ans. Donc, bien évidemment, durant les 5 ou 6 ans à venir, le temps qu'il faudra pour mettre au point le projet d'urbanisme, ce bâtiment sera donc occupé. Et sur le long terme, le projet de la ZAC Pagézy continue.

**Marc DUFOUR :** Il ne s'agit pas d'alourdir les débats mais il y a quelques minutes, nous venons de nous accorder et d'une manière quasi unanime avec 2 abstentions sur la nécessité de se projeter dans l'avenir afin de savoir comment nous construisons une ville. La requalification de certains quartiers nécessite de prendre un peu de recul. Personne, aujourd'hui, sauf à être de parfaite mauvaise foi, ne peut contester le bien-fondé d'une ZAC comme celle de Pagézy qui permettra la fluidité, comme l'a très bien dit mon collègue Michaël DELAFOSSE. Fluidité entre deux quartiers forts que sont le centre-ville, la place de la Comédie et Antigone. Nous pourrions ainsi réorganiser tout ce quartier qui a été construit au fur et à mesure de la croissance de la ville sans une vue



globale comme celle que nous avons aujourd'hui en matière d'urbanisme et qui nécessite des acquisitions, de trouver des solutions, notamment pour l'hôtel qu'il conviendra de déplacer. Il convient de le dire car nous parlons d'urbanisme commercial et cela me concerne.

De la même façon qu'il faut un peu de respiration et pour arriver à avaler les opérations immobilières et de requalification urbaine les unes après les autres, je suis heureux d'avoir cette possibilité pour lancer des projets que nous n'avons pas les moyens de financer aujourd'hui. Il y a un projet fondamental qui me tient à cœur et qui occupera environ 1 000 m<sup>2</sup> de cette surface, il s'agit de la cité des métiers. Alors qu'aujourd'hui notre pays est frappé par une augmentation très importante du chômage avec la crise, et particulièrement notre région, il s'agit d'apporter une réponse à tous ceux qui sont restés sur le bord de la route en matière d'emploi. Qu'ils aient 20, 40 ou 60 ans, il convient de leur trouver une plate-forme commune où tous les acteurs qui œuvrent aujourd'hui pour la réinsertion professionnelle et pour la recherche d'emploi se trouvent présents. C'est une mise en connexion. Il n'y a actuellement aucun local de 1 000 m<sup>2</sup> en centre-ville pouvant offrir de suite des solutions à tous ceux qui ont des difficultés pour se déplacer, à tous ceux qui, de manière anonyme, pourront pousser cette porte afin de savoir ce qu'il en est. Si nous n'avions pas cette surface, je serai dans l'incapacité, début 2013, de lancer un tel projet. Je logerai dans les étages des associations comme le COMIDER, l'AFIJ, la Mission Locale, les Seniors au Boulot. Toutes les associations qui aujourd'hui sont disséminées dans différents endroits de la ville et dont les actions convergent pour apporter une solution sociale à l'un des problèmes les plus durs de notre existence. Non, ces locaux ne resteront pas vides. Il est heureux que nous ayons cette possibilité et que la ville ait cette réactivité afin de faire avancer des projets importants.

**Hélène MANDROUX :** Vous avez donc une partie de la réponse qui, je le pense, devrait vous satisfaire. Effectivement, nous avons encore eu cet après-midi une réunion de travail concernant cette cité des métiers. Nous vous en parlerons en temps et en heure.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : 2

Adopté à l'unanimité.

-----

### **33. Ancienne Mairie - Dénomination d'espace SALLE JULES PAGEZY Maire de Montpellier de 1852 à 1869**

**Frédéric TSITSONIS :**

Quittée par les services le 12 novembre 2011, l'ancienne mairie va réouvrir ses portes en novembre 2012, après des travaux de mise en sécurité et de réaménagement.

En particulier, l'ancienne salle des rencontres sera à nouveau mise à disposition des Montpelliérains pour y accueillir tous types de manifestations.

Il est proposé que cette grande salle de 700 m<sup>2</sup> prenne le nom de Jules PAGEZY, ancien Maire de Montpellier.

Nommé par Napoléon III le 22 septembre 1852, il a appliqué à Montpellier une politique d'urbanisme inspirée de celle du Baron Haussmann à Paris. On lui doit notamment les rues Foch, Saint Guilhem, de la Loge. Il fera percer la rue Maguelone entre la gare et la place de la Comédie.

Sénateur de 1873 à 1879, pendant la troisième République, il décèdera à Montpellier en 1882.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- de donner le nom de Jules PAGEZY à la grande salle de l'ancienne Mairie ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Mme BENOUARGHA-JAFFIOL rentre en séance.  
-----

### **34. Immeuble "Les Restaurants de l'Esplanade" Club Age d'Or Antonin Balmès Prorogation d'un an - Avenant n° 2 au bail de longue durée du 13 septembre 1993 - Ville de Montpellier / CCAS**

#### **Frédéric TSITSONIS :**

Par délibération du Conseil Municipal en date 28 mai 1993 et bail de longue durée du 13 septembre 1993, la Ville a mis à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale des locaux situés dans l'immeuble « Les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe » destinés à l'installation du Club de l'Age d'Or Antonin Balmès.

Ce bail, consenti à compter du 13 septembre 1993 pour une durée de 18 ans, est arrivé à son terme au 12 septembre 2011.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011 et avenant n° 1 du 27 juillet 2011, la Ville a consenti que le CCAS reste dans les lieux jusqu'au 13 septembre 2012.

Le CCAS souhaite cependant que cette occupation soit prorogée d'une année supplémentaire.

Le montant du loyer annuel, révisé à la date anniversaire du bail initial à savoir au 13 septembre 2012 conformément au bail initial, s'élève à la somme de 20 743,21 euros.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prolonger la durée de la mise à disposition des locaux au profit du CCAS jusqu'au 13 septembre 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 2 et tout acte relatif à cette affaire.

Pour : 51  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
M. MELLA sort de séance.  
-----

### **35. Autorisation de signature de convention pour la location de locaux associatifs**

#### **Frédéric TSITSONIS :**

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à une association lui permettant ainsi d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à cette association. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 30 Mai 2012 a décidé d'attribuer, à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2012, et pour une durée d'une année, des locaux à l'association suivante :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ALCOOL ET LES PROCHES	2, rue des Tourterelles	1804.67 €	35 €	1769.67 €
	TOTAUX	1804.67 €	35 €	1769.67 €

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association listée ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui de l'association concernée ;
- d'approuver la convention d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec l'association listée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

### **36. Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Lot n° 1 : Désamiantage - Démolitions**

#### **Lot n° 2 : Maçonnerie - Petits travaux**

#### **Lot n° 3 : Métallerie (secteur 2)**

#### **Frédéric TSITSONIS :**

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marches à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les bâtiments communaux.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 21 mai 2012 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics, et comportant trois lots à attribution séparée.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Les marchés entreront en vigueur sur émission d'un ordre de service.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 septembre 2012, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot	Entreprise	Moyenne des besoins sur 1 an en € HT	Montants retenus sur le bordereau de prix estimatifs en € HT
1	MIADE	160 000	176 199,59
2	DARVER	320 000	139 010,17
3	TECHNICFER	200 000	150 051,00

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 septembre 2012 ;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits aux budgets 2012 et 2013 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
M. SUDRES sort de séance.

Mme LABROUSSE sort définitivement de séance (donne procuration à M. SAUREL).  
-----

### **37. Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°2 au contrat de concession du service de distribution publique d'énergie calorifique.**

**Frédéric TSITSONIS :**

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqués des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées.

La Ville de Montpellier est engagée depuis plus de vingt-cinq ans dans une démarche énergétique vertueuse pour réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments communaux. Forte de ce savoir-faire sur son patrimoine immobilier, la Ville de Montpellier a lancé dès 2006 une démarche de développement durable à l'échelle du territoire communal qui s'est traduite par un ensemble d'actions concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),
- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Signature de la convention européenne des Maires Energie Cités sur l'engagement des 3 fois 20 en 2009,
- Lancement d'un Plan Climat Energie Territorial en 2011.

En 2011, la Ville a demandé au Concessionnaire d'accroître sa contribution à l'atteinte de ces objectifs de développement durable.

En effet, même si les quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités sont alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération, le réseau des quartiers d'Antigone et de Polygone conserve à ce jour un mix énergétique fossile avec du gaz naturel, du charbon et plus marginalement du fuel domestique.

Cette contribution se concrétise dans le cadre du plan quinquennal de travaux présenté par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire a proposé un programme de travaux pour remplacer le charbon et une partie du gaz par une énergie renouvelable et locale : la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère.

Le dépassement du seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur ce réseau de chaleur nécessite :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Le coût de ce nouveau programme de travaux à réaliser sur une durée de 18 mois à partir de l'obtention des autorisations est évalué à 8 millions d'euros, desquels seront déduites les aides potentielles au titre du fonds chaleur et des certificats d'économie d'énergie estimées à un montant maximum de 25% du coût total des travaux.

En complément de ces nouveaux investissements, les coûts d'exploitation seront également augmentés : le granulé de bois est un combustible plus onéreux que le charbon industriel livré actuellement à la chaufferie d'Antigone et les frais de conduite, entretien et maintenance seront plus élevés avec la chaufferie supplémentaire de Joffre.

Le coût du programme de travaux et le renchérissement des coûts d'exploitation modifient l'économie générale de la Concession au sens des dispositions de l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'objectif fixé par la Ville de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle HT.

En conséquence, il apparaît nécessaire de prolonger la durée de la Concession de 8 ans afin d'amortir les nouveaux investissements et étalés les frais financiers sur une période plus importante conformément aux

dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » et notamment de l'article 85.

Par ailleurs, l'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Les changements dans l'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur Antigone-Polygone augmentent sensiblement les charges pour le Concessionnaire mais permettent également d'améliorer la maîtrise des tarifs pour les abonnés du service public, par l'application d'un taux de TVA réduit sur la chaleur produite au moins à 50% à partir d'énergie renouvelable et grâce à des formules de variation des tarifs de la chaleur déconnectés pour partie des énergies fossiles, ce qui devrait être plus favorable aux abonnés pour les années à venir.

Certaines dispositions financières de la Concession doivent ainsi être validées ou adaptées dans le cadre du présent avenant.

L'article 87 de la loi Grenelle 2 permet aux abonnés d'un réseau de chaleur que le fournisseur réévalue leur contrat, dès lors que la puissance souscrite est devenue supérieure aux besoins, suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé.

Certaines clauses de la Concession doivent ainsi être complétées dans le cadre du présent avenant.

En résumé, un avenant à la Concession, telle que refondue le 31 août 2001 et modifiée par avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, s'avère nécessaire pour les raisons suivantes :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux ;
- la prolongation de la durée de la Concession de 8 ans, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales ;
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique ;
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » ;
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie ;
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la Concession.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'accepter les termes de l'avenant joint en annexe à la délibération
- d'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

**Frédéric TSITSONIS :** Cette délibération est importante en termes de volontarisme par rapport au réseau de chaleur et de froid de la ville de Montpellier, ainsi qu'en termes de travail sur l'énergie. Aujourd'hui, nous avons des réseaux de chaleur performants en France. Cela représente environ 6 500 personnes en chaud et 2 500 en froid, l'équivalent d'une petite ville. Cela signifie que ce réseau de chaleur est performant, certes, mais pas suffisamment en termes de « mix » énergétique pour être au-delà des 50 % d'énergies renouvelables. L'avenant n° 2 permettra au réseau de chaleur de passer la barre des 50 % d'énergies renouvelables en transférant et en changeant d'énergie au niveau de la chaufferie charbon d'Antigone. Cette dernière passera en bois, en biomasse. Nous ferons une deuxième chaufferie bois au niveau du lycée Joffre. Tout cela nous permettra donc de passer à plus de 50 % d'énergies renouvelables. Nous sommes dans une logique « trois fois gagnants » parce que nous aurons un réseau de chaleur qui consommera plus de 50 % d'énergies renouvelables et nous rentrerons ainsi dans des critères toujours plus performants en termes de Plan Climat Énergie Territoriale, en termes d'objectifs que la ville et l'Agglo se sont fixés au niveau des réductions d'émissions de gaz à effet de serre et d'énergie. Triplement gagnants, pourquoi ? Parce qu'au niveau de la facture, les usagers

s'y retrouveront, car un réseau de chaleur à plus de 50 % de mixe énergétique en renouvelable fait que la TVA passe de 19,6 % à 5,5 %. Cela entraîne donc une baisse nette et directe sur la facture. En termes de travail sur la précarité énergétique et sur le prix de l'énergie, c'est quelque chose d'important. Au niveau du prix également, il y aura un deuxième corollaire : cela permettra d'indexer l'augmentation des prix, non plus sur des énergies fossiles mais sur un mixe énergétique avec des énergies renouvelables. Aujourd'hui, sachez que le prix des énergies qui ont comme source le fossile augmente rapidement. Là aussi, pour le contribuable, une meilleure prise en compte du prix.

In fine, cela nous permettra d'avoir quatre chaufferies biomasse au bois. Nous sommes donc dans la logique d'emplois nouveaux, non délocalisables. Les emplois qui seront créés grâce à ces quatre chaufferies représentent environ 64 emplois. Entre la récupération du bois dans nos territoires, le traitement, l'acheminement et l'utilisation du bois, sur quatre chaufferies, cela représente 64 emplois. Quand nous parlons d'emplois nouveaux pouvant être créés grâce à des opérations performantes en termes d'énergie, nous sommes en plein dedans.

La bonne nouvelle, Mme le Maire, concerne les projets innovants. La chaufferie bois du quartier Port Marianne était un projet lancé il y a quelque temps et dans le cadre d'écocité, nous avons l'ambition d'aller plus loin et d'innover en termes de tri génération. C'est-à-dire de penser une chaufferie bois qui, à la fois, chauffera, fera du froid et de l'électricité. Dans le cadre d'écocité, nous avons eu la surprise très récemment d'avoir la signature officielle de M. le Premier Ministre qui validera ce projet. La Caisse des Dépôts et Consignations versera donc l'équivalent de 5 M€, environ 34 % de l'enveloppe globale du prix de la chaufferie bois tri génération. Cette subvention est liée à l'école Chengdu pour laquelle nous avons déjà reçu 1,3 M€. Cela signifie que les projets innovants en termes énergétiques nous ont rapportés, sur le quartier, 6,3 M€. Il est important de le signaler. Nous sommes à la recherche de subventions et de financement, toutes les collectivités ont ce même problème. Toutefois, les projets innovants seront toujours récompensés par des subventions d'État ou d'Europe. C'est cela aussi qui démontre la crédibilité aujourd'hui de la ville de Montpellier à s'engager sur des projets de ce type. La transition énergétique est donc une réelle source d'emplois, de développement durable, d'environnement et de financements supplémentaires.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **38. ZAC du Coteau - Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme**

### **Approbation - Bilan de la concertation - Approbation et mise à disposition du public**

**Michaël DELAFOSSE :**

#### **1 – Contexte**

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier sur le secteur d'aménagement du Coteau et a fixé les objectifs et les modalités de la concertation du public relatifs à cette procédure.

Le secteur d'aménagement du Coteau, qui emprunte son nom au principal mas qui occupe le tènement, se situe au sud du quartier Malbosc et couvre une superficie d'environ 25 hectares. Son aménagement, adossé à la ligne 3 du tramway, sera réalisé sous conduite de la collectivité, permettant de garantir une cohérence en termes d'insertion et d'organisation urbaine, de mixité sociale et de mobilité tous modes. Il contribuera à apporter une réponse à la très forte demande en logements exprimée sur la partie nord-ouest de la ville, générée notamment par la proximité du centre hospitalier universitaire et de secteurs d'activités économiques en plein développement (Euromédecine, Parc 2000, Parc 2000 extension...).

Le quartier du Coteau sera réalisé sous forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée « ZAC du Coteau », créée par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011.

L'opération projetée prévoit la réalisation d'un programme d'environ 1400 logements, accompagné d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure. S'inscrivant pleinement dans une logique de développement durable, la réalisation du nouveau quartier du Coteau visera particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur la partie nord-ouest de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis 30 ans ;
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) ;
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de ses lisières ;
- achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville.

Au regard des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU), le secteur d'aménagement du Coteau est aujourd'hui classé en secteur de zone à urbaniser AU0-6 à titre principal, ainsi qu'en secteur de zone naturelle N-1 autour des grands mas et à l'ouest du lycée Jean Monnet.

La zone à urbaniser AU0 couvre les secteurs de la ville pour lesquels les voiries, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à la périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la définition d'une opération d'ensemble et à une modification ou à une révision du PLU.

La zone naturelle N couvre, quant à elle, les secteurs de la commune identifiés notamment, soit en raison de la qualité des sites et des milieux naturels, des paysages, de leur intérêt historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturels.

L'importance du programme envisagé pour le quartier du Coteau et l'intérêt général qu'il revêt tant au regard des besoins en logements que des exigences en matière de mixité sociale, d'emplois, d'équipements et de services exprimés sur cette partie de la ville, nécessitent une évolution des dispositions d'urbanisme réglementaire en vigueur, ces dernières n'étant pas compatibles avec les principes adoptés par le Conseil municipal du 28 mars 2011 relatifs à son aménagement.

A cet effet, considérant à la fois l'intérêt général de l'opération et la nécessaire réduction d'une zone naturelle N pour engager sa réalisation, la procédure de révision simplifiée du PLU sur le secteur d'aménagement du Coteau a été engagée par délibération du conseil municipal en date du 25 juillet 2011, en application des dispositions des articles L.123-6 à L.123-13 du code de l'urbanisme.

Cette révision simplifiée se traduit notamment par :

- la réduction du secteur de zone à urbaniser stricte AU0-6 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat pouvant également accueillir des constructions à usage de bureaux et d'activités ;
- la réduction partielle du secteur de zone naturelle N-1 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-5 à vocation principale d'habitat, dont la règle limitera la densité et la hauteur des bâtiments, dans le respect de l'environnement boisé et du caractère patrimonial du site, ainsi qu'au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat et d'équipements ;
- la réduction partielle du secteur de zone naturelle N-2 et du secteur de zone 3U1-1 au profit d'un secteur de zone à urbaniser alternatif 1AU-6 à vocation principale d'habitat et d'équipements ;
- le recalage de l'emprise de l'emplacement réservé R27 inscrit au bénéfice de la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un grand poumon vert public.



Ces évolutions ne sont pas de nature à remettre en cause les grands équilibres entre zone naturelle et zone urbanisée. Elles ne portent par ailleurs pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable du PLU et ne compromettent pas de protection édictée en raison de risques de nuisance.

## **2 – Déroulement de la procédure**

### 2.1. Notification de la délibération prescrivant la révision simplifiée

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la délibération du 25 juillet 2011 prescrivant la révision simplifiée du PLU a été notifiée le 10 août 2011 au Préfet de l'Hérault, au Président du Conseil régional du Languedoc Roussillon, au Président du Conseil général de l'Hérault, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi qu'à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault, organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme.

Le courrier adressé au Préfet de l'Hérault sollicitait l'identification des services de l'Etat associés à la procédure de révision simplifiée du PLU. Ces services ont été désignés par courriel émanant de la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM) en date du 17 août 2011.

En application de l'article R.130-20 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a également informé le Centre national de la propriété forestière de la prescription de la révision simplifiée de son PLU.

### 2.2. Concertation

Le projet de révision simplifiée du PLU a été soumis à une large concertation avec le public, du lundi 2 janvier au vendredi 3 février 2012 inclus, selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- un avis paru dans la presse : Midi Libre et Hérault du Jour du 18 décembre 2011, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1227-1228 du 22 décembre 2011 au 4 janvier 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 15 décembre 2011,
- un article paru dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°364 du mois de janvier 2012,
- une réunion publique organisée le jeudi 19 janvier à 18h00 à la Maison pour tous Léo Lagrange, 155 rue de Bologne,
- une mise à disposition auprès du public du projet de révision simplifiée du PLU, du lundi 2 janvier au vendredi 3 février 2012 inclus, accompagné d'un cahier où chacun a pu consigner ses observations.

Le bilan détaillé de la concertation (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public ni des divers représentants professionnels informés (Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier, Chambre de métiers de l'Hérault et Chambre d'agriculture de l'Hérault) n'a été exprimée sur le projet de révision simplifiée du PLU.

### 2.3. Examen conjoint des personnes publiques associées

Afin de procéder à l'examen conjoint du projet de révision simplifiée du PLU par les personnes publiques associées à la procédure, et conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.123-9 et L.123-13, le dossier de révision simplifiée du PLU a été notifié le 7 mars 2012 au Préfet de l'Hérault, au Président du Conseil régional du Languedoc Roussillon, au Président du Conseil général de l'Hérault, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier (CCITM), à la Chambre de métiers de l'Hérault, à la Chambre d'agriculture de l'Hérault, ainsi qu'aux services de l'Etat désignés le 17 août 2011 : Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), Direction régionale de l'environnement, de

l'aménagement et du logement (DREAL), Agence régionale de la santé, Service territorial de l'architecture et du patrimoine et Service régional de l'archéologie.

La réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées au projet de révision simplifiée du PLU, organisée à l'initiative de la Ville, s'est tenue le mardi 27 mars à l'hôtel de ville et a donné lieu à procès-verbal.

Aucune des personnes publiques présentes à cette réunion n'a exprimé d'opposition au projet de révision simplifiée du PLU. Plusieurs remarques ont cependant été émises portant sur le choix de la procédure de révision simplifiée, les impacts de l'urbanisation sur les parcelles encore cultivées du secteur du Coteau, la localisation des commerces au sein du projet envisagé, les déplacements, la protection des paysages et des bâtis remarquables.

Outre les remarques émises au cours de la réunion d'examen conjoint, les avis suivants ont été aussi exprimés :

- par courrier en date du 23 mars 2012, l'Agence régionale de la Santé a précisé qu'elle n'avait pas d'observation sur le projet de révision simplifiée du PLU ;
- par courrier en date du 26 mars 2012, la Chambre d'agriculture de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de révision simplifiée du PLU, tout en soulignant l'absence d'une analyse permettant de juger des impacts de l'urbanisation projetée sur l'exploitation agricole et le bâti présents sur le site.

Conformément à l'article R.123-17 du code de l'urbanisme, le projet de révision simplifiée du PLU, recouvrant un secteur de boisement pouvant s'apparenter à un espace forestier, a été notifié pour avis au Centre national de la propriété forestière (CNPF) le 4 juin 2012. Le CNPF n'ayant pas exprimé d'avis dans le délai de deux mois à compter de sa saisine, son avis est réputé favorable.

#### 2.4. Enquête publique

En application, de l'article R.121-21-1 du code de l'urbanisme, le projet de révision simplifiée du PLU accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint a été ensuite soumis à enquête publique, du 14 mai au 15 juin 2012 inclus.

Il est précisé, pour information, qu'en application de l'article R.123-19 du code de l'urbanisme, cette enquête publique valait enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations nécessaires à l'intérieur de la ZAC du Coteau, ainsi qu'enquête pour la protection de l'environnement au titre des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 12 juillet 2012, assortis d'un avis favorable, notamment sur le projet de révision simplifiée du PLU dans le périmètre de la ZAC du Coteau.

Concernant les remarques exprimées durant l'enquête, neuf observations ont été inscrites sur le registre mis à la disposition du public et cinq ont été adressées par courrier au commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :**

- craignant que l'urbanisation du secteur du Coteau entraîne la réduction des espaces agricoles et naturels, garants d'une certaine qualité de vie, et engendre des phénomènes de ruissellement importants ;
- considérant que les hauteurs maximales des constructions autorisées en limite de ZAC Malbosc sont susceptibles d'affecter la qualité paysagère du site et de réduire considérablement les perspectives de vue depuis le quartier de Malbosc ;
- regrettant la réduction du secteur de zone naturelle N-1 du PLU situé au carrefour de la rue Lagatu et de l'avenue des Moulins ;

• **des remarques d'ordre plus technique, se rapportant davantage au dossier de déclaration d'utilité publique et de protection de l'environnement, également soumis à enquête publique, qu'au projet de révision simplifiée du PLU proprement dit :**

- demandant que la rue de Malbosc soit aménagée avant le début des travaux de la ZAC du Coteau ;
- souhaitant que la vitesse de circulation des véhicules soit limitée à 30 km/h ;
- craignant que l'ouverture d'une rue de liaison entre la rue des Frères Bühler et la rue Lagatu crée une desserte inter-quartiers et entraîne une forte augmentation des flux de circulation dans le quartier Malbosc ;
- souhaitant que des cheminements doux sécurisés soient aménagés, notamment entre la rue de Malbosc et le rond-point d'Alco.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de la révision simplifiée du PLU proposée par la Ville. Ces observations n'ont pas entraîné de modification du projet de révision simplifiée du PLU après enquête publique.

**En conséquence, au vu :**

- des remarques formulées au cours de la concertation,
- des avis formulés par les personnes publiques auxquelles le projet de révision simplifiée du PLU a été notifié, notamment consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif,

**Il demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme dans le périmètre de la ZAC du Coteau, qui vous est présenté,
- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à ce projet de révision simplifiée du PLU,
- d'approuver le dossier de révision simplifiée du PLU dans le périmètre de la ZAC du Coteau, tel qu'annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de révision simplifiée du PLU approuvé et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu à la disposition du public à l'hôtel de ville aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie, et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
MM. SAUREL (et sa procuration), SUDRES rentrent en séance.  
-----

### **39. ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) - Agrément de candidature CALIFORNIA promotion - Lot 4B2**

**Michaël DELAFOSSE :**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce

nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CALIFORNIA Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

**Dénomination du candidat :** CALIFORNIA PROMOTION  
Résidence « les Patios d'Antéquera »  
1 impasse de Cordoue  
34300 AGDE

**Localisation :** ZAC des Grisettes (4<sup>ème</sup> tranche)  
Lot n°4B2

**Parcelle cadastrée :** Section DZ n°130p

**Surface du lot :** 1584 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 31 logements collectifs

**SDP envisagée :** 2100 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 2205 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de CALIFORNIA Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de CALIFORNIA Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 4 B2 de la 4<sup>ème</sup> tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Michaël DELAFOSSE :** Tout à l'heure, nous avons entendu des propos qui consistaient à dire que nous ne faisons pas suffisamment. Dans ces logements collectifs, comme dans les autres agréments que nous donnerons dans chacune des ZAC, il y a de l'accession aidée à la propriété pour de jeunes ménages, en particulier, grâce à un dispositif de mobilisation du foncier. Cela permettra à des gens de devenir propriétaires. Ils ont des obligations : notamment rester 7 ans dans ce logement. Il s'agit d'un dispositif important, Mme le Maire, que vous avez impulsé et qui permet de réguler ce marché de l'immobilier dont nous savons qu'il affecte le pouvoir d'achat des ménages. Sur chacun des lots que nous allons citer, il y a des dispositifs d'accession aidée à la propriété, en plus du logement social. Le marché de l'immobilier à Montpellier est l'un des marchés que nous tentons de réguler le plus possible afin d'aider les couches populaires et les classes moyennes. Il y a tant encore à faire. Le dispositif d'accession aidée est très prisé. Comme vous le dites, Mme le Maire, nous ne faisons pas beaucoup de communication sur les choses mais nous agissons. Là, très discrètement, il y a de nombreuses personnes qui peuvent accéder à la propriété, s'installer dans le quartier et participer à la vie associative, près de ce magnifique Agriparc.

**Christophe MORALES :** Je ne suis pas contre cette délibération, au contraire. Je voulais préciser que cette

politique impulsée par la ville de Montpellier sur les ZAC, nous sommes en train de l'étendre à l'ensemble des collectivités locales de l'agglomération, même les petites. En ce qui concerne l'accession abordable, notamment pour les jeunes couples, nous avons atteint les 20 %. D'ailleurs M. Hervé MARTIN pourrait le confirmer car nous appliquons par anticipation le futur PLU de 2013-2019 sur l'ensemble des PLU des communes. Toutes ne peuvent pas le faire car il y a aussi un problème économique. En outre, nous allons au-delà car nous imposons aussi les 30 % de logements sociaux ainsi que sur les opérations de réinvestissement urbain dont les surfaces, selon les communes, vont de 600 à 800 m².

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **40. ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) - Agrément de candidature M&A Lot 5B**

### **Michaël DELAFOSSE :**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de M&A en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

<b>Dénomination du candidat :</b>	M&A 63 avenue du Pont Juvénal 34000 MONTPELLIER
<b>Localisation :</b>	ZAC des Grisettes (4 <sup>ème</sup> tranche) Lot n°5B
<b>Parcelle cadastrée :</b>	Section DZ n°130p
<b>Surface du lot :</b>	3318 m²
<b>Nature du projet :</b>	41 logements collectifs
<b>SDP envisagée :</b>	2950 m²
<b>SDP maximale autorisée :</b>	3095 m²

La SERM précise que la candidature de M&A prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de M&A pour la construction de logements collectifs sur le lot 5B de la 4<sup>ème</sup> tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **41. ZAC DES GRISETTES (4<sup>ème</sup> tranche) - Agrément de candidature CORIM Promotion - Lot 4C**

### **Michaël DELAFOSSE :**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CORIM Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

<b>Dénomination du candidat :</b>	CORIM Promotion 1475 avenue Albert Einstein Immeuble « Le Cristal » 34000 MONTPELLIER
<b>Localisation :</b>	ZAC des Grisettes (4 <sup>ème</sup> tranche) Lot n°4c
<b>Parcelle cadastrée :</b>	Section DZ n°130p
<b>Surface du lot :</b>	3069 m²
<b>Nature du projet :</b>	64 logements collectifs
<b>SDP envisagée :</b>	4293 m²
<b>SDP maximale autorisée :</b>	4500 m²

La SERM précise que la candidature de CORIM Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de CORIM Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 4 C de la 4<sup>ème</sup> tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur ABBOU (et sa procuration) sortent définitivement de séance.  
-----

## **42. ZAC de la RESTANQUE - Avenant n°1 au marché d'urbanisme et de maîtrise d'oeuvre partielle de VRD attribué au groupement Emmanuel NEBOUT/agence TER, transfert du marché passé par la Ville à la S.A.A.M., aménageur de la ZAC**

### **Michaël DELAFOSSE :**

Par délibération du Conseil municipal en date du 4 février 2008, la Ville a confié des missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur et de maîtrise d'œuvre partielle des Voies et Réseaux Divers (VRD) pour la conception et la réalisation du quartier de La Restanque à une équipe de maîtrise d'œuvre composée de l'Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout architecte urbaniste mandataire associé à l'Agence TER paysagiste (marché n° 7F178332).

Dans le cadre de ce marché, les missions ci-dessous ont été exécutées :

- Concernant la mission 1 d'urbaniste-architecte-coordonnateur :
  - 1- La phase 1, définition des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères, a été exécutée et payée à hauteur d'environ 80% ;
  - 2- La phase 2, élaboration des dossiers de concertation et de création de la ZAC, a été exécutée en totalité ;
  - 3- La phase 3, élaboration des dossiers d'urbanisme réglementaires et dossier de réalisation reste à exécuter en totalité ;
  - 4- La phase 4, d'urbaniste architecte coordonnateur, n'a pas encore fait l'objet de début d'exécution.
- Concernant les missions de maîtrise d'œuvre partielle des VRD, les prestations ont été réalisées et payées à hauteur d'environ 10% de la partie des études préliminaires.

Par délibération en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) qui est une Société Publique Locale d'Aménagement, la réalisation du quartier de la Restanque sous forme de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) qui a été créée par délibération du conseil municipal du 30 mars 2009, cette même délibération a approuvé le contrat de concession d'aménagement correspondant.

Dans un souci de cohérence entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'opération, il a été convenu, dans le cadre du contrat de concession, que la SAAM, concessionnaire de la Ville, prenne en charge l'exécution des prestations prévues par ce marché et non encore exécutées.

Pour ce faire l'avenant de transfert proposé doit également arrêter les montants payés au groupement dans le cadre de ce marché. Les montants suivants correspondent au pourcentage des missions effectuées et détaillées ci-dessus :

- les montants correspondants aux missions d'urbaniste architecte coordonnateur (mission 1) réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 205 000 € HT soit 245 180 € TTC ;

- les montants correspondants aux missions de maîtrise d'œuvre (mission 2) réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 26 454,68 € HT soit 31 639,80 € TTC ;

Le cumul de ces paiements représente un total de 231 454,68 € HT soit 276 819,80 € TTC payé par la Ville dans le cadre de ce marché.

L'avenant qu'il vous est proposé d'approuver transfère la maîtrise d'ouvrage, des prestations non encore exécutées dans le cadre de ce marché d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, à la SAAM, pour l'opération d'aménagement concédée.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché n° 7F178332 passé , entre le groupement dont Emmanuel NEBOUT est mandataire et la Ville de Montpellier qui est joint à la présente délibération , le montant total des missions ordonnées et payées par la Ville figurant dans cet avenant et qui s'élève à 231 454,68 € HT soit 276 819,80 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment l'avenant n°1 de transfert à la SAAM, aménageur de la ZAC de la Restanque, qui en sera signataire avec le groupement d'architecte urbaniste maître d'œuvre.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

### **43. ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Programme des Equipements Publics - Modification**

**Michaël DELAFOSSE :**

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a défini les objectifs et modalités de la concertation relatifs à l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne.

Par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création relatif à l'extension de cette ZAC, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

Par délibération du 21 décembre 2006, le Conseil municipal a également approuvé le bilan complémentaire et définitif de la concertation, organisée auprès du public tout au long des phases de création et de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, et a arrêté le dossier de réalisation de ladite ZAC.

Par délibérations du 7 février 2007, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation relatif à l'extension de la ZAC, ainsi que le programme des équipements publics correspondant.



Le contenu de ce programme peut se résumer comme suit :

- L'exécution de tous les travaux d'infrastructure (voiries, espaces publics, réseaux divers) nécessaires à l'équipement de la ZAC,
- La réalisation d'un équipement à vocation culturelle,
- l'aménagement d'espaces verts et plantations sur le domaine public et, notamment, la mise en valeur de l'espace boisé classé existant (réalisation d'une esplanade le long de l'allée de platane perpendiculaire à l'avenue Raymond Dugrand).

Par délibération du 14 novembre 2006, la Communauté d'agglomération de Montpellier a donné son accord sur le volet « assainissement - eaux usées » du projet de programme des équipements publics relevant de sa compétence.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé une modification ponctuelle du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, afin de l'adapter aux besoins et au confort des nouveaux habitants du quartier (aménagement complémentaire du parc public Georges Charpak de 7 hectares ; réalisation d'un réseau de chauffage urbain desservant l'ensemble des programmes de construction de la ZAC et répondant aux exigences du développement durable par l'emploi d'une énergie renouvelable (biomasse) ; réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miro - voirie primaire - en cohérence avec la réalité du niveau de desserte assuré par cette voie au seul bénéfice du quartier).

Aujourd'hui, il convient de procéder à une nouvelle modification ponctuelle du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, afin d'intégrer à ce programme la réalisation de l'école Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la ZAC (10%).

L'occasion de cette modification ponctuelle est également saisie pour procéder à diverses corrections ou actualisations de forme des textes du document.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver les modifications du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne qui vous sont proposées ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **44. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Approbation du dossier de création Bilan de la concertation - Mise à disposition du public**

**Michaël DELAFOSSE :**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de

créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6000 m<sup>2</sup> de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiés aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, est aujourd'hui en cours d'achèvement.
- Enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez, notamment par la réalisation des ZAC Port Marianne-Parc Marianne et Port Marianne-Rive gauche, ainsi que la réalisation récente des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes de tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct du nouvel hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011. Le nouveau périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer issue de cette dernière extension a notamment intégré la parcelle cadastrée DS 557, propriété des consorts Agelou. Ces derniers, contestant cette décision par la voie contentieuse, ont engagé des recours contre la procédure de ZAC et la concession d'aménagement. Dans ce contexte, la Ville a souhaité rechercher un accord avec les consorts Agelou permettant de concilier la poursuite de son projet urbain et les intérêts des consorts Agelou. Cet accord s'est concrétisé au travers d'un protocole liant la Ville aux consorts Agelou, approuvé par le Conseil municipal le 9 mai 2011 et signé le 8 juin 2011. Ce protocole prévoyant notamment une réduction du périmètre de la ZAC sur la parcelle DS 557, une nouvelle procédure a dû être engagée.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de Ville et sur l'ensemble de Port Marianne,

- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le futur pont de la République,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité du nouvel hôtel de ville et du tramway.

Aussi, par délibération en date du 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer et a adopté les objectifs d'aménagement, ainsi que les modalités d'association du public (une réunion publique, une mise à disposition du dossier et d'un cahier permettant de recueillir les observations de la population pour une durée d'au moins 15 jours et un article dans le journal municipal).

La concertation portant sur le dossier de ce projet d'extension de la ZAC, a été organisée du lundi 25 juin 2012 au vendredi 13 juillet 2012 inclus, selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- un article paru dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°369 des mois de juin, juillet et août 2012,
- un avis paru dans la presse : Midi Libre et Hérault du Jour du dimanche 17 juin 2012, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1253 en date du 21 juin au 27 juin 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 18 juin 2012 à 16h58,
- une réunion publique organisée le mercredi 4 juillet 2012 à 17h00, Salle Jacques 1er d'Aragon – quartier Richter,
- une transmission du projet de dossier de création (avec invitation à la réunion publique) à la Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault le 22 juin 2012,
- une mise à disposition auprès du public du projet de dossier de création, du lundi 25 juin 2012 au vendredi 13 juillet 2012 inclus, accompagné d'un cahier où chacun a pu consigner ses observations. Le projet de dossier de création soumis à la consultation du public était constitué par :
  - un rapport de présentation ;
  - un plan de situation ;
  - un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
  - l'étude d'impact de novembre 2010 ;
  - une notice complémentaire provisoire à l'étude d'impact portant sur les extensions de périmètre et les évolutions du programme d'aménagement et de construction de la ZAC ;
  - un document identifiant le régime applicable au regard de la taxe d'aménagement (TA).

Afin de laisser au plus grand nombre la possibilité de prendre connaissance des modifications envisagées sur le dossier de création et de s'exprimer sur ce projet, la concertation sur le projet de dossier de création, initialement prévue jusqu'au 13 juillet 2012, a été prolongée jusqu'au 20 juillet 2012 inclus.

Cette prolongation a fait l'objet des nouvelles mesures de publicité suivantes :

- un avis paru dans la presse : Midi Libre du vendredi 13 juillet 2012, Hérault du Jour du jeudi 12 juillet 2012, ainsi que dans la Gazette de Montpellier n°1256 en date du 12 juillet au 18 juillet 2012,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 10 juillet 2012 à 18h08.

Le 13 juillet 2012, le document mis à jour de l'étude d'impact est venu se substituer à l'étude d'impact de novembre 2010 et à la notice complémentaire provisoire. Il a été transmis pour information à la Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de métiers de l'Hérault et à la Chambre d'agriculture de l'Hérault le 18 juillet 2012,

Le bilan détaillé de la concertation organisée en accompagnement de l'élaboration du dossier de création de la ZAC Port Marianne- Consuls de Mer (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public ni des chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie Territoriale de Montpellier, Chambre de métiers de l'Hérault et Chambre d'agriculture de l'Hérault) n'a été exprimée sur le projet d'extension.

C'est pourquoi, il vous est demandé d'adopter ce bilan de la concertation dans les termes qui vous sont proposés et d'approuver le dossier de création modifié de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer en l'état.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de modification du dossier de création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer qui vous est présenté,
- d'approuver le dossier de création modifié de la ZAC Port Marianne- Consuls de Mer,
- de préciser, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du code de l'urbanisme, que l'obligation de versement liée au dépassement du plafond légal de densité (PLD) ne sera pas applicable aux constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer,
- de décider que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer seront exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement (TA), conformément aux dispositions de l'article L331-7 du code de l'urbanisme,
- de dire que le dossier de création relatif à la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu seront tenus à la disposition du public à l'hôtel de Ville aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

**45. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Agrément de candidature  
SOGEPROM Sud Réalisations (anciennement SAS Pierres Occitanes)  
"La Mantilla" (îlot H) - lots volume n° 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17 - Modification**

**Michaël DELAFOSSE :**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de

cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'un avenant à la concession d'aménagement approuvé par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, sur proposition de la SERM et conformément aux termes de la concession d'aménagement la liant à la Ville, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 9 mai 2011 la candidature de la société SOGEPROM Sud Réalisations (anciennement dénommée SAS Pierres Occitanes) en vue de la cession d'un volume dans l'opération « La Mantilla » située sur l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur.

La société SOGEPROM Sud Réalisations souhaite aujourd'hui faire évoluer son projet en substituant des logements en accession à la propriété intermédiaire à une partie du programme initial de logements en accession à la propriété aidée.

Aussi, considérant ces évolutions, la SERM demande que l'agrément accordé à la société SOGEPROM Sud Réalisations soit modifié en conséquence.

- Dénomination du candidat : SOGEPROM Sud Réalisations C°/PRAGMA SAS  
Immeuble Etoile Richter  
80 place Ernest Granier  
CS 19501  
34960 Montpellier CEDEX 2
- Localisation : Ilot H « La Mantilla »  
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n° 119a, 120a, 121, 122a, 123a, 132a, 134a et 137a  
d'une superficie totale de 8 658 m²
- Lots volume : n° 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17
- Nature du projet : 126 logements collectifs (sans évolution)  
63 logements collectifs sociaux (sans évolution)
- SDP : Surface envisagée : 13 191 m²  
dont :
  - 654 m² SHON en accession aidée (environ 633 m² SDP)
  - 637 m² SHON en accession intermédiaire (environ 617 m² SDP)
  - 6 823 m² SHON en accession libre (environ 6 825 m² SDP)
  - 5 077 m² SHON en logement social (environ 4 626 m² SDP)Surface maximale constructible : 14 340 m² (environ 12 699 m² SDP)

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la demande d'agrément de candidature de SOGEPROM Sud Réalisations pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n° 3, 6, 7, 9, 13, 15, et 17 de l'îlot H « La Mantilla » de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, intégrant les modifications de programme telles que présentées,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49  
Contre : /

-----

## **46. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Agrément de candidature Bouygues Immobilier "La Mantilla" (Ilot H) - lots volume n°4, 5, 8, 14, 16 et 19**

### **Modification**

#### **Michaël DELAFOSSE :**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'un avenant à la concession d'aménagement approuvé par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, sur proposition de la SERM et conformément aux termes de la concession d'aménagement la liant à la Ville, le conseil municipal a approuvé par délibération du 9 mai 2011 la candidature de la société Bouygues Immobilier en vue de la cession d'un volume dans l'opération « La Mantilla » située sur l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur.

La société Bouygues Immobilier souhaite aujourd'hui faire évoluer son projet, d'une part, en augmentant légèrement les surfaces affectées à la création de logements pour étudiants et, d'autre part, en substituant des logements en accession à la propriété intermédiaire à une partie du programme initial de logements en accession à la propriété aidée.

Aussi, considérant ces évolutions, la SERM demande que l'agrément accordé à la société Bouygues Immobilier soit modifié en conséquence.

- Dénomination du candidat : Bouygues Immobilier  
Immeuble Etoile Richter  
58 avenue Marie de Montpellier  
CS 59514  
34960 Montpellier CEDEX 2
- Localisation : Ilot H « La Mantilla »  
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n° 119a, 120a, 121, 122a, 123a, 132a, 134a et 137a  
d'une superficie totale de 8 658 m<sup>2</sup>
- Lots volume : n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19

- Nature du projet : 94 logements collectifs (sans évolution)  
124 logements collectifs en résidence étudiants (sans évolution)  
Locaux à usage de bureaux
- SHON : Surface envisagée : 14 067 m<sup>2</sup>  
dont
  - 643 m<sup>2</sup> SHON en accession aidée (environ 617 m<sup>2</sup> SDP)
  - 659 m<sup>2</sup> SHON en accession intermédiaire (environ 636 m<sup>2</sup> SDP)
  - 5 496 m<sup>2</sup> SHON en accession libre (environ 5 241 m<sup>2</sup> SDP)
  - 3 717 m<sup>2</sup> SHON en logements étudiants (environ 3 794 m<sup>2</sup> SDP)
  - 3 552 m<sup>2</sup> SHON de bureaux (environ 3 050 m<sup>2</sup> SDP)
 Surface maximale constructible : 14 510 m<sup>2</sup> (environ 13 338 m<sup>2</sup> SDP)

La SERM précise que la candidature de Bouygues Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société Bouygues Immobilier pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19 de l'îlot H « La Mantilla » de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, intégrant les modifications telles que présentées,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **47. Zones d'Aménagement Concerté Garosud et Garosud Extension**

### **Réalisation de bassins de rétention - Echange à l'euro symbolique de terrains avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine**

**Michaël DELAFOSSE :**

La Ville de Montpellier est propriétaire de parcelles de terrain situées lieudit Mas de Tandon comprises dans le périmètre de la ZAC GAROSUD EXTENSION et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention du Rieuoulon (emplacement réservé R38 au PLU).

Il s'agit des parcelles cadastrées OB 18 (1 917 m<sup>2</sup>) et OB 20 (8 621 m<sup>2</sup>).

La SERM est propriétaire de parcelles de terrain situées avenue de Maurin, comprises dans le périmètre de la ZAC GAROSUD et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention de Combemale (emplacement réservé R3 au PLU), à réaliser sous maîtrise d'ouvrage communale.

Il s'agit des parcelles cadastrées OK 4 (5 299 m<sup>2</sup>), OK 5 (10 048 m<sup>2</sup>), OK 133 (19 701 m<sup>2</sup>), et OL 69 (6 626 m<sup>2</sup>)

Considérant que les terrains concernés seront exclusivement affectés à usage de bassin de rétention et eu égard à l'intérêt général que présentent les installations destinées à la lutte contre les inondations, la SERM et la Ville ont décidé de procéder à un échange à l'euro symbolique de ces terrains, la différence de superficie des deux propriétés étant compensée par le transfert de charges et d'entretien desdits bassins.



Les termes de cet échange ont été approuvés par les Services fiscaux en date du 11 juillet 2012.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'échange à l'euro symbolique des parcelles propriété de la Ville, cadastrées OB 18 et OB 20 d'une superficie totale de 10 538 m<sup>2</sup>, et des parcelles propriété de la SERM cadastrées OK 4, 5, 133 et OL 69 d'une superficie totale de 41 674 m<sup>2</sup>,
- De confier la rédaction de l'acte d'échange au notaire mandaté par la SERM sur ce secteur,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **48. Commune de Clapiers - Projet de révision du POS valant élaboration du PLU - Avis de la Ville de Montpellier**

**Michaël DELAFOSSE :**

### **1. Historique du PLU de Clapiers :**

La commune de Clapiers est dotée d'un plan d'occupation des sols (POS) depuis le 6 décembre 1978. Il a fait l'objet de trois révisions approuvées en 1986, 1991 et 2000.

Le 12 mai 2009, le conseil municipal a prescrit la révision du POS valant élaboration du PLU.

Le projet de PLU de Clapiers a été arrêté par délibération du conseil municipal le 14 juin 2012.

### **2. Notification à la Ville de Montpellier du projet de PLU :le 26/06/2012 (reçu le 2/07/2012) :**

Le projet de PLU a été notifié à la commune de Montpellier le 26 juin 2012, pour avis au titre de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme. Cet avis doit être rendu dans les trois mois suivant cette transmission. A défaut, l'avis de la Ville de Montpellier sera réputé favorable.

### **3. Le projet de révision du POS valant élaboration du PLU :**

Le Projet de PLU de la commune de Clapiers s'articule autour de quatre axes majeurs, définis sur la base des enjeux mis en exergue par le diagnostic communal :

- assurer une croissance démographique maîtrisée et équilibrée,
- équilibrer la production entre réinvestissement urbain et extension urbaine,
- conforter la qualité du cadre de vie, assurer la protection des espaces naturels et agricoles,
- adapter les modes de déplacements à l'évolution de la commune et des pratiques.

Afin d'assurer une croissance démographique maîtrisée et équilibrée, le projet de PLU de la commune de Clapiers prévoit notamment l'aménagement de différents secteurs.

A court terme, près de 200 logements seront créés avec l'opération du Fesquet en cours de réalisation (représentant une centaine de logements) et l'opération du Soleil des Garrigues (80 logements neufs et 25 logements touristiques requalifiés en logements résidentiels).

A plus long terme, la réalisation de la ZAC du Castelet sur la zone des Moulières (zonage AU0 d'urbanisation future du PLU) permettra la création de 450 à 500 logements. Dans ce secteur, le PLU fixe une densité minimale de 20 logements/hectare ou une surface de plancher minimale de 2 000 m<sup>2</sup> et impose une proportion de 30% au moins de logements locatifs sociaux. L'orientation d'aménagement du futur quartier est fondée notamment sur



l'aménagement durable, la gestion des consommations énergétiques, l'insertion paysagère, le développement des déplacements doux, la mixité des typologies bâties, l'accroche au village existant et la bonne gestion hydraulique.

Conformément aux orientations du PLH 2007-2012, du futur PLH 2013-2018 et des obligations au titre de la Loi SRU, le projet de PLU prévoit de diversifier l'offre de logements et de renforcer l'offre locative sociale et l'accession abordable pour les jeunes ménages.

En effet, la commune de Clapiers compte actuellement 189 logements locatifs sociaux, soit un taux de 10,3%. En complément des opérations de logements locatifs sociaux déjà réalisées ou projetées (20 logements sur le secteur du Fesquet et projet d'une soixantaine de logements sur le secteur du Soleil des Garrigues), le PLU prévoit une production diffuse sur l'ensemble des zones à vocation d'habitat du PLU. Pour cela, la totalité des zones urbaines à vocation d'habitat est soumise à l'obligation de réaliser au moins 30% de logements locatifs sociaux dans les programmes de logements de 600 m<sup>2</sup> ou plus de surface de plancher.

Concernant l'équilibre de la production entre réinvestissement urbain et extension urbaine, le projet de PLU prévoit notamment la densification mesurée et maîtrisée des quartiers d'habitat pavillonnaires par la suppression de la règle imposant une superficie minimale de terrains constructibles et l'augmentation mesurée (ou la dérèglementation) des coefficients d'occupation des sols dans certaines zones.

La mobilisation du parc vacant et la maîtrise des conditions d'évolution du bâti ancien sont assurées par un renforcement des dispositions règlementaires dans le centre ancien de Clapiers (zone UA) afin de préserver les ses caractéristiques urbaines (implantations, hauteurs, volumes, espaces libres) et architecturales (éléments architecturaux remarquables, respect des matériaux et des techniques traditionnelles, ou interdiction des panneaux solaires et photovoltaïques, des climatiseurs et des paraboles en façade ou sur balcon).

Concernant le maintien de la qualité du cadre de vie et la protection des espaces naturels et agricoles, le projet de PLU de la commune de Clapiers vise à classer en zone naturelle N plus de 383 ha, dont les boisements encadrant la zone urbaine et formant l'écrin du village, ainsi que le corridor écologique du Lez.

Le POS compte près de 548 ha en zone N. Cette baisse s'explique par une nouvelle délimitation sur la base de la vocation effective des sols, avec la création de près de 160 ha de zone agricole sur le territoire communal dont 9 ha pour le projet d'agri-parc porté par la Communauté d'Agglomération sur le plain de Grattes / Domaine de Viviers. Il convient de noter que 109 ha d'espaces boisés classés au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme sont identifiés dans le PLU.

Enfin, concernant l'adaptation des modes de déplacements à l'évolution de la commune et des pratiques, le projet de PLU s'attache à réaffirmer la trame viaire par la création de voies et l'amélioration du maillage (emplacements réservés). Les modes de déplacements doux sont également mis en avant avec l'anticipation de la création de la ligne 5 de tramway et la maîtrise des projets de constructions aux abords du futur tracé. Enfin, le PLU prévoit la mise en œuvre du schéma modes doux de 2010 et la création d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements piétons et/ou deux roues.

#### **4. Conclusion :**

La révision du POS de Clapiers valant élaboration du PLU s'inscrit dans les grands principes du Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Agglomération. Elle vise d'une part un développement urbain cohérent et équilibré afin d'accueillir les habitants supplémentaires pour les années à venir et d'autre part un renouvellement et une densification des tissus urbains en vue de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles importants sur le territoire communal.

En matière d'équilibre social de l'habitat, l'effort de la commune de Clapiers, qui est passé de 5,1% de logements sociaux en 1999 à 10,3% en 2012 est appelé à se poursuivre avec les évolutions réglementaires inscrites dans le PLU et les opérations à venir (Fesquet, Soleil des Garrigues, ZAC du Castelet).

En limite avec le territoire de Montpellier, le projet de PLU de Clapiers identifie une vaste zone agricole stricte fermé à toute construction, cohérente avec le zonage du PLU de à Montpellier (Zone N le long du lez).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de donner un avis favorable au projet de révision du POS valant élaboration du PLU de la commune de Clapiers
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **49. Pont de la République - Dévoisement d'un réseau unitaire - Convention Ville - SERM - Communauté d'Agglomération - Approbation**

### **Michaël DELAFOSSE :**

La Ville s'est engagée dans la réalisation du pont de la République dont les études et la réalisation ont été confiées à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par avenant n°1 à la concession d'aménagement du quartier Port Marianne - Rive gauche signé le 16 novembre 2009.

Le principe de réaliser un nouveau franchissement sur le Lez, reliant l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche à la rue des Acconiers en rive droite, a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne, et traduit depuis sous forme d'emplacement réservé sur le plan d'occupation des sols, puis sur le plan local d'urbanisme.

La réalisation du pont de la République vise principalement les objectifs suivants :

- assurer des fonctions d'accès au centre ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac,
- améliorer les échanges locaux entre les deux rives du Lez et les quartiers qui composent le secteur,
- desservir le nouvel hôtel de ville et les programmes de constructions et d'espaces publics qui l'accompagneront.

Le programme prévisionnel de l'ouvrage prévoit, sur une longueur de 75 mètres environ et une largeur de 18 mètres, la réalisation de deux voies de circulation à double sens, de deux trottoirs confortables et d'une piste cyclable.

Les études techniques préalables à la réalisation du pont de la République ont mis récemment en évidence, au droit de la future culée ouest, l'existence d'un réseau unitaire de diamètre 1 500 mm dont le maintien en l'état est incompatible avec la construction de l'ouvrage. Le dévoisement de ce réseau s'avère donc aujourd'hui comme une nécessité préalable à l'engagement des travaux du pont.

Considérant les impératifs de délais liés à la construction du pont de la République, la Communauté d'agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement, a accepté le principe de réalisation des travaux de dévoisement de ce réseau unitaire dans le cadre de la concession Port Marianne - Rive gauche. Bien qu'anticipés sur leur calendrier normal, ces travaux constituent néanmoins pour l'Agglomération l'opportunité d'améliorer les conditions techniques du raccordement ultérieur du réseau unitaire de la rive droite du Lez à l'intercepteur est, situé en rive gauche, en vue de renforcer à terme la sécurité générale du réseau d'assainissement.

Les travaux à engager seront pris en charge par la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche pour un montant total estimé de 880 000 €HT, comprenant les acquisitions foncières, les frais d'études, les frais de raccordement et les honoraires.

Le remboursement de cette charge à la concession d'aménagement s'effectuera à hauteur de 75 % (660 000 € HT) par la Communauté d'agglomération et de 25 % (220 000 € HT) par la Ville de Montpellier qui a d'ores et déjà acté le principe de cette dépense à l'occasion du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche approuvé par le conseil municipal le 23 juillet 2012.

Dans ce contexte, un projet de convention liant la SERM, la Communauté d'agglomération et la Ville a été établi fixant les engagements respectifs et réciproques des parties, les conditions et les modalités de paiement de la participation de la Communauté d'agglomération échelonnées dans le temps, l'actualisation de cette participation en fonction de l'évolution du coût de l'opération, ainsi que les modalités de réception et de remise de l'ouvrage correspondant.

Le versement des sommes attendues sera directement effectué auprès de la SERM, titulaire de la concession d'aménagement Port Marianne - Rive gauche.

Ce projet de convention, soumis à votre approbation et joint en annexe de la présente délibération, sera présenté dans les mêmes termes à l'approbation du conseil communautaire.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver les termes du projet de convention annexé à la présente délibération liant la SERM, la Communauté d'agglomération de Montpellier et la Ville pour la réalisation des travaux de dévoiement du réseau unitaire situé sur la rive droite du Lez, au droit de la culée ouest du pont de la République ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer la dite convention ainsi que tous documents liés à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **50. MONTPELLIER GRAND CŒUR - Ravalement obligatoire des façades**

### **Attribution de subventions**

**Michaël DELAFOSSE :**

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. LEGRAND Bruno ou Mlle DEJEAN Anne, 30 rue Dessalle Possel	7.472,67 €
M. ou Mme GATINEAU Sébastien, 10 rue Reynes	369,04 €
Coprop du 31 rue Louis Figuier, M. CHESNOT syndic bénévole	3.633,72 €
Mme MAYA LEROY, 15 rue de la Raffinerie (50 % de la subvention)	1.314,03 €
M. ou Mme Guy BARTHELEMY, 1 passage Biquet (solde de la subvention)	2.202,05 €
<b>Total</b>	<b>14.991,51 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 14.991,51 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

**51. Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/Chemin de Moularès) - Propriété de l'A.S.L. Les Cigales  
Impasse Jacques Daguerre - parcelle cadastrée DS 45p  
Promesse unilatérale de vente et convention de travaux**

**Michaël DELAFOSSE :**

Par délibération du 14/12/2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter le réseau viaire à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un des maillons fonctionnels importants du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation prochaine du Pont de la République sur le Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses trottoirs étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine à double sens de circulation bordée de trottoirs plantés dont un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, du stationnement unilatéral discontinu, le tout sur une emprise d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des propriétaires concernés.

Les travaux commenceront au premier trimestre 2013 et dureront environ une année.

Le Conseil Municipal, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, soit à l'amiable, soit par l'expropriation. Ces enquêtes se sont déroulées du 19 mars au 18 avril 2012. La Ville a pris néanmoins contact avec les propriétaires depuis plusieurs mois pour négocier à l'amiable l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit environ 1762 m<sup>2</sup> répartis sur dix-neuf parcelles. Dans ce cadre, la Ville a fait des propositions à chacun concernant les prix d'acquisition des terrains concernés et les travaux de reconstitution qu'elle devra réaliser (mur de clôture, réseaux...). Par arrêté préfectoral du 18 juillet 2012, ce projet a été déclaré d'utilité publique.

S'agissant de la propriété de l'association syndicale des propriétaires « Les Cigales », le projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une emprise de 20 m<sup>2</sup> en nature de voirie, issue de sa propriété cadastrée DS 45. Le président de l'association a signé une promesse unilatérale de vente à la Ville de cette emprise au prix de 2.400 €, se décomposant de la façon suivante :

Indemnité principale :	2.000 €
Indemnité de remploi :	400 €

**Indemnité totale : 2.400 €**

Ainsi, nous vous proposons d'accepter cette promesse conforme à l'estimation des services fiscaux.

A cette promesse unilatérale de vente, est annexée une convention de travaux par laquelle la Ville s'engage à réaliser des travaux de reconstitution des équipements de cette voirie, à savoir la dépose du système de commande d'éclairage privé (cellule photoélectrique) situé actuellement sur le poteau d'éclairage public et pose d'une horloge astronomique dans le coffret de commande privé.

Dans cette convention, le président de l'association syndicale s'engage à autoriser la Ville à réaliser, dans sa propriété, ces travaux qui lui seront remis dès leur achèvement.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter la promesse unilatérale de vente signée par M. Fabien SALVISBERG, président de l'association syndicale des propriétaires « Les Cigales », par laquelle il promet de céder à la Ville une emprise foncière de 20 m<sup>2</sup> issue de la propriété cadastrée DS 45 située impasse Daguerre au prix de 2.400 €,
- d'accepter de lever l'option de cette promesse unilatérale de vente,
- d'autoriser l'acquisition d'une emprise foncière de 20 m<sup>2</sup> issue de la propriété de l'association syndicale des propriétaires « Les Cigales », cadastrée DS 45 au prix de 2.400 €,
- de confier la rédaction de l'acte authentique constatant la vente à l'office notarial de Baillargues, avec la participation du notaire du vendeur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention de travaux,
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **52. Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété AGELOU - 951, avenue du Pont Trinquat Parcelle cadastrée DS 556p - Promesse d'échange foncier**

**Michaël DELAFOSSE :**

Par délibération du 14/12/2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter le réseau viaire à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un des maillons fonctionnels importants du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation prochaine du Pont de la République sur le Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses trottoirs étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine à double sens de circulation bordée de trottoirs plantés dont un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, du stationnement unilatéral discontinu, le tout sur une emprise d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des propriétaires concernés.

Les travaux commenceront au premier trimestre 2013 et dureront environ une année.

Le Conseil Municipal, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, soit à l'amiable, soit par expropriation. Ces enquêtes se sont déroulées du 19 mars au 18 avril 2012. La Ville a pris néanmoins contact avec les propriétaires depuis plusieurs mois pour négocier à l'amiable l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit environ 1762 m<sup>2</sup> répartis sur dix-neuf parcelles. Dans ce cadre, la Ville a fait des propositions à chacun concernant les prix d'acquisition des terrains concernés et les travaux de reconstitution qu'elle devra réaliser (mur de clôture, réseaux...). Par arrêté préfectoral du 18 juillet 2012, ce projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat a été déclaré d'utilité publique.

S'agissant de la propriété des consorts AGELOU, le projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une superficie de 2 m<sup>2</sup>. Compte tenu de la configuration actuelle de leur parcelle cadastrée DS 556, il est opportun pour la Ville de leur céder une superficie de 3 m<sup>2</sup> issue du domaine public de la voirie actuelle au droit de cette parcelle, afin d'obtenir un tracé droit de la future voie. Cela permettra à M. AGELOU de décaler légèrement son portail dans l'angle de la parcelle et de reconstruire son mur de clôture.

Ainsi, conformément à l'estimation des services fiscaux, il est possible d'envisager un échange sans soulte de ces deux entités foncières, à savoir :

- Cession par les consorts AGELOU à la Ville d'une emprise de 2 m<sup>2</sup> de terrain bâti issue de leur propriété cadastrée DS 556 pour un prix de 240 € se décomposant ainsi :  
Indemnité principale : 2 m<sup>2</sup> x 100 €/m<sup>2</sup> = 200 €  
Indemnité de remploi : 40 €  
Indemnité totale : 240 €
- Cession par la Ville aux consorts AGELOU d'une emprise de 3 m<sup>2</sup> issu du domaine public de la voirie pour un prix de 240 €

Les consorts AGELOU ont accepté de signer une promesse synallagmatique d'échange. A cette promesse, est annexée une convention de travaux par laquelle la Ville s'engage à déconstruire le mur de clôture. Les consorts AGELOU s'engagent à reconstruire ce mur de clôture et à déplacer leur portail en limite de la nouvelle voirie.

Ainsi, nous vous proposons d'accepter cette promesse d'échange foncier conforme à l'estimation des services fiscaux.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :**

- De déclasser du domaine public communal une emprise de 3 m<sup>2</sup> située 951, avenue du Pont Trinquat au droit de la parcelle cadastrée DS 556,
- De faire procéder au numérotage de cette nouvelle parcelle par un géomètre auprès des services du cadastre,
- D'autoriser un échange foncier sans soulte avec les consorts AGELOU, soit :  
  . cession par les consorts AGELOU à la Ville d'une emprise de 2 m<sup>2</sup> de terrain bâti issue de leur propriété cadastrée DS 556 pour un prix de 240 €, se décomposant ainsi :  
  Indemnité principale : 2 m<sup>2</sup> x 100 €/m<sup>2</sup> = 200 €

Indemnité de emploi : 40 €

. cession par la Ville aux consorts AGELOU d'une emprise de 3 m<sup>2</sup> issu du domaine public de la voirie pour un prix de 240 €

- D'accepter la signature par la Ville de la promesse synallagmatique d'échange foncier et de la convention de travaux,
- De confier la rédaction de l'acte authentique constatant cet échange foncier à Maître VIALLA, notaire à Montpellier,
- De dire que les frais liés à cet échange foncier seront prélevés sur le budget de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

### **53. Foncier - P.A.E. de l'Allée du Tiers Etat - Acquisition d'une emprise de voirie auprès d'ACM**

#### **Michaël DELAFOSSE :**

Suite à l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le Conseil municipal du 19 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet, notamment l'acquisition des emprises intégrées dans la future voie publique.

A cet effet, l'allée du Tiers Etat fait l'objet d'un emplacement réservé au PLU (opération de voirie C 196) pour permettre de réaliser la voie de liaison entre le chemin de Moularès et l'avenue du Petit Train.

La résidence du 4 août 1789, propriété d'ACM, cadastrée EZ 407, est concernée pour une emprise de 343 m<sup>2</sup> environ, située au droit de la façade.

Par courrier en date du 09 juillet 2012, ACM a accepté de régulariser la propriété foncière de cette emprise de voirie, à l'euro symbolique, pour l'incorporer au domaine public communal et pour permettre son entretien par les services municipaux.

Le cabinet de géomètres Géométris est chargé d'établir le document d'arpentage, qui sera annexé à l'acte notarié pour sa publication.

Le notaire désigné par ACM est Maître Bonnary, notaire à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

#### **En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'acquérir une emprise de 343 m<sup>2</sup> environ allée du Tiers Etat auprès d'ACM à l'euro symbolique pour l'incorporer au domaine public communal,
- De saisir Maître Bonnary notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49



Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

## **54. Foncier - Elargissement Rue du Fesquet - Chemin de Casseyrols Propriété " SCI Coteau Nicolas"**

### **Michaël DELAFOSSE :**

La société « BOUYGUES Immobilier – SCI Coteau Nicolas » a réalisé une opération immobilière, sur les parcelles cadastrées MY 178 et MY 179, d'une contenance totale de 8 403 m<sup>2</sup>, chemin de Casseyrols.

Conformément au plan d'alignement de la voie dénommée « rue du Fesquet » annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU), les parcelles nouvellement cadastrées MY 880 (513 m<sup>2</sup>) et MY 883 (623 m<sup>2</sup>) ont été détachées de l'assiette foncière de la future copropriété, afin de permettre l'élargissement rue du Fesquet / chemin de Casseyrols à 12 m.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux, pour un montant total de 14 850 € (quatorze mille huit cent cinquante euros) pour 1 136 m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation des services fiscaux.

La Ville ne souhaite pas procéder immédiatement aux aménagements publics de ces emprises. Aussi, la jouissance en sera laissée aux vendeurs, charge à eux d'en assurer l'entretien et la bonne gestion.

La société « BOUYGUES Immobilier – SCI Coteau Nicolas » a donné son accord à la cession onéreuse, et propose de confier la rédaction de l'acte à Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, qui a en charge les intérêts de la SCI Coteau Nicolas.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

### **En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées MY 880 (513 m<sup>2</sup>) et MY 883 (623 m<sup>2</sup>), pour un montant de 14 850 € (quatorze mille huit cent cinquante euros) pour 1 136 m<sup>2</sup>, afin de prévoir l'élargissement rue du Fesquet / chemin de Casseyrols.
- de laisser la jouissance des emprises aux vendeurs, tant que la Ville ne réalise pas les travaux d'aménagements publics, en échange de l'entretien et de la bonne gestion.
- de saisir Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

M. TSITSONIS sort de séance.

-----



## **55. FONCIER**

### **Vente Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier Secteur Sud A9 et Sud Zénith**

#### **Michaël DELAFOSSE :**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier envisage, dans les années à venir, l'aménagement d'un nouveau quartier autour et en liaison de la nouvelle gare TGV qui sera édifiée au sud de l'autoroute A9. Par ailleurs elle constitue des réserves foncières, avenue Albert Einstein, en face du Zénith, en vue de la réalisation future d'une zone tertiaire.

Le foncier nécessaire à la réalisation de ces deux projets appartient en grande partie à la Ville de Montpellier, les parcelles concernées devront donc être cédées à la Communauté d'Agglomération.

Après négociations, les services de la Communauté d'Agglomération et ceux de la Ville sont arrivés à un accord de principe pour une vente, avec paiement échelonné sur 4 ans, au prix unitaire de 18 €/m<sup>2</sup> pour les terres classées par le PLU en zone à urbaniser AU0-5 et à 10 €/m<sup>2</sup> pour celle classées en zone agricole A, le bassin de rétention de la Mogère étant lui cédé à titre gratuit.

Ces prix tiennent compte de l'intérêt général des projets que réalisera la Communauté d'Agglomération, des grandes superficies de terres concernées et de l'occupation de certaines d'entre elles.

Il est envisagé de procéder à une première cession avant la fin de l'année 2012. Cette première tranche concernera les parcelles sises au Sud de l'autoroute A9 qui ne devront pas faire l'objet d'un découpage cadastral préalable aux cessions en cours au profit d'ASF et de RFF dans le cadre des projets de dédoublement de l'autoroute A9 et de celui du contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier. En effet, les retards pris dans les procédures de divisions cadastrales par ASF et RFF, empêchent une vente globale au profit de la Communauté d'Agglomération.

Il s'agit des parcelles cadastrées SL 109, SM 36-37-38-40-41-42-44-46-49, SN 9-11-13-19-20-21-24, SO 11-7-8-9, SR 6-7, SS 10-11, SV 45 pour une contenance de 149.837 m<sup>2</sup>, cédées au prix global de 2.697.066 €, prix établi au vu de l'avis des Domaines.

Les parcelles cadastrées section SM n° 42, 44, 46 et 49, font partie du domaine public de la Ville. Elles sont aménagées en voirie, en parking et en parvis (parvis du Lycée Pierre Mendès France). La Communauté d'Agglomération les incorporera dans son domaine public et maintiendra leur affectation. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de procéder à leur déclassement préalablement à la vente, en vertu des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La rédaction de l'acte authentique de cession sera confiée à l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES, étude choisie par la Communauté d'Agglomération. La totalité des frais inhérents à la rédaction de cet acte seront pris en charge par cette dernière.

#### **En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de la cession des terrains propriétés de la Ville nécessaire à la l'aménagement d'un nouveau quartier autour et en liaison de la nouvelle gare TGV qui sera édifiée au sud de l'autoroute A9 et à la constitution de réserves foncières, avenue Albert Einstein, en face du Zénith,

- que ces cessions seront consenties au prix unitaire de 18 €/m<sup>2</sup> pour les parcelles classées en zone à urbaniser et de 10 €/m<sup>2</sup> pour celles classées en zone agricole,

- d'approuver dès à présent la vente à la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER de 14,98 ha, cadastrés SL 109, SM 36-37-38-40-41-42-44-46-49, SN 9-11-13-19-20-21-24, SO 11-7-8-9, SR 6-7, SS 10-11, SV 45, au prix de 2.697.066 €, €, prix établi au vu de l'avis des Domaines.
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville,
- de dire que l'acte authentique de vente sera rédigé par l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES aux frais de la Communauté d'Agglomération,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Anne Rose LE VAN :** Nous voterons contre ce point car cette cession permettra l'urbanisation au sud de l'autoroute à 9. C'est un projet auquel nous sommes opposés. Nous sommes d'abord opposés au doublement de l'autoroute A9 ainsi qu'au projet de la gare. Nous l'avons déjà expliqué, nous sommes pour une gare en centre-ville. Celle-ci sera à plus d'une heure à pied du centre-ville, à une demi-heure en tramway. Ce n'est pas forcément l'idéal pour les gens qui viennent en train à Montpellier. Je répète donc que nous voterons contre cette délibération car cela concerne des projets auxquels nous sommes opposés : la nouvelle gare TGV, l'urbanisation d'un secteur agricole qui permet de l'agriculture de proximité et, à terme, le doublement de l'autoroute A9.

**Michaël DELAFOSSE :** Nous avons déjà eu ce débat lors d'une précédente session du Conseil municipal. On nous dit qu'il faut agir pour les Montpelliérains. En 2017, nous aurons la gare TGV et autour de celle-ci, il y a une formidable opportunité pour proposer à des entreprises de s'implanter afin de créer de l'emploi. On nous dit à juste titre qu'il y a des problèmes de logement. Cette zone est d'intérêt communautaire et nous avons choisi CHRISTIANNSE, un très grand urbaniste hollandais, afin d'aménager ce quartier qui prévoit 200 hectares d'espaces verts, qui prévoit de penser les continuités urbaines entre Montpellier et Lattes. Il permet également de penser un aménagement d'ensemble. Il s'agit donc encore une fois d'un projet qui est pensé. Montpellier qui va vers la mer. Voilà près de 30 ans, Conseils municipaux après Conseils municipaux, que nous avons procédé aux acquisitions de ces réserves foncières. Maintenant, nous procédons aux cessions afin de réaliser ces infrastructures stratégiques pour Montpellier comme métropole.

Enfin, vous souhaitez que la gare du centre-ville continu de fonctionner. Vous avez raison, elle continuera et d'ailleurs nous augmenterons le trafic TER pour éviter les migrations pendulaires en voiture entre Sète et Montpellier, celles qui vont encombrer, qui coûtent cher en essence et qui créent des désagréments. Nous transférerons également une partie du trafic fret sur la nouvelle ligne à grande vitesse, celle qui empêche les Montpelliérains du centre-ville de dormir parce que ce trafic est saturé. Vous connaissez ce projet, nous procédons de manière bienveillante aux cessions foncières car il y a urgence à doter la collectivité de ces équipements. Croyez-nous, Mme LE VAN, nous aussi, nous voulons loger les gens et créer de l'emploi. D'ailleurs, ce type de projet le permettra très largement et dans un cadre de vie qui sera agréable avec 200 hectares de vert, je le rappelle.

Pour : 44

Contre : 4

Abstention : /

Adopté à la majorité.

-----

## **56. Fourniture de services de télécommunications – Téléphonie mobile**

### **Autorisation de signer le marché**

#### **Michaël DELAFOSSE :**

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de fourniture de services de télécommunications – téléphonie mobile. Cet appel d'offres ouvert N° 2H742670 suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est conclu pour une durée de deux ans avec renouvellement par tacite reconduction par période d'un an et une durée totale ne pouvant pas excéder quatre ans.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique 50 %
- Prix des prestations 50 %

La commission d'appel d'offres du 11 septembre 2012 a attribué ce marché à la société SFR pour un montant minimum de 120 000 € HT et maximum de 480 000 € HT sur deux ans.

Les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le choix du candidat pour ce marché,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **57. Avenant n°1 à la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et promotion de l'aide Mobili-Jeunes®**

#### **Hélène QVISTGAARD :**

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins dont la « Clé Montpellier Logement Jeunes », l'appui au développement de structures collectives pour les Jeunes Actifs et les étudiants ou le soutien au logement inter-générationnel.

Faisant suite à la délibération n°2012-415 du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2012, une convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et notamment sur la promotion de l'aide MOBILI-JEUNES® a été signée le 21 septembre 2012 entre la Ville de Montpellier et les comités interprofessionnels du logement : CIL MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO.

Aujourd'hui, conformément à l'article 4 de la convention, il est proposé d'élargir le partenariat autour de cette action à un nouveau Comité Interprofessionnel du Logement, ASTRIA.

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant à la convention de partenariat signée le 21 septembre 2012, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer cet avenant et tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **58. Recensement de la Population 2013**

### **Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes**

#### **Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL :**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1<sup>er</sup> janvier 2009, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2012, soit 258 366 habitants, a remplacé celui de 1999, date du dernier recensement général, qui était de 229 055 habitants. Désormais, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 17 janvier 2013 et se termineront courant mars 2013, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2013 étant estimé à environ 12 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 50 postes d'agent recenseur.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

#### 1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

#### 2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser.

Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

### 3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2013, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,68 €, contre 0,67 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,94 €, contre 0,93 € l'année précédente

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 50 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **59. Plan Local de Déplacements secteur Nord.**

**Axe rue Auguste Broussonnet – quai du Verdanson – place du Onze novembre.**

**Réorganisation des sens de circulation – Recalibrage des voies**

**Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

### **Serge FLEURENCE :**

La mise à double sens du quai des Tanneurs et du quai du Verdanson s'insère dans le cadre du Plan Local de Déplacements (PLD) de la Ville de Montpellier, issu du Plan de Déplacement Urbain de la Communauté d'agglomération dont les objectifs visent à :

- donner plus de place aux modes de déplacements alternatifs aux abords du Centre Historique de Montpellier ;
- limiter les saturations en centre-ville dues aux forts flux de transit ;
- améliorer le transit véhicules intercommunal sur des axes de contournements plus fluides à réaliser en périphérie du quartier Centre.
- rendre les axes urbains plus lisibles et plus simples à utiliser (jalonnement) ;

- développer une éco-mobilité profitable à l'environnement et à la qualité de vie des habitants (qualité de l'air, nuisances sonores, sécurité..).

Ce projet s'inscrivant dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est éligible aux fonds de concours pour les projets d'intérêt commun (PIC) attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût de l'opération pour la Ville, s'élève à 4 140 207 € TTC, soit 3 461 712 € HT.

Pour ces travaux, le montant total pouvant être financé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des PIC s'élève à 167 800 €:

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2012, pour la réalisation des travaux de mise à double sens du quai du Verdanson, pour un montant de 167 800 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

## **60. REDEVANCE SPECIALE POUR LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES Communauté d'agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier**

### **Serge FLEURENCE :**

Par délibération du 19 septembre et 16 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la redevance speciale pour les déchets ménagers et assimilés. La loi n°92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette redevance concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité des déchets éliminés.

Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages les coût d'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- Par les établissements publics exonérés de droit par la TEOM
- Par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présents en collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages

Une convention doit donc être signée entre la Communauté d'Agglomération et la Commune.

Elle a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la redevance spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets et assimilés auxquels s'appliquent la redevance speciale.

A Montpellier, il s'agit des écoles publiques, des crèches, des maisons pour tous et maisons de quartiers et des autres bâtiments municipaux...

Le montant de la redevance annuelle pour 2012 (concernant l'année 2011) s'élève à 561 096.26€.

La convention ci-annexée est conclue pour une période d'un an à compter du premier janvier 2012. A l'expiration de ce délai, la convention pourra être prorogée pour une durée d'un an par reconduction expresse.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les termes de cette convention,
- D'autoriser, Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **61. Modification du tableau des effectifs**

### **Serge FLEURENCE :**

Six créations de postes compensées par six suppressions sont effectuées afin de procéder à des ajustements de grade.

Vingt et une créations interviennent au titre de la rentrée scolaire et des besoins de personnel qui en découlent dans les écoles de la Ville.

### **I - Créations de postes :**

#### **Filière animation :**

Animateur : Création de deux postes

Adjoint d'animation 2ème classe : Création de quatre postes à temps non-complet (85,30 %)

#### **Filière culturelle :**

Assistant de conservation principal 1ère classe : Création d'un poste

#### **Filière médico-sociale :**

Puéricultrice classe supérieure : Création d'un poste

Assistant socio-éducatif : Création d'un poste

ATSEM 1ère classe : Création de huit postes

#### **Filière sécurité :**

Chef de Service Principal 2ème classe : Création d'un poste

#### **Filière sportive :**

Educateur Principal 1ère classe : Création d'un poste

#### **Filière technique :**

Agent de Maîtrise : Création de deux postes

Adjoint technique 2ème classe : Création de six postes

### **II - Suppressions de postes :**

#### **Filière administrative :**

Adjoint Administratif 1ère classe : Suppression d'un poste

#### **Filière culturelle :**

Assistant de conservation principal 2ème classe : Suppression d'un poste

#### **Filière médico-sociale :**

Puéricultrice classe normale : Suppression d'un poste

Assistant socio-éducatif principal : Suppression d'un poste

#### **Filière sécurité :**

Brigadier Chef Principal : Suppression d'un poste

#### **Filière sportive :**

Educateur APS : Suppression d'un poste

### **III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :**

### **Direction Relations Internationales :**

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/11/2012 sur des fonctions de Directeur Adjoint. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.**

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **62. Régime indemnitaire - animateurs permanents**

### **Serge FLEURENCE :**

La Ville de Montpellier a intégré au 1<sup>er</sup> janvier 2011 l'activité et les personnels de la Régie des Maisons Pour Tous ; parmi les personnels qui ont été intégrés figurent les animateurs permanents qui participent aux animations et manifestations de leurs structures d'affectation.

Ces animations et manifestations ont une fréquence variable et sont susceptibles d'intervenir en soirée de façon régulière.

Aussi il est proposé de tenir compte de cette spécificité et d'indemniser la contrainte de variabilité des emplois du temps et de travail récurrent en soirée (événements de moins de trois heures et « soirées » en dehors de l'amplitude horaire d'ouverture des Maisons Pour Tous) à laquelle l'ensemble des animateurs permanents (ceux qui ont été intégrés et ceux qui ont depuis l'intégration été recrutés par la Ville) sont susceptibles d'être soumis par un montant forfaitaire de :

80 euros brut par mois

Ce montant sera perçu tous les mois par tous les animateurs permanents, quelle que soit la réalité de la contrainte, et donc sans prise en compte de l'effectivité de la réalisation ou de la non réalisation de travail en soirée.

Les animateurs permanents bénéficieront donc d'un régime indemnitaire spécifique correspondant à celui afférent à leur grade valorisé de ce montant.

Toutefois, afin d'introduire également une dimension d'équité entre les animateurs permanents qui de fait ne sont pas tous soumis à la même contrainte en fonction de leur affectation, pourra s'ajouter à ce montant forfaitaire une tranche complémentaire cette fois déclenchée par la réalisation effective d'au moins trois « soirées » (et/ou événements le samedi) un mois donné.

Il est précisé que dans ce cadre une « soirée » est un événement de plus de trois heures, sans borne horaire de début et de fin pour la définir.

Le montant de cette tranche complémentaire sera de :

50 euros bruts chaque mois où sera remplie la condition de réalisation effective d'au moins trois soirées (et/ou événements le samedi) dans le mois.



Si de façon exceptionnelle, en raison de la saisonnalité notamment, un mois donné le nombre de soirées dépasse trois, les soirées au-delà de trois pourront être reportées et prises en compte dans le décompte du mois suivant.

Au regard de la mise en œuvre différée de ce régime indemnitaire spécifique par rapport à la date d'intégration des Maisons Pour Tous dans les services municipaux le 1<sup>er</sup> janvier 2011, il est proposé d'attribuer une compensation financière au titre de la période écoulée, tenant compte de la non-indemnisation entre cette date (ou celle de leur recrutement par la Ville) et le 1<sup>er</sup> octobre 2012 des contraintes spécifiques d'organisation du travail des animateurs permanents.

Le montant de cette compensation financière s'élèvera à 50 euros bruts par agent et par mois travaillé depuis la date d'intégration ou la date de leur recrutement par la Ville, soit un montant total maximum de 1050 euros bruts.

Ce complément, ainsi que la compensation financière, seront applicables dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux agents titulaires et non-titulaires exerçant les fonctions d'animateur permanent, relevant des cadres d'emplois d'adjoint d'animation territorial et d'animateur territorial.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions susvisées ;
- De prévoir les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Pour : 48

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## 63. Exercice 2012 - Décision Modificative n°2 du Budget Principal

### Max LEVITA :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2012 du Budget Principal, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

#### 1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 0,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

#### Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	35 000,00
924	40	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	20 000,00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 3 000,00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 3 000,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	- 49 000,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>0,00</b>

#### Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
----------	----------	--------	---------	-----------

928	821	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	- 1 028 919,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	1 028 919,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>0,00</b>

## **2. Section d'investissement**

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à - 20 000,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

### **Dépenses d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 20 000,00
900	020	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 550 000,00
904	40	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	450 000,00
906	64	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	200 000,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 100 000,00
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>- 20 000,00</b>

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	29 000,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	- 49 000,00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>- 20 000,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 41

Contre : 5

Abstention : 2

Adopté à la majorité.

M. H. MARTIN rentre en séance.

## **64. Tarifs 2012**

### **Modification des tarifs applicables aux agents municipaux dans le cadre du Plan de Déplacement des Entreprises**

**Max LEVITA :**

Considérant la délibération n° 2011/689 du 16/12/2011 relative aux tarifs applicables aux agents municipaux dans le cadre du Plan de Déplacement des Entreprises, il est proposé au Conseil municipal les tarifs suivants, qui annulent et remplacent les précédents:

Plan de déplacement des entreprises	Unité	Tarif
-------------------------------------	-------	-------

<b>Parking (ancienne mairie) P1-P2-P3-P4</b>		
- Indice inférieur à l'indice majoré 305		16,00 €
- De l'indice majoré 306 à 362	Par an	38,00 €
- De l'indice majoré 363 à 420		66,00 €
- Indice supérieur à l'indice majoré 420		95,00 €
<b>Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)</b>	Par mois	16,20 €
<b>Parking le plus proche du lieu de travail</b>	Par mois	16,20 €
<b>Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail</b>	Par mois	7,87 €
<b>Parking Hôtel de Ville</b>	Par mois	16,20 €
<b>Parking 2 roues motorisées Hôtel de Ville</b>	Par mois	7,87 €

Tarifs en cas de perte de badge et de clé :

	En cas de perte	Unité	Tarif
<b>Badge</b>		U	15,00 €
<b>Clé</b>		U	15,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs proposés ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## 65. Attributions de subventions et cotisations à des organismes nationaux

### Exercice 2012

**Max LEVITA :**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

#### 1) Attribution de subventions :

Attribution de subventions dans le cadre du sport :

Code	Association	IFM	Montant
------	-------------	-----	---------

5381	FC le Lagon de Mayotte	F	500 €
3398	Bujinkan Dojo Montpellier	F	2 000 €
3176	FISE	M	9 000 €
1195	Lions Club Montpellier Languedoc	M	3 000 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	M	14 000 €
3088	Association Loisirs Figuerolles	F	1 500 €
5610	Des Foulées Vous	M	500 €
<b>Total</b>			<b>30 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

Code	Association	IFM	Montant
4081	Grain d'Image	M	600 €
1396	Maison de Heidelberg	M	500 €
425	France Algérie Méditerranée	M	300 €
548	Euro Grèce Méditerranée	M	1 650 €
1223	Eurasia	M	300 €
<b>Total</b>			<b>3 350 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'économie des ressources et du patrimoine :

Code	Association	IFM	Montant
3381	DIFED – Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement durable	M	1 760 €
<b>Total</b>			<b>1 760 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'emploi et du développement économique :

Code	Association	IFM	Montant
4853	UPA - Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault	F	3 000 €
<b>Total</b>			<b>3 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attribution de subvention dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Montant
1469	Les Francas de l'Hérault	M	10 000 €
<b>Total</b>			<b>10 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attribution de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Association	IFM	Montant
2796	Comité de quartier Pasquier Don Bosco	M	800 €
3174	Projet Avenir Harkis Français Musulmans	F	1 000 €
3174	Projet Avenir Harkis Français Musulmans	M	1 000 €
<b>Total</b>			<b>2 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'égalité des droits et devoirs :

Code	Association	IFM	Montant
3633	Forum Français pour la Sécurité Urbaine	M	800 €
<b>Total</b>			<b>800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre des finances :

Code	Association	IFM	Montant
5602	Fédération des Entreprises Publiques Locales	M	25 000 €
<b>Total</b>			<b>25 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subventions dans le cadre de la santé :

Code	Association	IFM	Montant
------	-------------	-----	---------

720	Ligue contre le Cancer Comité de l'Hérault	F	2 000 €
<b>Total</b>			<b>2 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Code	Association	IFM	Montant
	Association TOM	M	2 000 €
<b>Total</b>			<b>2 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

## 2) Report d'affectation de subvention :

Subvention dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Accordé	A reporter
1424	Collège Las Cazes	M	2 000 €	2 000 €
<b>Total</b>				<b>2 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

## 3) Cotisations à des organismes nationaux :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'année 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	Cité Unies France	13 786 €
920	6281	CFMEL – Centre de Formation des Maires et Elus Locaux	24 033 €

## 4) Ajustement de cotisation 2012

Par délibération en date du 25/06/2012, la Ville a décidé d'adhérer à l'organisme ci-dessous par le versement d'une cotisation.

L'adhésion à cette structure nécessite un ajustement du montant de la cotisation 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant provisionné au BP 2012	Montant cotisation 2012
920	6281	FNCCR - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	4 600 €	5 168 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions, ou le cas échéant, de la lettres notifiée en 2011;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus pour un montant total de 37 819 € ;
- D'autoriser l'ajustement de la cotisation de la FNCCR tel que défini ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec les natures 6574 pour les subventions et 6281 pour les cotisations ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **66. Réforme de véhicules et matériels**

### **Max LEVITA :**

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

### **1) Réforme de véhicules et matériels : service Parc Auto**

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2012, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

- 1 Karcher IPX5 n°24597, mise à prix 50 €.

- 1 Equilibreuse RAV spa G 120 i, mise à prix 50 €.

## **2) Réforme de matériels informatiques : Direction Systèmes d'Information**

- Service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2012, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

- Service Production Informatique

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

Serveurs : vente aux enchères, mise à prix 1 € pièce.

Bibliothèque : vente aux enchères, mise à prix 1 €.

## **3) Réforme de matériels : direction Parc Darwin**

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

- 3 dumpers référence 9111 – 9114 – 9121 AUSA

Ces équipements seront vendus pour le poids de la ferraille à la SARL Saint Pierre pour 180 € TTC.

- 1 dumper référence 9112 AUSA vente aux enchères, mise à prix 50 €.

## **4) Réforme de matériels : service Achats et Production Graphique**

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

- Mise sous pli - réf. 64051672 CARAT DELTA (SATAS) – réf. 6405172E sortie latérale : vente aux enchères, mise à prix 500 €.

- Offset deux couleurs Ryobi

Suite à son remplacement par une machine offset 4 couleurs, cet équipement sera repris par la société SIPROUDHIS qui a fait une offre de reprise à 2 000 €.

## **5) Réforme de matériels : service Moyens Généraux**

Suite au déménagement des services au nouvel hôtel de Ville, il convient de réformer les mobiliers récupérés ci-dessous :

- Panneaux d'information en alu de dimensions 2m\*1m vente aux enchères, mise à prix 50 € pièce.

- **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules et matériels réformés du service Parc Auto aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser la mise en déchetterie de trois dumpers et la vente aux enchères d'un dumper de la direction du Parc Darwin



- d'autoriser la vente aux enchères de la mise sous pli et la reprise d'une machine Offset 2 couleurs par la société SIPROUDHIS du service SAPG
- d'autoriser la vente aux enchères de matériels du service Moyens Généraux
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire .

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## **67. Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg**

### **Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration**

#### **Hélène MANDROUX :**

L' « Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg » a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison mise à disposition gratuitement par la Ville de Montpellier et d'apporter une assistance au Directeur de cette Maison.

Dans ce cadre général, l'association a également pour but de susciter l'animation indispensable à l'action de la Maison, au plan culturel, touristique, technique, économique. L'association peut donc promouvoir les produits de Montpellier, notamment en les commercialisant.

La Maison de Montpellier a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat, l'action de la Ville. Elle assure l'information des Heidelbergois et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

Conformément aux nouvelles dispositions statutaires de l'association, adoptées lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2012, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, a vu le nombre de ses représentants au sein du Conseil d'administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu, passer d'un à deux membres représentant le Conseil Municipal.

Pour faire suite à cette évolution statutaire, il convient donc de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

#### **Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

#### **Ont été élus :**

- Perla DANAN
- Philippe THINES

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## 68. Garantie d'emprunt GAIA - SERM Grand Cœur

### Hélène MANDROUX :

Dans le cadre de l'Opération Montpellier Grand Cœur, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt « Gaïa » de 8.6 M€ pour financer la finalisation de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu un emprunt « Gaïa » :

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 8,6 M€
- Durée : 4 ans dont 3 ans de différé d'amortissement
- Périodicité annuelle
- Taux du Livret A + 0,60% (soit à ce jour 2,85% pour un Livret A à 2,25%)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance (en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 6,88 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Équipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 8,6 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

## 69. Garantie Emprunt GAIA – SERM / Ville de Montpellier : Avenant au contrat de prêt N° 1098075

### Hélène MANDROUX :

*La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui l'accepte le réaménagement du prêt du prêt N° 1098075 d'un montant de un million quatre cent vingt quatre mille trente cinq euros (1 425 035 €), par allongement de sa durée entraînant le report de son remboursement initialement prévu au 1<sup>er</sup> décembre 2012, à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2016. Il est a rappelé que ce prêt est destiné à financer l'aménagement et le renouvellement urbain dénommé « Grand Cœur » à Montpellier*

En conséquence, la Commune de Montpellier adapte la garantie initialement accordée pour le remboursement dudit prêt dans les conditions fixées ci-dessous.

**Article 1** : La commune de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement du prêt réaménagé contracté par *La SERM* auprès de la CDC selon les conditions précisées ci-après

A hauteur de 80 % des sommes dues (capital, intérêts, intérêts moratoires, pénalités, indemnités et accessoires) au titre du contrat de prêt n°1098075 réaménagé par avenant :

- Date d'effet du réaménagement : 01/12/2011
- Montant total réaménagé : 1 424 035 €
- Périodicité des échéances annuelles
- Durée d'amortissement restante après allongement : 4 ans à compter de la première échéance
- Date de la première échéance 01/12/2012
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement augmenté d'une marge de 0,60 % soit 2,85% pour l'échéance du 01/12/2012 sur la base du taux du livret A en vigueur à cette date (2,25%)

Les caractéristiques ainsi modifiées s'appliquent au montant total du capital réaménagé ainsi que, le cas échéant, au montant total des intérêts compensateurs ou différés dus au titre du réaménagement et maintenus, du prêt référencé ci-dessus à la date d'effet du réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le montant de l'échéance sera recalculé sur la base de ces nouvelles caractéristiques. Le tableau d'amortissement correspondant sera adressé par le prêteur à l'emprunteur et au garant.

**Article 2** : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(es) prêt(s) réaménagé(s) ci-dessus, la commune de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3** : La commune de Montpellier s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

**Article 4** : Le Conseil autorise le Maire à intervenir sur l'avenant de réaménagement qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Équipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des dépôts à hauteur de 1 424 035 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique de Conseil Municipal**

**Numéro de la décision                      Synthèse de la décision**

2011/0571	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire du cabinet Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés dans l'affaire l'opposant à Madame Dominique Mendez.
2012/0244	D'attribuer le marché pour l'élaboration d'un menu alternatif de juin 2012 pour les restaurants scolaires : <ul style="list-style-type: none"><li>- Lot 1 : salade verte ou mélange AB 4ème gamme pour un montant unitaire de 4.50 € HT à la société PRONATURA,</li><li>- Lot 2 : chips de banane plantain AB pour un montant unitaire de 1.075 € HT à la société CAHLIBIO,</li><li>- Lot 3 : découpe de volaille AB en surgelé et/ou frais pour un montant unitaire de 8.41 € HT à la société ID SERVICE,</li><li>- Lot 4 : boulgour AB pour un montant unitaire de 1.43 € HT à la société BIOCOOP</li><li>- Lot 5 : produit laitier nature AB pour un montant unitaire de 0.216 € HT à la société ID SERVICE,</li><li>- Lot 6 : sucre en poudre AB et/ou équitable pour un montant unitaire de 5.05 € HT à la société CAHLIBIO,</li><li>- Lot 7 : banane dessert pour un montant unitaire de 1.15 € HT à la société PRONATURA,</li><li>- Lot 8 : bâton de banane séchée de préférence AB et/ou équitable à la société ID SERVICE</li></ul>
2012/0270	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée en vue d'insertions presse pour la Campagne Montpellier Champion à Amaury Média pour un montant de 35 000 € HT, à Midimédia pour un montant de 21 857 € HT et à Even'dia pour un montant de 15 000 € HT.
2012/0272	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur et Madame BASSEDE.
2012/0279	De reconduire la convention tripartite avec la Région L.R. et le Lycée "Georges Clémenceau" pour l'utilisation d'installations sportives pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2012.
2012/0284	D'attribuer le marché "location d'une machine de mise sous pli" à la société PITNEY BOWES pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT, pour une durée de cinq ans à compter de la livraison / mise en ordre de marche de la machine.
2012/0285	De confier à l'entreprise FONTBONNE et Fils la réalisation des travaux de la terrasse Noyau D pour un montant de 49 570.00 € du Futur Hôtel de Ville.
2012/0286	De conclure un marché pour des missions d'assistance techniques pour des bâtiments neufs ou existants : perméabilité à l'air et mesures de débits de ventilation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Lot 1 : l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la perméabilité à l'air, à l'entreprise ENEXCO pour un montant de 23 000 € HT par an</li><li>- Lot 2 : l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des mesures de débits de ventilation, à l'entreprise CETIL pour un montant de 4 000 € par an.</li></ul>

2012/0288	D'attribuer le marché de la mission de contrôle technique à l'entreprise DEKRA pour un montant de 20 670,00 € H.T. dans le cadre de la conception et la réalisation de l'école primaire André Malraux.
2012/0290	D'attribuer le marché "prestations de façonnage et d'impression de documents divers, et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques" à la société FM GRAPHIC (lot 1, prestations de façonnage et d'impression), pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT, pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.
2012/0291	De conclure une convention d'occupation avec le Nouveau logis Méridional pour la réhabilitation de 3 bâtiments situés sur le parc Montcalm en vue de réaliser 168 logements étudiants.
2012/0292	La Ville répond favorablement à la requête de M. URSULET Vincent Lucien tendant à demander le rachat de la concession perpétuelle qu'il a acquise le 30 novembre 2009.
2012/0293	De conclure un avenant avec l'entreprise Odyssée Ingénierie ayant pour objet les formations supplémentaires pour un montant de 9 500 euros HT et prévoyant une augmentation du délai de la durée du marché d'un mois.
2012/0294	De proroger le marché avec la société DJL MAINTENANCE pour le dépannage et réparation d'appareils électroménagers et vérification technique de fourneaux de cuisson jusqu'au 15 décembre 2012.
2012/0295	De proroger d'un an jusqu'au 31/7/2013 de la phase de mobilisation du contrat n° A1709593 auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.
2012/0296	De proroger le marché avec la société SALAGER/SERRA pour l'entretien préventif et correctif de divers matériels de restauration collective et dépannage/réparation jusqu'au 15 décembre 2012.
2012/0297	D'émettre un avis favorable à la requête de M Marcel BAUS tendant à demander la rétrocession de sa concession cinquantenaire.
2012/0298	D'attribuer le marché concernant : "Futur parking le Nouveau Saint-Roch - Assistance technique pour la définition du mode de gestion et le choix du futur titulaire du parking", à la SCET pour un montant de 27300 € HT

2012/0299	D'attribuer le marché concernant la réparation et le remplacement de la signalétique dans les écoles de la Ville à l'entreprise France Enseignes pour un montant minimum de 11 000,00 € et un montant maximum de 44 000,00 € H.T par an.
2012/0300	D'attribuer le marché "achat d'une tribune mobile couverte" à la société SAMIA DEVIANNE pour un montant total de commande de 44 660,00 € HT
2012/0301	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur de Cabinet Adjoint, pour la période 2012-2013 pour un montant de 640 euros
2012/0302	D'attribuer le marché concernant des études programmatiques d'aménagement d'espaces publics à la société IN STRADA, pour un montant compris entre un minimum de 2 500 euros HT et un maximum de 50 000 euros HT (la 1ère et les 2ème et 3ème année de reconduction éventuelle) et entre 2500 € HT et un maximum de 40 000 € HT (la 4ème année de reconduction éventuelle).
2012/0303	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Fédération des Associations pour la défense des Usagers et des Consommateurs du Centre Ville et du Grand Montpellier (FADUC)
2012/0304	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ORDRE DES ARCHITECTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON
2012/0305	D'attribuer le marché "prestations de façonnage et d'impression de documents divers et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques" à la société COPY SHOP, pour le lot 2, pour un montant total de commandes maximum de 15 000 € HT, pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa notification.
2012/0306	D'attribuer les marchés "achat de 3 groupes d'arrosage, d'un transporteur, de deux mini dumpers et d'un cyclomoteur 49 CC" aux sociétés : - BARTHELEMY SUD PROVERT, pour le lot 1, pour un montant total de commande de 4 860,62 € HT - AGRISUD, pour le lot 2, pour un montant total de commande de 12 600,00 € HT - GLIOZZO MANUTENTION, pour le lot 3, pour un montant total de commande de 31 260,00 € HT
2012/0307	D'attribuer le marché à l'entreprise Egis pour un montant de 69 802€ H.T. dans le cadre de la requalification du boulevard Jeu de Paume.
2012/0308	Afin d'assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes, en élargissant les dépenses autorisées.
2012/0309	De créer une régie d'avances, dans le cadre de la création du centre d'Art contemporain « la Panacée », pour le bon fonctionnement des lieux.
2012/0310	D'établir une régie d'avance pour le paiement des salaires et charges des intermittents du spectacle, dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, pour les spectacles gérés par le Théâtre Jean Vilar, et de mettre en place une optimisation des délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) en vue d'éviter des pénalités de retard onéreuses.

2012/0311	De modifier les actes précédents en augmentant le montant de l'avance et élargissant les dépenses autorisées, dans le cadre du bon fonctionnement de la régie du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel).
2012/0312	D'attribuer le marché concernant des Titres de Transport (Bus et Tramway) pour les enfants fréquentant les écoles et les centres de loisirs, et pour les agents de la Ville, pour l'année 2012, à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM), société spécialisée exclusive pour ce marché, pour un montant minimum de 62 620,00 € HT et maximum de 92 524,00 € HT.
2012/0313	D'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments à 490 906 m² et la prime de régularisation à 52 738,98€

2012/0314	D'attribuer le marché, afin de choisir un prestataire pour l'hébergement, la maintenance corrective et la réalisation des maquettes graphiques des sites événementiels de la ville de Montpellier, à la société Choosit pour un montant de minimum de 6 000 € et un montant maximum de 29 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification; avec possibilité de reconduction 2 fois.
2012/0315	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de rugby de haut niveau à Montpellier saison 2012-2013, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Rugby Club, pour un montant H.T. de 135 000 € soit 142 996,80 € TTC.
2012/0316	D'attribuer le marché relatif à la création et la gestion d'un marché à la Brocante et Antiquités à Madame Camille CATTAN, commerçante professionnelle, pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, pour un montant de 14 214,05€ HT par an soit 17 000 € TTC.
2012/0317	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de football de haut niveau à Montpellier, saison 2012-2013, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant H.T. de 110 510 € soit 129 130 € T.T.C.
2012/0318	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Création et déclinaisons de l'identité visuelle, de la charte graphique et de la signalétique de la Panacée, Art et culture contemporaine, pour un montant de 23 010.00€ HT
2012/0319	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle Paroles Gelées, pour un montant de 29 922.60 € HT, avec la Compagnie Air de Lune, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du Théâtre Jean Vilar.
2012/0320	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle Les Témoins, pour un montant de 21 668.90 € HT, avec la Compagnie Adesso e Sempre, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du Théâtre Jean Vilar.
2012/0322	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. JOHANN LECARPENTIER
2012/0323	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ou Madame Lionel et Catherine VAGNON
2012/0324	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association La Ville où le soleil ne se couche jamais et autres
2012/0325	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JEAN-MICHEL PIERRE
2012/0326	De confier la réalisation des travaux du lot 29 Courant Faibles pour le Futur Hôtel de Ville au groupement d'entreprise FONTANIE - SOMITEG - JP Elec pour un montant de 15 770.89 €
2012/0327	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CERVELLO
2012/0328	De signer une convention de mise à disposition du Centre Equestre de Grammont avec l'Association Centre Equestre Montpellier Grammont pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse au 1er janvier de chaque année, en contrepartie de tarifs réduits et gratuits et du versement d'une redevance de 3 000 € TTC annuel



2012/0329	D'adopter l'avenant de régularisation pour l'exercice 2011 prévoyant le paiement d'une prime d'assurance de 422,34 € TTC
2012/0330	D'attribuer le marché d'anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques à l'entreprise METEOFRACTANCE pour un montant de 10 072,84 € HT pour une durée de un an.
2012/0331	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés dans le cadre de l'affaire l'opposant à la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (SAPM).
2012/0332	La Ville décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés dans le cadre de l'affaire l'opposant à la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (SAPM).
2012/0333	De confier la fixation judiciaire du prix du bien préempté DV 472 à la SCP VPNG et Associés pour défendre ses intérêts.
2012/0334	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL MALAVAL.
2012/0335	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme Marie Louise BORG par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS.
2012/0336	D'attribuer le marché à la société STRATEGIES LOCALES en vue de la définition d'un Plan Stratégique Immobilier pour un montant de 69 100 € HT.
2012/0337	D'attribuer le marché "achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël" à la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR, pour un montant de total de commandes minimum de 5 000 € HT et maximum de 20 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification au 31 mars 2013.
2012/0338	D'attribuer le marché "acquisition de procès-verbaux de contravention (avis - carte de paiement)" à la société PARAGON, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 80 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction
2012/0339	D'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société DISTRIMMO située 7 bd du Jeu de Paume cadastrée section HV 326 et de saisir le Juge de l'expropriation afin de fixation de la valeur du bien.
2012/0340	D'attribuer les marchés "achat de produits de lutte biologique pour les serres du centre horticole de Grammont et la serre Amazonienne du Parc Darwin" à la société BIOBEST FRANCE, pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 10 000 € HT minimum et 48 000 € HT maximum.
2012/0341	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI SAINT SAUVEUR située 1 impasse St Sauveur, cadastrée section EW 359, pour un montant de 64.000 €.
2012/0342	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme Sarah NOUIOUA par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Ass.
2012/0343	D'attribuer le marché au prestataire : l'équipe BARRIQUAND/ Réussir l'Espace Public, pour la réalisation de l'étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin, pour un montant de 82 200€ HT.

2012/0344	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à la SNC Le Petit Merle et M. GIRAL par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés.
2012/0345	De confier à la société V.B. RESINE les travaux de réfection de résine de sols et de murs dans les locaux de production de la cuisine centrale pour un montant annuel maximum de 20 000,00 € HT pendant une durée de un an renouvelable trois fois.
2012/0346	D'attribuer le marché de l'étude " Observatoire du marché immobilier" au bureau d'études ADEQUATION, pour 3 ans, pour un montant de 47 000 € HT, avec pour objectif, dans la continuité de l'étude précédente, d'appréhender et d'anticiper les évolution du marché de l'immobilier.
2012/0349	D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée pour une plateforme d'échange de DT-DICT à la société SOGELINK, pour un montant de 20 400 € H.T.
2012/0350	De prolonger la durée du marché concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le plan de déplacement d'entreprise jusqu'au 14 mai 2013 au plus tard, dans des conditions financières inchangées.
2012/0351	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ société l'immobilière groupe CASINO.
2012/0353	D'attribuer le marché concernant la direction artistique de la manifestation culturelle dans l'espace public ZAT! 2012-2014, à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, pour un montant global de 129 978.40 € HT
2012/0355	De conclure un avenant au marché relatif à la prise en charge de la prestation du club de football de Montpellier lors des matchs européens joués à domicile sur la saison 2012-2013, pour un montant de 20 000 € HT, avec l'entreprise SASP MHCS.
2012/0357	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Monsieur Alec LISIAK.
2012/0358	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Mme Danielle BENZIMRA.
2012/0359	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Madame Claudine SALAGER.
2012/0361	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, GAUER, NOY et associés dans l'affaire ville c/ Société DISTRIMMO.
2012/0362	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés.
2012/0363	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Jacqueline GONTIER

-----

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h30.

-----